

L'ACTION DIRECTE

EXERCÉE PAR LA VICTIME D'UN ACCIDENT

CONTRE LA

COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOTAMMENT DANS LE CAS OU CELLE-CI EST ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars à 14 heures,

PAR

Jacques BERNAYS

Président : M. NIBOYET, Professeur.

Suffragants } MM. PICARD { *professeurs.*
 } ESCARRA }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V^e)

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

L'ACTION DIRECTE

EXERCÉE PAR LA VICTIME D'UN ACCIDENT

CONTRE LA

COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOTAMMENT DANS LE CAS OU CELLE-CI EST ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars à 14 heures.

PAR

Jacques BERNAYS

Président : M. NIBOYET, Professeur.

Suffragants } MM. PICARD { *professeurs.*
 } ESCARRA }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V°)

1933



INTRODUCTION

Le machinisme dont le domaine s'accroît sans cesse a des conséquences profondes. Il n'influe pas seulement sur l'économie des peuples dont les systèmes politiques s'adaptent mal aux crises de production qu'il engendre. Il ébranle également la structure juridique de l'organisme social, force les cadres des dispositions législatives qui ne résistent pas à ce dur traitement et qui, utilisées pour exprimer des idées et des principes pour lesquels elles n'étaient pas faites, finissent par se vider de leur sens. On ne mesurera par exemple jamais les efforts inutiles et les vains travaux que les juristes de bonne volonté ont consacrés à adapter les articles 1382 et 1384 du Code civil à des fins pour lesquelles ils n'étaient, et ne pouvaient, avoir été écrits. Tant il est vrai que notre démocratie, si prompte à multiplier les lois nouvelles, superflues et mal rédigées, pour des objets qui souvent ne le méritent pas, demeure par ailleurs incertaine et timide lorsqu'il s'agit de faire face à des nécessités réellement inédites.

Ainsi les efforts obstinés par lesquels, depuis le début du siècle, on tente d'élargir le domaine de la responsabilité civile en en laissant intactes les formes légales ressem-

blent à ce bon combat pour l'existence du droit de propriété qu'il faut à tout prix maintenir serait-il désormais dépourvu de sens.

A cet amour contradictoire des textes périmés et des idées modernes nous devons en droit interne un étrange système de responsabilité civile. On parle toujours de faute, de présomption, comme si, véritablement, tout jugement de condamnation était fondé sur une imputation personnelle, concrète, de responsabilité, comme si le lien logique entre celui qui a causé le mal et celui qui l'a subi était établi dans chaque cas particulier, et, sous ces vocables anciens, on se résigne sans se l'avouer franchement à admettre la pensée de « risques acceptés ».

Ce mode de raisonner aboutit à façonner une conception toute particulière de l'assurance accident. Chez nous l'assurance accident n'est pas encore obligatoire pour l'automobiliste et les lois d'assurance obligatoire sont encore à l'état de projet¹.

Le résultat normal de l'assurance obligatoire est de faire disparaître cet intermédiaire individuel devenu inutile : la personne civilement responsable. Celle-ci ayant toujours un assureur solvable c'est entre cet assureur et la victime que se règlent les comptes². Elle tend ainsi à faire disparaître cette idée morale de faute individuelle, d'imputa-

1. Rapport de M. Cels au nom de la commission d'assurance relatif à un projet de loi concernant les accidents causés aux personnes par les véhicules automobiles (*J. of.*, 27 oct. 1931, Doc. Ch. An. 5249, p. 1029).

2. R. Savatier, Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels. Cf. D. H. 1931, Chronique, p. 10.

bilité à laquelle nous demeurons attachés soit en raison de notre individualisme, soit de notre conception à la fois morale et logique de la justice. Elle constitue la reconnaissance formelle de la substitution d'un système de responsabilité solidaire et collective du corps social à la responsabilité de la personne privée¹.

Sans vouloir chercher dans cette remarque une confirmation absolue de cette idée, il n'en demeure pas moins assez curieux de constater que l'assurance-accident obligatoire a été établie d'abord dans les nations anglo-saxonnes dont l'éthique est davantage inspirée par le pragmatisme et par l'empirisme que par la raison pure. La loi anglaise sur la circulation de 1930² soumet l'autorisation d'usage d'un véhicule automobile à la présentation d'une police d'assurance ou à la constitution d'une garantie. Elle prohibe toute clause de limitation de garantie subordonnée à des faits déterminés à l'égard des tiers (Section 38 : Conditions sans effet dans les polices et garantie³) résolvant ainsi nettement par une disposition législative précise qui révèle le sens profond de la loi l'irritante question de la validité des stipulations de déchéance à l'égard des tiers.

1. « Alors qu'on s'était accoutumé à trouver dans le droit des obligations la partie la plus immuable du droit civil, voici qu'il se révèle profondément ébranlé : un empire immense, celui de la responsabilité civile est en train de s'y constituer sous le signe des principes nouveaux encore entourés de quelque brume... » (*ibid.*)

2. Loi anglaise sur la circulation, *Revue générale des assurances terrestres*, 1931, p. 201.

3. Section 38 : « Toute condition d'une police ou d'une garantie ou donnée en application de la présente partie de la loi, si elle dispose qu'il n'y aura pas de responsabilité de l'assureur ou du garant ou que cette responsabilité cessera dans le cas où tel acte spécifié serait accompli ou omis après l'événement donnant lieu à un dommage couvert par la police ou la garantie sera sans effet en ce qui concerne les dommages mentionnés au 5 b de sous-section de la section 36. »

Il paraît devoir en être de même en Amérique. Aux Etats-Unis, la matière des assurances n'est pas réglementée par le Gouvernement fédéral; chaque Etat de la Fédération établit sans contrôle extérieur son propre droit des assurances à moins que sa législation intérieure ne se trouve en conflit avec une disposition générale et nationale; or, les Etats tendent à promulguer les lois d'assurances obligatoires. Les entrepreneurs de transports sont généralement obligés de s'assurer au profit des victimes d'accident et de pareilles dispositions ont été considérées comme constitutionnelles par le Tribunal fédéral¹.

Deux systèmes législatifs ont été envisagés pour imposer sous une forme plus ou moins directe l'assurance obligatoire. C'est le système de la responsabilité financière légale adopté par les Etats de New-York, New-Jersey, Yowa; ce dernier contraint toute personne ayant commis une infraction au règlement sur la circulation à présenter la preuve de sa solvabilité ou sinon une police d'assurance garantissant sa responsabilité pour dommage aux personnes, à concurrence d'un chiffre déterminé. Cette mesure assez curieuse ne fait jouer l'assurance obligatoire qu'après le premier accident, laissant ainsi sans recours la première victime.

Au Massachusetts c'est l'assurance obligatoire pure et simple qui a été décrétée en 1927. Toute personne faisant

1. *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 1079, article de M. Edmund W. N. Petterson, professeur de Droit à l'Université de Columbia, *Jurisprudence* cité Packard, V, Banton, 264 US 140, 44SUP CT 257 (1924).

enregistrer un véhicule automobile doit prouver qu'elle a souscrit une assurance pour un chiffre déterminé.

Dans certains Etats (Wisconsin), la loi, si elle n'impose pas l'assurance obligatoire, donne expressément à la victime une action directe contre l'assurance¹.

On note que dans ces conditions l'octroi légal de l'action directe apparaît en Amérique comme constituant une institution équivalente à l'assurance obligatoire généralisée.

La Suède connaît également l'assurance obligatoire qui y a été introduite par une loi du 10 mai 1929².

En Suisse, l'article 11 du concordat international du 7 avril 1914 stipule que le permis de circulation ne sera délivré que contre justification de l'assurance. Mais la loi suisse ne paraît pas connaître l'action directe et le système législatif ne prend ainsi pas comme en Angleterre ou en

1. *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 423. Décision de l'United State Circuit Court of Appeals, 20 mai 1929.

2. Loi suédoise du 10 mai 1929 sur l'assurance locomotion des véhicules automobiles.

Article premier. — Le propriétaire de tout véhicule automobile utilisé pour la locomotion sur le territoire du royaume est tenu de contracter et de maintenir effective une assurance conforme aux dispositions de la présente loi assurance locomotion).

Art. 3. — L'assurance locomotion des véhicules automobiles d'une part garantira toute personne qui, ayant subi un dommage par le fait de la circulation d'un véhicule de ce genre sur le territoire du royaume peut légalement prétendre à une indemnité de la part du propriétaire, de l'usager ou du conducteur du véhicule, le droit de se faire payer cette indemnité par l'assureur, et d'autre part, dans la mesure où l'assureur n'aura pas fait de réserves contraires garantira l'assuré contre la responsabilité pécuniaire encourue par lui à raison du dommage résultant de la locomotion automobile.

Art. 5. — Les véhicules automobiles assurés par un assureur étranger peuvent circuler occasionnellement sur le territoire du royaume sans être soumis à l'assurance locomotion à condition que, conformément aux dispositions que le Roi édictera un établissement d'assurances capable de contracter des assurances locomotion se soit engagé à assumer à l'égard de toute

Amérique les caractères d'un mécanisme collectif de compensations des risques¹.

Comparons à ces systèmes législatifs expression d'une attitude juridique bien déterminée, l'organisation des rapports entre la victime et l'assurance tels que les comprend notre droit. En théorie, la responsabilité de l'auteur du fait dommageable est seule prise en considération. Le

personne ayant droit à indemnité du fait de la locomotion automobile, la même responsabilité que s'il y avait eu assurance locomotion.

Art. 22. — Si un procès est intenté au propriétaire, à l'usager ou au conducteur d'un véhicule automobile, aux fins d'obtenir une indemnité pour dommages causés du fait de la circulation de son véhicule, le demandeur est tenu d'en aviser assez tôt l'assureur pour que celui-ci puisse intervenir au procès. Si le cas tombe sous l'article 2 l'avis sera remis à l'un des établissements que vise cet article. Si lors de l'appel de la cause, il n'est pas prouvé que l'établissement compétent a été avisé, le tribunal accordera au demandeur un délai suffisant pour le faire. Faute d'observer ce délai, le demandeur sera forclo en ce qui concerne ses droits sur l'assureur ou les établissements dont il est parlé à l'article 21.

1. L'article 11 du concordat intercantonal du 7 avril 1914 dispose en son premier alinéa que « le permis de circulation ne sera délivré que si le propriétaire du véhicule justifie avoir contracté, auprès d'une compagnie d'assurances reconnue, une assurance des responsabilités civile du montant de 20.000 francs au moins pour une automobile et de 10.000 francs pour un motocycle pour le dommage résultant du fait qu'une personne a été tuée ou blessée dans un accident causé par le véhicule. Quel est le sens de cette disposition du concordat qui a dans tous les cantons signataires la même force, qu'une loi ?

Tout d'abord il convient de retenir que l'existence de l'art. 11 qui rend obligatoire l'assurance de la responsabilité civile des propriétaires de véhicules à moteur ne saurait donner aux contrats conclus en vertu de cet article le caractère d'une assurance collective (art. 87 LCA) ou d'une stipulation en faveur des tiers sinistrés (art. 112 CO). A l'exception du tribunal d'appel du canton du Tessin qui a soutenu l'opinion contraire (Recueil des arrêts V. n° 289) la jurisprudence suisse est fixée en ce sens (Cf. Recueil, V. n° 98, 287, 288 et 290).

L'art. 11 du concordat ne confère donc pas au lésé une action directe contre l'assureur de la responsabilité civile, il n'empêche pas non plus l'assureur d'opposer même au tiers lésé les exceptions qui lui appartiennent en vertu de la loi et du contrat d'assurance.

Ce ne sont là que des conséquences logiques de la nature juridique du contrat d'assurance de la responsabilité civile.

L'assurance obligatoire a finalement été décidée en Suisse (loi du 15 mars 1932). Mais ce texte ne sera applicable que le 1^{er} janvier 1933 et paraît se heurter à une certaine résistance (Cf. journal *l'Auto*, 1^{er} septembre 1932, article de M. Perraud Charmantier).

procès est toujours fait contre lui et quand l'assurance intervient elle demeure cachée sous le nom de son assuré. Telle doit être d'ailleurs la conséquence logique de l'idée que la réparation du préjudice est dans une certaine mesure la forme de la répression de la faute personnelle de son auteur.

Mais on le sait, ce n'est là qu'une apparence. La loi du 28 mai 1913¹ conférant à la victime de l'accident un privilège sur l'indemnité d'assurance a donné lieu en moins de treize années à l'apparition d'une abondante jurisprudence. Les tribunaux faisant preuve d'une remarquable initiative ont fini par donner satisfaction en partie du moins aux exigences des nécessités présentes. On est arrivé à l'arrêt de cassation du 14 juin 1926 qui, consacrant l'existence de l'action directe, a véritablement ajouté à la loi.

Sans que le texte de 1913 n'ait été complété, les tribunaux sont parvenus d'eux-mêmes à contraindre l'assurance à apparaître ouvertement devant la victime et cela sans effacer les principes de la responsabilité-faute qui subsiste dans notre droit.

On ne saurait trop les féliciter de cette audacieuse intervention dans le domaine du législatif. Malheureusement, la

1. Article 2102, Code civil.

« Les créances privilégiées sur certains meubles sont

1^o Les loyers

2^o

3^o

8^o (Loi 28 mai 1913) : Les créances nées d'un accident au profit de tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance.

Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés. »

création jurisprudentielle, si habile qu'elle soit, porte en elle un vice dû à sa nature même de solution conciliatrice. Avoir donné à la victime la possibilité de se placer en face de l'assurance c'est très bien. Mais c'est insuffisant. L'institution de l'action directe est à la vérité l'expression d'une véritable révolution dans les principes de la responsabilité civile, la substitution voulue ou non de l'idée de risque, assumé par une collectivité anonyme à celle de la faute personnelle et de la réparation fondée sur l'idée de faute privée. A ne pas admettre ce bouleversement ou à ne pas le reconnaître franchement, on s'expose à de sérieuses difficultés d'application de l'action nouvelle. En droit interne d'abord, comment trancher les questions que soulèvent les cas de déchéance de l'assuré, de compétence, de prescription... bref toutes les espèces dans lesquelles se heurtent deux conceptions contradictoires, celle de l'assurance — entité anonyme et abstraite —, et celle de l'individu responsable — personnage concret dont on doit sanctionner les agissements fautifs. Comment admettre que la même procédure n'est pas possible à l'égard de l'assurance selon que l'auteur a commis une faute à la fois pénale et civile ou seulement une faute civile, c'est-à-dire selon que les poursuites sont menées devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal civil? Car la mise en cause directe de l'assurance désormais de droit devant le tribunal civil est toujours irréalisable devant le tribunal correctionnel.

Quel moyen pour la victime de connaître le nom de la Compagnie d'assurance et les stipulations existants entre

elle et son assuré ? Comment pratiquement user du droit direct sans posséder ces renseignements élémentaires ? Voilà parmi cent autres quelques questions essentielles dont les solutions seront abandonnées à l'arbitraire des juges.

En droit international privé ensuite : quelle attitude observer à l'égard d'une Compagnie d'assurances étrangère dépourvue de siège en France ? Comment admettre par exemple que cette action est d'ordre public et que l'assureur ne saurait y échapper alors que l'assurance elle-même n'est pas obligatoire en France et que le civilement responsable a parfaitement le droit de ne pas s'assurer ?

C'est ce petit problème de droit international français qui fera l'objet de cette étude. Comme on le voit, il n'est à la vérité qu'une manifestation sur le plan des relations internationales des difficultés mêmes, dues à une contradiction essentielle de principes qui se révèle en droit interne. Sa solution suppose donc nécessairement l'examen préalable de la nature de l'action directe et de ses conséquences en droit civil. La première partie du présent ouvrage sera donc consacrée à cette analyse ; la seconde seulement en déduira les conséquences en droit international privé.

Terminons en rappelant brièvement l'intérêt pratique qui s'attache à cette question de droit international privé. Qu'importe dira-t-on que le créancier d'indemnité puisse ou non poursuivre l'assurance étrangère devant nos tribunaux. L'accident par définition s'est produit en France ; la victime fera condamner son auteur par le tribunal du lieu du délit.

L'assurance qui a pris en charge la responsabilité civile de ce dernier ne saurait manquer à ses obligations à l'égard de son assuré car, comme dans notre hypothèse elle n'a aucun bien en France et qu'elle ne peut être exécutée sur notre territoire, elle perdra rapidement sa clientèle si le bruit s'accrédite qu'elle se soustrait toujours au paiement. La confiance du public français dans la rapidité et la fidélité de ses règlements constitue l'essentiel de sa réputation commerciale. Ce n'est pas son intérêt que d'y faillir.

Peut-être ce raisonnement est-il exact dans la majeure partie des espèces. Il ne prévoit pourtant pas les cas si fréquents dans lesquels par exemple l'assuré aura subi une déchéance postérieurement à l'accident (non-déclaration dans les délais, reconnaissance de faute contraire aux textes de la police etc...) cas dans lesquels la victime en face d'un débiteur insolvable, dépourvue de l'action directe, se trouvera sans recours. Il ignore la possibilité pour la compagnie étrangère d'avoir des dépôts dans une banque française destinés par exemple à d'autres règlements de sinistres, dépôts qui peuvent se voir saisis-arrêtés par le plaideur muni de l'action directe. Il oublie enfin la répugnance qu'éprouvent toujours et dans tous les pays les compagnies d'assurances à paraître en leur nom devant les tribunaux. Elles redoutent, à tort ou à raison, que les magistrats, certains d'avoir devant eux une importante entreprise qui tire un profit souvent considérable de son industrie ne soient portés à ménager celle-ci moins peut-être qu'ils ne le feraient d'un délinquant quelquefois sim-

plement imprudent que ruinerait une lourde condamnation¹.

De telles situations choisies au hasard parmi toutes celles que la réalité peut faire naître mettant en jeu d'une part les droits impératifs d'une victime souvent irréparablement lésée, et d'autre part les intérêts respectables de nombreuses et de puissantes entreprises méritent de retenir l'attention du juriste. Le développement du machinisme dans les moyens de transports, l'importance sans cesse croissante du tourisme international exigent que les Français comme les étrangers soient fixés sur les conséquences des accidents par des principes établis. Il ne faut pas attendre de l'équité une sécurité que seul confère le droit, une constance dans la doctrine qui est indispensable à une juste appréciation des faits. Et il n'est pas une branche de l'économie qui davantage que l'entreprise d'assurance n'ait un besoin absolu de prévoir les solutions juridiques des litiges avec le plus grand coefficient possible de certitude.

En essayant, sinon de résoudre un problème complexe, du moins d'en poser les termes avec netteté nous n'avons pas d'autre espoir que de réduire si peu que ce soit, pour les victimes, comme pour les assureurs, le domaine hélas immense de la chance inconnue.

1. Cf. D. P., 1927.1.60, Rapport de M. le Conseiller Colin sous Cass., 14 juin 1926, *in fine*.

TITRE I

Droit positif français. - La nature du recours exercé par la victime, à l'égard de l'assurance en droit interne. - Etude de l'action directe issue de la loi du 28 mai 1913.

Ce sont avant tout des nécessités d'ordre pratique qui ont provoqué dans notre droit l'institution des actions directes. On a constaté que l'action oblique de l'article 1166 C. C. constituait souvent pour son détenteur une arme sans efficacité. Les fonds liquides ou les valeurs faciles à dissimuler risquent de disparaître lorsque l'exercice de l'action oblique les fait tomber entre les mains du débiteur. De plus, le créancier usant de l'article 1166 risque de voir profiter à d'autres le résultat de ses efforts. Il n'acquiert aucun droit de préférence, aucun privilège sur les biens dont il a seul assuré le retour dans le patrimoine du débiteur à l'égard des autres créanciers¹.

Dans un certain nombre de situations spéciales où l'inefficacité de l'action oblique donnait lieu à des conséquences particulièrement injustes, on a remédié à ces difficultés par la création d'actions directes. Celles-ci sont demeurées étrangères les unes aux autres, chacune possédant les modalités appropriées au cas concret pour lequel elle était établie. Cette diversité d'origine et d'application explique que notre droit connaît officiellement non pas une action directe-institution dont on eut développé les conséquences sur le plan logique et abstrait, comme on l'a fait par exemple pour l'action oblique de l'article 1166 ou l'action paulienne, mais des actions directes.

1. Planiol et Ripert, *Droit civil*, t. VII, p. 228.

On trouve quelquefois dans les livres de droit classique une page qui contient la nomenclature des actions directes; on n'y rencontre presque jamais une étude théorique et générale de l' « action directe ». Le praticien que sollicite la nécessité de résoudre un problème concret d'application est absolument dépourvu de principes directeurs auxquels il puisse se référer pour en déduire les conséquences.

On peut toutefois, en s'en rapportant uniquement à la nature des matières qu'elles concernent, diviser en deux groupes les actions directes de notre droit positif. D'un côté, on peut ranger les diverses actions directes éparses dans le Code civil et dans le Code de procédure. Elles satisfont aux exigences de certaines situations de fait, de nature très diverse, dont le caractère particulier, nécessitant un recours plus efficace que ceux issus du droit commun, était déjà apparu depuis longtemps, sinon aux rédacteurs des Codes, du moins à la jurisprudence. De l'autre, on peut réunir toutes les actions directes se rattachant au développement de l'assurance de responsabilité civile. Les deux séries d'actions directes diffèrent par leur degré de développement et par leurs caractères juridiques.

Le premier groupe d'actions comprend essentiellement :

L'action directe du mandant contre le mandataire substitué (art. 1994 C. civ.), l'action directe du bailleur contre le sous-locataire (art. 1753 C. civ.), l'action directe des ouvriers contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits (art. 1798 C. civ.), enfin, l'action directe consacrée par la distraction des dépens au profit des avoués (art. 133 C. proc. civ.).

Le second groupe d'actions directes qui correspondent toutes à des applications différentes de la responsabilité civile, sont : l'action directe du bailleur sur l'indemnité d'assurance à l'égard de l'assurance du locataire responsable de l'incendie de la chose louée (art. 1733 C. civ.), l'action directe de l'ouvrier envers l'assurance du patron (loi du 9 août 1898, art. 16 nouv.), l'action directe de la victime vis-à-vis de l'assurance de l'auteur de l'accident (art. 2102 C. civ., art. 8 nouv., — loi du 28 mai 1913).

Nous examinerons successivement ces deux groupes d'institutions.

CHAPITRE PREMIER

PREMIER GROUPE D'ACTIONS DIRECTES

Déjà dans ce premier groupe on doit noter que deux actions directes seulement se trouvent littéralement dans les Codes (art. 1994 Code civil, — art. 133 C. P. civile), les autres (1753 C. c. 1798 C. c.) ayant déjà été le fruit de l'interprétation jurisprudentielle. Le fait de cette jurisprudence est assez ancienne pour que ses conclusions, depuis longtemps stabilisées apparaissent comme un véritable impératif légal ne doit pas faire oublier l'origine de ces actions.

A) Action directe issue de l'article 1994 du Code civil.

Le seul texte du Code civil dont on puisse dire en se tenant au sens exact des mots, qu'il institue une action directe, est l'article 1994 C. c., qui, en rendant le mandataire responsable de son substitué, donne pourtant au mandant le droit d'agir directement contre ce substitué. « Dans tous les cas — dit l'article 1994 — le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée. » Encore constate-t-on tout de suite que ce recours direct ne peut être comparé aux autres actions directes que grâce aux ressources d'une analogie purement verbale.

Le lien direct du mandant et du mandataire substitué n'est, à la vérité, que la conséquence du principe de la représentation du mandant par le mandataire. Il serait illogique que le mandant ne put agir directement contre celui qui constitue une émanation de sa propre personnalité juridique, comme au contraire on ne saurait imaginer une telle conception dans les législations qui ne connaissent pas la théorie de la représentation. Ainsi, la sévérité et l'étendue des règles qui régissaient la responsabilité du mandataire donnaient en Droit romain au mandant les apaisements que n'aurait pu — et pour cause — offrir une action directe dont ce système juridique ne permettait pas l'existence¹.

B) Action directe dans les rapports entre le bailleur et le cessionnaire, ou entre le bailleur et le sous-locataire.

La cession de bail transporte sur la tête du cessionnaire les droits appartenant au preneur contre le propriétaire.

Ces droits transférés constituent un bloc dans lequel l'obligation du paiement des loyers au propriétaire est indissolublement liée avec le droit à la jouissance de la chose louée. Le preneur transmet ainsi une sorte de droit composite qui inclut l'ensemble du contrat de louage,

1. Cf. Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, p. 489 et suiv.; cf. Girard, *Droit romain*, p. 617.

Le mandat gratuit avait conservé de son origine le caractère d'une preuve désintéressée de dévouement de la part du mandataire. Le mandataire seul apparaissait à l'égard des tiers puisque la notion de service rendu impliquait que ce mandataire agissait réellement lui-même, avec sa propre personnalité juridique et non comme le simple instrument de la volonté d'autrui.

assemblage d'une créance de la chose louée et d'une dette d'argent.

La situation est la même au point de vue juridique, que la propriétaire ait ou non figuré à la cession. Si le preneur a transféré malgré les prescriptions d'une clause d'interdiction, il se trouvera tout simplement dans le cas d'un cédant qui a transmis un droit quelconque en enfreignant une clause d'incessibilité; sa cession sera sans effet. C'est la somme pour laquelle le preneur transmet ce droit qui constitue le prix de la cession; l'enregistrement ne s'y trompe pas qui perçoit le droit de 12% sur l'indemnité stipulée par le cédant à son profit (C. E. 271 § I a). Si l'on se range à cette analyse qui reflète fidèlement la réalité, il n'y a pas de difficultés à reconnaître au bailleur le droit d'agir directement à l'égard du cessionnaire. On ne saurait parler « d'action directe » au sens où nous entendons ici le mot, puisqu'il ne s'agit pas d'un lien établi entre une personne et un tiers avec lequel il n'a pas traité, mais tout simplement du rapport normal entre créancier et débiteur¹.

Il semble donc que c'est à la suite d'une analyse inexacte des conventions de cession de bail que l'on admet le bailleur à agir contre le sous-locataire en vertu d'une action « indirecte » calquée sur l'action de 1166².

« Par suite de la cession, le preneur a acquis — dit-on — le droit d'exiger du cessionnaire l'exécution de ses obli-

1. Cf. Aubry et Rau, V, 368, 2° texte et note 18 quinquies.

2. Planiol et Ripert, vol. 10 (Hamel et Perreau), p. 694.

gations (paiement du loyer) dont lui-même, en vertu du bail primitif, était tenu envers le bailleur. L'exercice de l'action indirecte reste donc possible pour ce dernier. » — Non pas; la cession fait disparaître le cédant qui n'aura d'action à l'égard du cessionnaire que pour le prix de sa cession, — lequel demeure étranger aux loyers. — En bonne logique, le preneur ne pourrait agir contre le cessionnaire en paiement des loyers que s'il était resté tenu par une clause expresse à l'égard du bailleur; son instance revêtirait alors la forme d'une action en garantie.

Il paraît donc que la jurisprudence consacrant les rapports directs du bailleur et du cessionnaire doit être approuvée¹ et que les théories fondant l'action du bailleur sur l'article 1166 ne doivent pas être retenues. Et puisque l'action oblique n'a pas lieu d'intervenir, on ne saurait, à *fortiori*, chercher un exemple d'action directe au sens donné à cette expression dans la présente étude. Plus fécond en enseignements intéressant la nature de l'action directe, apparaît l'étude des droits appartenant au bailleur à l'égard du sous-locataire.

Ici, la convention de sous-location, à la différence de la cession, ne place pas le sous-locataire en face du propriétaire, mais en fait seulement un ayant cause du locataire principal. Propriétaire et sous-locataire sont donc deux personnages étrangers l'un à l'autre.

Le bailleur non payé de ses loyers pourra certainement

1. Req. 28 mai 1870. D. 72.1.90; S. 70.1.283; Paris, 31 déc. 1896; D. 97.2.515.

user de l'action oblique à l'encontre du sous-locataire débiteur de son propre débiteur. Il subira les inconvénients de ce mode de recours; le sous-locataire pourra lui opposer toutes les exceptions dont il peut user à l'égard de son créancier et notamment invoquer les paiements déjà faits au locataire principal.

Cette situation est apparue depuis longtemps comme contraire avec le caractère de créancier privilégié reconnu au bailleur. Et c'est précisément du privilège, droit réel, que les tribunaux sont parvenus à tirer un droit personnel, en permettant au bailleur d'assigner directement le sous-locataire.

Cette déduction jurisprudentielle a été dans ce cas particulier assez difficile à réaliser, car elle se heurtait à un texte singulier qui paraissait la paralyser, l'article 1753 Code civil.

Ce texte stipule que « le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location dont il peut être débiteur au moment de la saisie et sans qu'il puisse opposer les paiements faits par anticipation. Les paiements faits par le sous-locataire, soit en vertu d'une stipulation portée en son bail, soit en conséquence de l'usage des lieux, ne sont pas réputés faits par anticipation. »

Il s'agit donc d'un texte destiné à limiter les droits du propriétaire à l'égard du sous-locataire en cas de saisie, c'est-à-dire à restreindre la portée d'une action réelle.

On sait que l'histoire du droit explique cette protection inattendue du sous-locataire¹.

Les expressions « sous-locataires » et « cessionnaires » avaient un sens différent de celui qui est le leur aujourd'hui. Alors que le « cessionnaire » était celui qui avait sous-loué la totalité de l'emmeuble, le « sous-locataire » était celui qui l'occupait partiellement. On avait trouvé trop dur d'appliquer au « sous-locataire » la règle qui concernait le « cessionnaire » et qui prescrivait que les meubles de ce dernier répondaient de la totalité des loyers dus au bailleur qui exerçait sur eux son droit de gage. Il était injuste que les sous-locataires en général, occupant des combles ou de petits logements, vissent leurs meubles saisis pour la totalité des loyers dus au bailleur par le locataire principal. Le Code, adoptant les dispositions de la coutume de Paris², limita simplement les droits du propriétaire à la saisie des meubles du sous-locataire à concurrence du prix de sa sous-location. Il ne songea nullement à une action personnelle en paiement du loyer.

Ce sont les tribunaux qui, de ce droit de gage, ont fait sortir une action directe³.

Renversant la négation du texte ils conclurent de ce que « le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que

1. Fenet, IV, n° 201.

2. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, p. 572, note 1; Planiol et Ripert, *op. cit.*, vol. 10, p. 697.

3. Req. 8 nov. 1882, D. 83.1.305, S. 84.1.333; 13 janv. 1892, D. 92.1.509; S. 92.1.89; Civ. 2 juillet 1873, S. 73.1.323; Req. 31 juillet 1878, S. 81.1.77.

jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location », qu'il est « tenu envers le propriétaire ».

C'était en fait déclarer implicitement que le privilège était automatiquement doublé par l'action directe et que celle-ci était le revers d'une médaille dont le privilège était l'autre face. Toutefois, vraisemblablement en raison de la rédaction particulière du texte de 1753 la formule liant privilège et action directe que l'on retrouvera dans la jurisprudence des actions du second groupe¹, n'a pas été énoncée ici par les tribunaux. Les auteurs présentèrent des analyses justificatives tirées de l'idée d'un mandat tacite conféré par le propriétaire au locataire principal².

Ils n'acceptent en général l'action directe qu'en considération de ses avantages pratiques paraissant répugner à lui attribuer un fondement juridique³. Il semble pourtant que la jurisprudence a suivi la bonne route et qu'en satisfaisant aux exigences de la réalité, elle a très juridiquement déduit l'obligation personnelle de la notion de privilège dans laquelle elle était incluse. On ne peut que lui reprocher de n'avoir pas présenté une analyse mettant suffisamment ce lien en lumière.

C) Action directe issue de l'article 1798 Code civil

Il en a été de même pour l'article 1798 Code civil qui décide que « les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou

1. Pages 31 et suiv.

2. Aubry et Rau, V. § 368, texte et note 20.

3. Planiol et Ripert, *op. cit.*, p. 699.

d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont ils se trouvent débiteurs envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée. » Cette innovation du droit révolutionnaire avait été écrite pour limiter les obligations du maître et l'action des ouvriers contre lui. C'était aussi un texte restrictif et non l'expression d'un avantage exceptionnel. La jurisprudence en a fait sortir et l'action directe et le privilège¹. L'ouvrier peut se faire payer directement ses salaires sans passer par la faillite du patron. Ici, encore, toute controverse est éteinte. « Cette jurisprudence est aujourd'hui inébranlable, elle a la valeur d'un droit coutumier². »

Elle constitue toutefois un document intéressant en ce sens qu'on y retrouve également les moyens employés par les tribunaux pour fonder l'action directe.

C'est un arrêt de Douai du 30 mars 1833 qui, semble-t-il, est à l'origine de la jurisprudence³.

1. Civ., 24 janvier 1853, D. P. 53.1.124; Paris, 26 février 1873, D. P. 77.5.287; Req. 8 nov. 1882, D. P. 83.1.305; Civ. 13 janv. 1882, D. P. 92.1.509.

2. Planiol, *op. cit.*, p. 622. D. A., v. *Louage d'ouvrage*, n° 682 et suiv.

L'interprétation de l'article 1798 a donné lieu à une littérature juridique considérable qui s'est poursuivie pendant tout le cours de XIX^e siècle.

3. Douai, 30 mars, 1833. S. 1833.2.256.

« Attendu que par le fait même de la fourniture des matériaux et de la main d'œuvre, les maçons et charpentiers, et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou autres ouvrages faits à l'entreprise ont une action directe contre celui pour lequel les travaux ont été effectués, mais que comme les paiements que ce dernier fait à l'entrepreneur avec qui seul il a traité sont valables, il était juste que ces ouvriers ne pussent réclamer du propriétaire que ce dont il se trouvait débiteur au moment où ils intentaient cette action. — que c'est à quoi il a été pourvu par l'article 1798, C. C. dont le but n'a pu être de donner à ces ouvriers, du chef de l'entrepreneur principal, une action qui résultait pour eux du principe général posé dans l'article 1166 du même code, mais bien de restreindre dans de justes limites l'action qu'ils ont de leur chef contre celui pour lequel ils ont fait les travaux. »

La Cour prit l'article 1798 dans le sens d'une limitation non des obligations du maître de l'ouvrage, mais des droits préexistants des ouvriers et des sous-entrepreneurs. La Cour de cassation¹ ratifia cette théorie; l'article 1798 était définitivement interprété comme un véritable texte de procédure, constitutif d'une action directe qui en était immédiatement déduite. Cette action une fois reconnue, on en recueillit rapidement les conséquences logiques. : de ce que l'ouvrier de ce sous-entrepreneur exerçait une action directe en vertu de son droit propre et non du chef de l'entrepreneur, il en résultait qu'en cas de faillite de ce dernier, il pouvait se faire payer directement le prix de ses travaux par le propriétaire sans être tenu de produire à la faillite et d'en subir les effets². Il devait, en conséquence être *préféré* à tous autres créanciers de l'entrepreneur principal³. Le mot « préférence » surgissait; le privilège était la conséquence automatique de l'utilisation de l'action directe et d'aucuns se demandaient déjà s'il n'en était pas le véritable substratum⁴.

La dépendance étroite dans laquelle se trouvent les concepts d'action directe et de privilège apparaissait encore une fois. Les décisions tendant à limiter l'effet de ce privilège, à le situer par rapport aux droits des tiers, en modifiaient l'efficacité; elles n'en changeaient pas la

1. Civ. 17 oct. 1900, D. P. 02.1.569; 11 nov. 1867, D. P. 67.1.144.

2. Paris, 10 fév. 1847, D. P. 47.2.35.

3. T. C., Seine, 31 août 1866, D. P. 71.5.250.

4. Labbé, « Des privilèges spéciaux sur les créances », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. V, 1876, p. 571 et suiv.

nature. Que la cession de la créance de l'entrepreneur fût opposable aux ouvriers¹, qu'il en fut de même de saisies-arrêts pratiquées par des tiers, rien n'était plus normal. Le privilège des ouvriers était dans une situation analogue à celle de toute garantie prise sur meubles; il avait à tenir compte d'autres créances privilégiées, soit par convention (cession), soit par l'obtention judiciaire d'une sûreté (saisie-arrêt validée.) L'imperfection du privilège sanctionnant l'action directe n'en modifiait pas le caractère essentiel. Il demeurait ce fait : permettre à un créancier de se faire payer directement par un tiers avec qui il n'avait pas traité équivalait à le soustraire à la règle commune, à remplacer son droit de gage général sur les biens de son débiteur par un droit de gage spécial, par un privilège.

D) Action directe issue de l'article 133 C. pr. civ.

Reste le seul texte qui figure dans un Code et qui, lui, mentionne expressément l'action directe. C'est la « distraction des dépens » au profit des avoués de l'article 133 du Code de procédure civile. La place de cette disposition dans le Code de procédure montre sans équivoque quel était le caractère de l'action directe pour des juristes qui savaient distinguer le fond du droit de sa forme. Certains auteurs ont vu dans la distraction la conséquence d'un privilège auquel on fait produire, en raison de sa nature même, quelques-uns des effets attachés par la loi au juge-

1. Jurisprudence abondante, Dalloz, *Cote annoté*, art. 1798, n° 70 et suiv.

ment de validité de saisie-arrêt¹, alors qu'une autre partie de la doctrine l'explique simplement par la nécessité de faire échapper l'avoué à l'application périlleuse, à certains égards, de l'article 1166².

E) Réflexions sur les actions directes du premier groupe.

On rencontre toujours les mêmes idées qui s'assemblent autour de toutes ces actions directes sans s'exclure, et pourtant sans se confondre : les notions de privilège et de moyen de procédure.

On voit ainsi quelles sont les idées maîtresses qui président à l'organisation de l'action directe dans le premier groupe de cas que nous venons de passer en revue. Mettons à part celui de l'article 1994 qui établit une action directe toute spéciale, complément juridique normal de la théorie française du mandat. Dans tous les autres, on sent la préoccupation particulière de la jurisprudence d'éviter à des créanciers intéressants — le propriétaire et l'ouvrier — les risques de l'action oblique (1166). Or, cette dernière étant la conséquence du droit de gage général des créanciers sur les biens de leur débiteur (2092 C. c.³), la pensée qui anime les institutions d'actions directes pourrait se traduire ainsi : remplacer la conséquence d'un droit de gage général par celle d'un droit de gage privatif, d'une sûreté particulière. C'est incontestablement l'idée de garantie

1. Glasson et Colmet-Daage, t. I, n° 529, p. 575.

2. Garçonnet, t. III p. 558.

3. Planiol et Ripert, *Droit civil*, t. VII, p. 204.

spéciale qui constitue la raison juridique essentielle de ces différentes actions directes. Toute autre théorie par laquelle on voudra les analyser (délégation, mandat, stipulation pour autrui., etc.) négligera le principe pour chercher à expliquer le fond par la forme. Car effectivement, cette garantie pourra être réalisée par des moyens qui feront penser à une délégation, à un mandat, etc... Ce serait pourtant une erreur que d'en tirer argument d'analogie; s'il y a comparaison possible, c'est avec la saisie-arrêt, non avec le mandat. C'est constater seulement que nous sommes dans un domaine où le fond du droit se sépare difficilement de sa forme.

Toutefois, il faut bien dire que la jurisprudence n'a pas mis suffisamment en lumière le lien étroit qui unit l'action directe au privilège. L'idée de garantie, privée de l'appui qu'elle eût trouvé dans un raisonnement plus ferme, n'a pas été développée jusqu'au bout.

Les actions directes des articles 1753 et 1798 constituent ainsi des systèmes incomplets. Pratiquement, en effet, le propriétaire — par exemple — assignera directement le sous-locataire. Mais (sauf le cas de paiements faits par anticipation, alors que ni le sous-bail ni l'usage des lieux ne font de ce mode de règlement une obligation au sous-locataire) rien n'empêche le sous-locataire de se libérer régulièrement entre les mains du locataire principal; ses paiements sont opposables au propriétaire. De même, le maître de l'ouvrage peut parfaitement payer directement

à l'entrepreneur¹. Les paiements faits de bonne foi sont opposables aux ouvriers et sous-entrepreneurs². Rien ne fait obligation à celui qui paye de conserver les fonds en faveur du tiers favorisé : il y a *absence complète d'intangibilité* des fonds entre les mains du sous-locataire ou du maître. Tel est le trait caractéristique des actions directes rangées dans le premier groupe.

On objecte qu'il est facile au créancier de pratiquer une saisie-arrêt. On l'invite donc à suppléer à l'insuffisance de sa garantie en puisant dans le droit commun la voie d'exécution dont la loi n'a pas automatiquement muni l'action directe. Mais cette juxtaposition ne donnera évidemment pas les résultats que l'on peut attendre d'une institution homogène. Elle nécessitera deux procédures : une instance en paiement et une instance en validité de saisie-arrêt. Dans bien des cas, celles-ci constitueront deux procès différents se déroulant devant des tribunaux distincts. Ainsi en sera-t-il notamment lorsque l'action en paiement sera de la compétence d'une juridiction d'exception (Tribunal de commerce ou Conseil des prudhommes par exemple dans le cas de 1798) l'action en validité de saisie ressortissant toujours à la juridiction civile. Elle assujettira le bénéficiaire de l'action directe au droit commun de la saisie-arrêt en ce qui concerne ses rapports avec les tiers. Ce qui

1. Sous réserve naturellement du cas de travaux publics (lois du 26 pluviose an II et 25 juillet 1891).

2. *Code civil annoté*, Dalloz, article 1798, n° 66 et suiv.

n'ira évidemment pas sans inconvénient pour lui, puisque sa sûreté ne prendra rang qu'à partir de la date du jugement de validité¹.

1. Cass. Req. 28 déc. 1880 (D. P. 81.1.427) et 2 fév. 1891 (D. P. 91.1.385), à moins de consignation ordonnée en référé avec affectation spéciale (Cass. 3 mars 1914, D. P. 1919.1.177).

CHAPITRE II

DEUXIEME GROUPE D'ACTIONS DIRECTES

Passons maintenant à l'examen de ce que nous avons appelé second groupe d'actions directes. Sous cette rubrique, nous avons rangé les actions qui ont le caractère commun d'avoir toutes été instituées à l'occasion d'applications différentes de la responsabilité civile. Ce sont : l'action directe conférée au propriétaire à l'égard de l'assureur de son locataire (loi du 19 février 1889), l'action appartenant à l'ouvrier contre l'assureur du patron (loi de 1898, art. 16 nouveau), enfin l'action directe de l'assurance dommage (art. 2102 nouv. Code civil, — loi du 28 mai 1913 et loi du 13 juillet 1930, — art. 53), cette dernière faisant l'objet essentiel de la présente étude.

A) Action directe issue de l'article 1733 : Code. civ.

L'obligation pour le locataire de répondre de l'incendie de l'immeuble loué, est proclamée par l'article 1733 du Code civil¹, De l'avis des civilistes modernes² ce texte établit

1. Art. 1733 Code civil : « Il (le locataire) répond de l'incendie à moins qu'il ne prouve : que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. »

2. Planiol et Ripert, éd. 1932, *Droit civil*, t. X, n° 613; Colin et Capitant, *Cours de droit français*, t. II, p. 539.

une véritable responsabilité délictuelle et non une responsabilité contractuelle, comme certains auteurs l'ont soutenu en analysant l'article 1733 comme une simple application des articles 1732 et 1302 C. civ.¹ Effectivement, l'obligation pour le preneur de répondre de l'incendie de l'immeuble loué est distincte de l'obligation de restituer la chose louée et de veiller à sa conservation. Quoique occupant une partie seulement de l'immeuble, le locataire répond de tout le préjudice subi par le propriétaire, au cas d'un incendie entraînant la destruction de la maison entière. C'est là une charge dépassant de beaucoup l'obligation contractuelle, qui, elle, est limitée forcément à la chose louée selon les termes mêmes de la convention dont elle est issue.

La présomption de faute mise par la loi à la charge du locataire ne s'explique d'ailleurs que dans le système qui considère comme d'origine délictuelle la responsabilité du locataire. L'article 1733 fait en réalité au locataire de l'immeuble incendié le même sort que l'article 1384 fait au gardien de la chose dangereuse.

C'est cette situation délictuelle qui justifie la possibilité de l'assurance des risques locatifs. On sait quelle a été l'évolution des principes et des textes en la matière. Jusqu'en 1889, l'assuré, c'est-à-dire le locataire, était seul fondé à pouvoir exiger le versement de l'indemnité; celle-ci tombait dans son patrimoine et faisait ainsi partie du gage

1. Guillouard, *Du louage*, vol. I, n° 265; Aubry et Rau, t. V, § 367, 3° p. 317, note 21.

global de ses créanciers¹. La loi du 10 février 1889 (art. 3) reproduite par la loi générale sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930 (art. 37) a stipulé que l'assuré ou ses ayants droit ne pourrait toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué eût été désintéressé des conséquences du sinistre. « Indirectement, le bailleur acquiert donc une sorte de droit de préférence par rapport à l'indemnité sanctionnant le risque locatif. La jurisprudence en a déduit la reconnaissance d'une action directe à son profit contre l'assureur. La loi du 13 juillet 1930 a consacré cette jurisprudence.² »

Revenons quelques instants sur cette dernière, pour examiner à quels moyens ont eu recours les tribunaux pour créer la plus ancienne des actions directes dans le domaine de la responsabilité civile.

Les premières décisions qui avaient suivi la loi avaient refusé d'admettre l'existence de l'action directe.

Pendant de nombreuses années, la jurisprudence des Cours d'appel, forte d'un arrêt de cassation³, demeure sur ses positions⁴. Un seul arrêt faisait exception⁵.

L'arrêt de la Chambre civile du 17 juillet 1911⁶ affirmait l'existence de l'action directe — plutôt qu'il ne la démontrait. Toutefois, elle apparaissait aux auteurs⁷

1. Req. 31 déc. 1862, D. P. 63.1.423; Paris, 21 août 1868, D. P. 68.2.236.

2. Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. X, n° 618.

3. Cass., 5 déc. 1899, D. P. 1.1.457.

4. Paris, 23 juin 1898, D. P. 99.2.256.

5. Nancy, 13 mai 1893, D. P. 94.2.439.

6. Cass. civ., 17 juillet 1911, D. P. 1912.1.81.

7. Note Planiol, sous arrêt cité, note 6.

comme la conséquence de la mesure d'intangibilité édictée par l'article 3 de la loi de 1889. « Ce serait, — disaient-ils, — une étrange subtilité d'obliger l'assureur à conserver cette somme dans l'intérêt d'une personne déterminée (le propriétaire) et en même temps d'empêcher cette personne de la réclamer en justice. » De plus, la Cour suprême, en donnant droit de cité à l'action directe, fixait en même temps les conditions d'application : « Attendu, disait-elle, que le bailleur avait contre la compagnie d'assurances, en vertu du droit propre ci-dessus spécifié une action directe dont l'exercice exigeait toutefois la présence du locataire aux débats, qu'il était nécessaire en effet de fixer contradictoirement entre les parties d'une part le chiffre de la créance du propriétaire contre le locataire et d'autre part le montant des indemnités dues par l'assureur à ce dernier... »

Deux décisions récentes de la Cour de cassation¹ ont développé ces principes : « Attendu, — y lit-on, — qu'en vertu des articles 2 et 3 de la loi du 19 février 1889² le bailleur est investi d'un droit propre sur les indemnités qui, au cas d'incendie, peuvent être dues au locataire de l'immeuble donné à bail... qu'en raison de ce droit dans les limites prévues par l'assurance faite par le locataire, le bailleur a une action directe contre l'assureur qui ne

1. Cour de cassation (Ch. civile), 24 oct. 1932, G. P. 25 nov. 1932 et 19 janv. 1932, G. P. 1932.1.493; S. 1932.1.108; *Rev. Ass. terrestres*, 1932-288.

2. Noter que l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance (D. P. 1931.3.1) a maintenu à peu près dans les mêmes termes les articles 2 et 3 de la loi du 19 fév. 1889; en sorte que les décisions de la Cour de cassation, rendues sous l'empire de la législation antérieure conservent toute leur valeur.

peut effectuer aucun paiement avant que le propriétaire soit désintéressé... que le bailleur peut réclamer la réparation du préjudice que lui a causé l'incendie soit au locataire responsable dans les textes de l'article 1733 Code civil, soit à l'assureur des risques locatifs en vertu des dispositions susvisées de la loi du 18 février 1889. » L'exercice *simultané* des deux actions est nécessaire, dit la Cour, pour la fixation contradictoire entre les diverses parties du chiffre de la créance du propriétaire et du montant de l'indemnité d'assurance, mais ne modifie pas les effets attachés à chacune de ces actions. Il ne peut y avoir solidarité entre le locataire et son assureur, mais pour les motifs sus-rappelés, la condamnation doit être prononcée pour le tout contre chacun d'eux; c'est une obligation *in solidum*.

Nous retrouverons des formules analogues lorsque nous examinerons la jurisprudence relative à la mise en cause de l'assuré en utilisant l'action directe de la loi de 1913.

B) Action directe issue de la loi du 9 août 1898 (art. 16 nouv.)

La législation des accidents du travail a provoqué également l'apparition d'une action directe conférée à l'ouvrier à l'égard de l'assurance du patron. L'assurance accident du travail n'est pas obligatoire chez nous. Mais le système de la loi de 1898 ayant supprimé la notion de faute pour la remplacer par celle de risque, a considéré le chef d'entreprise moins comme l'auteur présumé du dommage causé à l'ouvrier, que comme l'assureur de cet ouvrier. La nature des obligations du patron à l'égard de l'ouvrier

est donc exactement la même que celle d'une assurance vis-à-vis de son client. Lorsqu'il y a assurance accident du travail, celle-ci s'intègre donc tout naturellement dans le système de la loi, et l'action de l'ouvrier contre elle ne se distingue pas de son action contre le patron¹. On ne peut donc, à la vérité, parler ici d'action directe, il s'agit d'une seule action à deux fins. C'est ce que la Cour de cassation a immédiatement proclamé² en déclarant « que la disposition finale de cet article (art. 16 nouv. loi 1898) qui veut que le jugement fixe la rente allouée à la victime d'un accident du travail, *substitue s'il y a assurance, l'assureur au chef d'entreprise*, dans la condamnation qu'il prononce, implique nécessairement la mise en cause de cet assureur devant le tribunal du lieu de l'accident et la compétence de ce tribunal pour connaître des contestations, quelles qu'elles soient et quelles que soient les clauses de la police qui peuvent s'élever entre l'assuré et l'assureur, alors même que ce dernier dénierait l'assurance ».

On peut ainsi à peine parler d'action directe à propos de la loi de 1898 : il y a simplement substitution de l'assurance au patron, substitution aisée puisque l'assureur et le chef d'entreprise sont tenus tous deux à l'égard de l'ouvrier par un lien de droit de même nature et de même origine. Pour l'un comme pour l'autre, l'obligation est la conséquence d'un risque assuré. Or, on ne comprend l'utilité

1. Loi du 31 mars 1905 (D. P. 05, 4, 109) modif. l'art. 16 de la loi du 9 août 1898.

2. Req. 19 oct. 1908, D. P. 1910, 1, 57, note Dubuich,

de l'action directe et on ne prend conscience de son caractère juridique que dans les cas où la responsabilité civile de l'auteur du dommage a pour raison d'être la faute de cet auteur, tandis que l'obligation de l'assurance demeure constamment fondée sur la notion d'aléa. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette idée que l'on a vu déjà apparaître, notamment dans l'étude des droits du bailleur à l'égard du sous-locataire; l'action directe est la solution de l'ajustement difficile d'une situation délictuelle (rapports de la victime et de l'auteur du dommage) à une situation contractuelle (rapport de l'assuré et de l'assureur). C'est, nous le verrons, le caractère irréductible des concepts juridiques qu'il s'agit d'associer (notion de contrat et notion de délit) qui donne précisément à l'action directe son apparence composite, et à ses modalités d'applications leur irrationnelle diversité.

Mais là où le nécessité de cet accord entre des données contradictoires ne se présente pas, on ne peut à la vérité parler d'action directe. C'est, on l'a vu, le cas de la prétendue action directe de l'article 16 nouv. loi de 1898 qui n'est qu'une seule action dirigée contre deux débiteurs se confondant en une seule personnalité juridique.

C) Action directe issue de la loi du 28 mai 1913.

Il nous reste maintenant à examiner la plus importante des actions directes, celle qui fait l'objet même de cette petite étude, et qui a été puisée dans l'article 2.102, parag. 8 nouveau (loi du 28 mai 1913).

Au seuil des développements qui s'imposent à son sujet, il convient de marquer la caractéristique sinon des deux actions que nous venons d'examiner, du moins, de la première (loi du 15 fév. 1889) puisqu'aussi bien la seconde est, nous l'avons vu, sans intérêt direct pour la présente étude.

Ce qui frappe dans les dispositions de la loi de 1889 (art. 86) reproduit par la loi du 13 juillet 1930 (art. 37), c'est la présomption d'intangibilité, tout au moins relative, des fonds, entre les mains de l'assurance. Celle-ci ne pourra payer à l'assuré (locataire) avant que le propriétaire de l'immeuble n'ait été désintéressé. C'est là une mesure très efficace que l'on ne rencontre pas, on l'a vu, dans l'examen des actions appelées ici actions du premier groupe (1753 C. civ.; — 1798 C. civ.; — 1944. — C. civ.; — 133 C. P. civ.) et qui paraît ainsi se rattacher aux seules actions directes nées à l'occasion du droit de la responsabilité civile. Nous verrons que cette intangibilité est aussi une conséquence de l'article 2102 nouv. Notons en pour l'instant seulement l'existence et recueillons-la comme un renseignement précieux qui nous facilitera l'analyse de l'action directe.

*
* *

I. — L'origine et le développement de l'action directe déduite de la loi du 28 mai 1913. (Art. 2102 Code civil al. 8, nouveau) dans la jurisprudence.

Historique de l'action directe tirée du texte du 28 mai 1913.

— La loi du 28 mai 1913 ajoutait dans les termes suivants un huitième alinéa à l'art. 2102 du Code civil, article qui

énumère les privilèges mobiliers : « Les créances privilégiées sur certains meubles sont..... les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance. Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers *privilégiés* n'auront pas été désintéressés¹ ».

La grande loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance² a repris ce texte dans son article 53 dont les termes généraux englobent en même temps que la loi de 1913 les dispositions sus-rappelées (risques locatifs, loi du 19 fév. 1889, et accidents du travail, loi du 9 avril 1898, art. 16 nouv.) : « L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui tant que ce tiers n'a pas été désintéressé jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré ».

Dès 1918, un grand nombre des Cours d'appel et des tribunaux avaient résolument déduit des dispositions de la loi les éléments de l'action directe³.

La majeure partie d'entre eux avaient employé le raisonnement même qui avait jadis été utilisé pour la création de l'action directe en matière d'assurance incendie (cf.

1. D. P. 1913.4.49.

2. D. P. 1931.4.1.

3. Paris, 26 février 1918, D. P. 1919.2.18; 18 janvier 1926, G. P. 1926.1-756; T. civil, Caen; 27 janvier 1923, *Rec. des assurances*, 1923, 155; Besançon, 18 mars, 1925, *ibid.* 1925.2.70 et Reims, 27 juin 1925.

supra p. 32). L'action directe leur apparaissait comme impliquée dans la notion de privilège. Toutefois, et c'est la marque de toute institution jurisprudentielle à son début, cette idée d'action directe incluse dans la sûreté réelle était accueillie avec assez de réserve. La Cour de Besançon prenait soin de consolider ses motifs en invoquant également l'article 1166 Code civil (Besançon 18 mars 1925). Une minorité assez importante de juridictions refusait catégoriquement d'ajouter à la loi¹; les chambres des mêmes Cours et tribunaux étaient divisées.

Néanmoins, la conception de l'action directe prenait une certaine force; quelques juridictions n'hésitaient même pas à résoudre déjà conformément aux nouveaux principes la délicate question des déchéances².

L'arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 14 juin 1926, rejetant le pourvoi contre un arrêt de Paris du 4 mai 1922, éteignit la controverse.

Le remarquable rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin avait mis en lumière le lien qui unissait l'espèce soumise à la Cour aux solutions devenues traditionnelles en matière d'assurance-incendie et assurance-accident du travail. La Cour fit sienne la thèse de l'action directe par l'arrêt suivant. « Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir déclaré l'action recevable à l'égard de l'assureur, alors qu'il n'existait aucune connexité entre les

1. Caen, 9 mai 1925, G. P. 1925.2.329; Paris, 11 déc. 1925, *ibid.*, 1926.2.117; T. com. St-Quentin, 16 mars, 1926, G. P. 16 mai 1926.

2. T. civ., Seine, 1^{re} Ch. 4 mars 1924, G. P. 12 nov. 1924; T. com. Roubaix, 16 janv. 1925, G. P. 1925.1.622.

demandes formées contre Chevassus et contre la Compagnie, l'une ayant sa cause dans une faute imputable à l'assuré et l'autre dans le contrat d'assurance auquel la mineure Mazet était demeurée étrangère; — Mais attendu que la loi du 28 mai 1913, ajoutant le paragraphe 8 à l'article 2102 Code civil crée au profit de la personne lésée par un accident, un droit propre sur l'indemnité dont l'assureur de responsabilité se reconnaît ou a été reconnu débiteur en vertu de la convention d'assurance, non seulement en l'armant d'un privilège à l'encontre des autres créanciers de l'assuré, mais en décidant qu'aucun paiement fait par l'assureur ne sera libératoire tant que le créancier privilégié n'aura pas été désintéressé; — Attendu que la victime de l'accident trouve, dans le droit propre qui lui est ainsi conféré par la loi, la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré, à l'effet de fixer contradictoirement entre les parties, d'abord l'existence de la créance de réparation et son montant et, en second lieu, l'indemnité due par l'assureur et que ce dernier sera tenu, jusqu'à due concurrence, de verser entre ses mains; que l'obligation imposée à l'assureur de conserver cette somme dans l'intérêt de la personne lésée a pour conséquence nécessaire de permettre à celle-ci d'en réclamer directement le paiement; — Attendu que le pourvoi objecte vainement, d'une part, qu'à le supposer muni d'une action directe, Mazet ne pouvait être admis à l'exercer avant que sa qualité de créancier de Chevassus ait été préalablement établie, d'autre part que

cette action était irrecevable en raison du contrat d'assurance dont une clause expresse interdisait toute mise en cause de la compagnie; — Attendu, en effet, que l'arrêt attaqué ne statue à l'égard de l'assureur qu'après s'être prononcé sur la responsabilité de Chevassus; que, d'autre part, les stipulations de la police ne pouvaient mettre obstacle à l'exercice d'un droit que le créancier privilégié tenait non de ce contrat, mais de la loi; — D'où il suit que l'arrêt attaqué, abstraction faite d'un motif surabondant, loin d'avoir violé les textes visés au moyen, en a fait, au contraire, une exacte application; — Par ces motifs, rejette¹. »

On voit que l'arrêt très ferme a nettement résolu le problème et justifié sa décision par deux arguments essentiels :

Il y a une action directe non seulement parce qu'un privilège est concédé à la victime, mais encore parce que l'assurance ne peut se libérer en dehors d'elle. Privilège et intangibilité sont donc les éléments, nécessaires tous les deux et suffisants, dont la réunion constitue l'action directe.

On retrouve ici les caractéristiques de l'action directe en matière de responsabilité civile, que nous pourrions appeler action directe *parfaite* opposée à l'action directe *imparfaite* des espèces du premier groupe (*supra* p. 28) (actions directes des art. 1753 et 1798 Code civil) qui ignorent l'intangibilité entre les mains des débiteurs.

1. D. P. 1927.1.60; S. 1927.1.25.

C'est là une différence fort importante qui nous permettra peut-être tout à l'heure de nous guider à travers les théories qui s'efforcent d'analyser juridiquement l'action directe de 1913.

Nous avons ainsi examiné brièvement l'œuvre jurisprudentielle de création de l'action directe. Comment les tribunaux l'ont-ils appliquée? C'est ce qu'il convient désormais d'étudier pour essayer de saisir les caractères que prend actuellement dans notre droit positif la jeune institution.

Les caractéristiques de l'action directe tirée de la loi de 1913, dans la jurisprudence actuelle. — Dès janvier 1927, dans une note remarquable que nous aurons maintes fois l'occasion de citer¹, Monsieur le Professeur Paul Esmein, devançant la pratique des tribunaux, analysait avec méthode les conséquences quasi-révolutionnaires de la nouvelle action. Ces conséquences se sont révélées dans une série de situations qui méritent chacune un examen attentif.

a) *Du mode de mise en cause de l'assurance par la victime et de la question de solidarité entre l'auteur de l'accident et l'assurance.* — *De la question de compétence.* — La première question pratique qui se posa lors de l'utilisation de l'action directe, fut celle de savoir sous quelles formes

1. Note Paul Esmein, sous Cass. 14 juin 1926, S. 1927, 1, 25.

l'assurance, désormais liée à la victime par un droit direct, pouvait être mise en cause par celle-ci.

La majeure partie des juridictions se borna à se rallier à une formule générale déclarant que l'existence de l'action directe impliquait automatiquement la possibilité d'une mise en cause de l'assuré et de l'assurance « à l'effet d'établir *contradictoirement entre eux* l'existence de la créance de réparation et de son montant¹. » Les Cours de Lyon², de Paris³, le tribunal de la Seine⁴, emploient toutes des formules analogues : « qu'il ressort des termes autant que de l'esprit de cette loi, que la victime de l'accident trouve dans le droit propre, qu'il lui est reconnu par elle le principe d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur *en même temps* que l'assuré à l'effet de fixer *contradictoirement* entre les parties leur situation active et passive »... « Considérant qu'il est de principe désormais solidement établi que la victime de l'accident puise dans l'article 2102 paragraphe 8, la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur *en même temps* que l'assuré, à l'effet d'établir *contradictoire-*

1. Dijon, 1^{re} Chambre, 12 juin 1928, *G. P.* 1928.1.671. Voir également, Trib. civ., Melun, 3 juillet 1931, *G. P.* 1931.2.395; Paris, 18 juillet 1931, *G. P.* 1931.2.395; Alger, 12 nov. 1930, *G. P.* 1931.1.199.

2. Lyon, 6 décembre 1928, *Gazette judiciaire et commerciale*, n° 2911.

3. Paris, 12 décembre 1929, *G. P.* 15 fév. 1930; Paris, 2 janv. 1930, *Journ. des Assurances* 1930, p. 411; Paris, 5^e Chambre, 28 nov. 1932 qui s'exprime ainsi « Considérant que le Tribunal ne pouvait statuer que si la responsabilité de l'assuré avait été précédemment établie par une décision judiciaire ou si elle était contradictoirement démontrée dans l'instance dont il était saisi... » (concl. conf. de M. le Substitut Lepelley-Fonteny), *G. P.* du 18 janvier 1933.

4. Trib. Seine 27 décembre 1927, *G. P.* 31 décembre 1930.

ment entre eux l'existence de la créance de réparation et de son montant. »

Mais certaines décisions complètent cette affirmation en ajoutant que l'action est recevable en même temps contre les deux défendeurs. Elles ne peut devenir motif à condamnation que tout autant que la responsabilité de l'assuré aura été retenue¹. De toute façon, toutes ces décisions laissent entendre que le procès de la victime ne peut se dérouler contre l'assureur en dehors de l'assuré et que l'action directe a pour conséquence à peu près obligatoire, une sorte d'instance commune contre les deux défendeurs.

En sens contraire, un arrêt du 26 décembre 1929 de la IV^e Chambre de la Cour de Paris, déclare catégoriquement que « le présence de l'assuré aux débats n'est pas indispensable puisque la compagnie est obligée de par la loi, de révéler à la victime ou à ses représentants, les rapports juridiques qui l'unissent à son assuré². » C'est également l'avis du tribunal de commerce de Lille³ et du tribunal de commerce de la Seine⁴. Cette opinion, pour audacieuse qu'elle puisse sembler au premier abord, peut paraître tout à fait dans le sens et la logique de la loi de 1913. L'obligation imposée à l'assuré par la Cour de Paris d'apporter sa police aux débats comporte une véritable

1. Dijon 12 juin 1928, *cit. supra*; Paris, 12 déc. 1929, *cit. supra*; Paris, 2^e janv. 1930, *cit. supra*; Paris, 25 juillet 1931 (G. P. 1931.2.395).

2. *Journal des Assurances* 1930, p. 36.

3. 13 décembre 1929 (*Nord judiciaire*, 1^{er} avril 1930).

4. 30 décembre 1930.

sanction. En effet, la victime a le droit d'exercer des actes conservatoires à partir du jour où s'ouvre son droit; la Cour de cassation en a proclamé le principe¹ en autorisant la victime à relever l'assuré de la déchéance en faisant la déclaration à sa place. On pouvait très bien admettre dans ces conditions une condamnation, à l'astreinte par exemple intervenant contre l'assuré qui manque à son obligation de produire la police ou de déclarer même le nom de son assureur.

La Ve Chambre de la Cour de Paris est allée² jusqu'à autoriser la victime à poursuivre directement l'assureur seul par un arrêt très solidement motivé dont les motifs méritent d'être reproduits : « Considérant en fait, que la mise en cause de l'assuré en même temps que l'assureur est sans intérêt et se révèle dépourvue d'utilité pratique; qu'en effet par la convention d'assurance, l'assuré a abdiqué au profit de l'assureur tous ses droits quant à la reconnaissance ou à la discussion de sa responsabilité, c'est-à-dire du principe même et de l'existence des droits de la victime à la réparation du préjudice causé, que la compagnie d'assurance s'est réservé expressément la charge de défendre

1. Cass. 30 nov. 1926, S. 1927.1.177 et note de M. le Doyen Balleydier. On constate que la question divise non seulement les tribunaux entre eux mais même les sections des Chambres de la Cour de Paris. L'arrêt du 25. juin 1932 ci-dessous rapporté émanant de la 2^e section de la 5^e chambre (président, M. Davet) s'oppose à l'arrêt du 28 nov. 1932 de la première section (président, M. Guibourg) cité *supra*.

2. Paris, 5^e Chambre, 25 juin 1932, G. P. 1932.2.533 Journal.

Dans le même sens, Trib. civ. Bourg, 15 juin 1930. La loi du 26 juillet 1930; Trib. com. Seine, 30 déc. 1930 (G. P. 1931.1.354); Paris 29 janvier 1913 (G. P. 1913.1.694).

par tous moyens dont elle reste seul juge à toute action née du risque couvert, au nom et pour le compte de l'assuré qui ainsi par elle est exclu des débats; que s'étant fait attribuer tous pouvoirs et qualité pour le représenter dans l'instance poursuivie contre lui par la victime de l'accident, il est assez surprenant qu'elle exige sa présence lorsque l'action est directement engagée contre elle; que le défaut de l'assuré ne peut en aucune façon ni restreindre sa liberté de discussion ni réduire ou affaiblir ses moyens de défense, ni mettre en péril ses intérêts qui se confondent dans la limite de ses obligations avec ceux de l'assuré sans pouvoir être au delà engagés. »

Toutefois, il est une considération dont la jurisprudence n'a pas encore fait expressément état mais qui semble devoir l'entraîner vers la thèse de la mise en cause de l'assureur et de l'assuré, permettant le débat contradictoire sur l'existence de la créance de réparation et de son montant.

En matière de responsabilité civile, le créancier qui est toujours demandeur en dommages-intérêts ne peut évidemment jamais se prévaloir, à l'origine du procès, d'une créance liquide, et déterminée. L'action directe de 1913 s'appliquant ainsi en général à un droit non déterminé à l'avance quant à son contenu ne peut pratiquement être utilisée qu'à la condition que les tribunaux se trouvent en présence d'éléments permettant d'établir et de chiffrer la créance. Hors le cas où une condamnation préalable sera intervenue contre l'assuré, il sera souvent difficile

de faire cette preuve sans mettre l'assuré en cause. On peut noter que cette thèse est consacrée à l'avance par la Cour de cassation puisque celle-ci a fait sienne la formule de la mise en cause contradictoire dans les arrêts relatifs à l'action directe issue de la loi de 1889 sur l'assurance incendie¹, dans l'arrêt de principe du 14 juin 1926, et qu'elle s'y rallie incidemment dans les arrêts rendus sur la question de compétence (11 juillet 1932) rapportée un peu plus loin. Mais il est au moins deux situations dans lesquelles la mise en cause simultanée de l'assurance et de l'assuré n'est pas possible.

C'est tout d'abord, lorsque l'assuré est civil, l'assurance demeurant évidemment toujours commerçante.

Dans ce cas, s'il est exact que la victime a un lien de droit direct contre la compagnie d'assurance, lien de droit qui n'emprunte rien aux relations juridiques existant entre la victime et l'auteur du délit, il n'est aucune raison pour empêcher cette victime d'assigner l'assurance seule devant le tribunal de commerce. C'est ce qui a été jugé à plusieurs reprises par le tribunal de commerce de la Seine².

D'autre part, les deux instances doivent également forcément se disjoindre lorsque la victime a choisi la voie

1. Cf. *supra*, p. 36 et Cass. 17 juillet 1911, cité.

2. Notamment le 30 décembre 1930, réf. *supra*; en sens contraire, il s'est présenté au moins une fois le cas dans lequel l'assurance qui était une société mutuelle était de nature civile tandis que l'assuré était commerçant. Dans ces circonstances, le Tribunal de commerce de Narbonne s'est déclaré incompétent (Trib. commerce de Narbonne, 28 novembre 1932, *G. P.* 13 janvier 1933).

correctionnelle pour y attirer l'auteur de l'accident. La Cour de cassation¹ a très logiquement jugé que la partie civile ne peut attirer devant les tribunaux répressifs que l'auteur du délit et les personnes déclarées par la loi civilement responsables de ce délit dans les termes des articles 74 du Code pénal et 182 du Code d'instruction criminelle. L'assureur ne saurait être compris parmi les personnes énumérées dans les articles 1382 à 1386 du Code civil et ne peut ainsi être recherché en vertu du délit reproché au prévenu, mais seulement à raison des effets d'un contrat civil d'assurance dont l'appréciation échappe à la juridiction répressive.

Enfin, même sur le terrain civil, la question de l'indépendance des deux actions se pose à raison du principe de la solidarité.

La Cour de Paris a jugé² qu'à défaut de textes, aucune solidarité n'existait au profit de la victime, entre l'auteur responsable de l'accident et son assureur, les dettes n'ayant ni la même origine ni la même étendue. Les deux débiteurs tenus chacun d'une dette différente n'ont pas la qualité juridique de débiteurs conjoints, mais ont chacun l'obligation de payer le tout et sont tenus par suite envers le débiteur *in solidum*³.

L'absence de solidarité est reconnue en général par les tribunaux⁴.

1. 6 juin 1932, *G. P.* 26 juillet 1932. Nous reviendrons à plusieurs reprises sur l'importante solution de principe que contient cet arrêt. Voir également Paris I^{re} ch. 14 déc. 1932 *G. P.* 1^{re} fév. 1933 (motifs).

2. 25 juillet 1931, *G. P.* 28 octobre 1931.

3. *D. H.* 1931, p. 528.

4. Trib. civil, Nantes, 15 octobre 1930.

Les deux actions étaient apparues comme distinctes aux juridictions qui avaient eu à statuer sur la question de compétence *ratione personae*. La Cour de Paris¹ avait noté que « le tiers lésé par un accident trouve dans la loi du 28 mai 1913 qui a complété l'article 2102 du Code civil, un droit propre contre l'assureur pour le recouvrement de l'indemnité qui lui est due et ce droit propre est la source d'une action directe de la victime contre l'assureur qui, dans l'instance judiciaire où il est appelé, devient un défendeur distinct de l'assuré. »

On avait poussé la séparation des deux actions jusqu'à soustraire la question de compétence aux règles de droit commun en matière d'accident (lois du 2 janv. 1902 et 13 juillet 1930) en autorisant le demandeur à assigner à son choix devant le tribunal du domicile de l'assuré ou devant celui de l'assureur. Telle était la jurisprudence de la majorité des Chambres de la Cour de Paris², dont la 1^{re} Chambre.

Par un arrêt de rejet et deux arrêts de cassation du 11 juillet 1932³, le Cour de cassation s'est refusé à admettre cette conséquence de l'indépendance des deux actions

« Attendu, — dit-elle —, que si la victime d'un accident a une action directe contre l'assureur du fait du privilège à elle accordé par la loi du 28 mai 1913 sur l'indemnité dont

1. 27 février 1930, *Gazette des Tribunaux*, 27 juin 1930. Recueil Sommaires Sirey, 1930, n° 3381.

2. Cour de Paris, 4^e Ch. 25 fév. 1930 (*G. P.* 1930.2.515); 1^{re} Ch. 29 juillet 1930 (1930.2.576); 5^e Ch., 14 nov. 1930, *G. P.* 1930.2.832 et 25 juin 1932 (*supra*, p. 47, note 2). *Contra*, 11^e Chambre, 7 juin 1930 (*G. P.* 1930.2.510).

3. Cassation, 11 juillet 1932, trois arrêts, *G. P.* 1932.2.405 et note.

ledit assureur se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance, ce droit ne saurait avoir pour conséquence de modifier les règles de compétence fixées, tant par la loi du 2 janvier 1902 que par celle du 13 juillet 1930 qui l'a remplacée, à l'effet de faire fixer contradictoirement entre l'assuré, l'assureur et la victime, d'abord l'existence et le montant de la créance de réparation et en second lieu les indemnités dues par l'assureur; que les termes de la loi ne comportant aucune distinction il ne saurait appartenir à la victime de soustraire la connaissance d'un litige concernant la responsabilité de l'assuré aux juges que le législateur, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice a spécialement désigné à cet effet en appelant l'assuré et l'assureur devant le tribunal de ce dernier pour voir statuer sur un recours subordonné à la fixation préalable des responsabilités et obligations sus-énoncées... »

Cette théorie de la Cour suprême qui, comme il vient de l'être indiqué, comporte des indications déterminantes, en ce qui concerne la question de mise en cause de l'assuré, ne paraît pas devoir infirmer les décisions reconnaissant que l'action pouvait en général être introduite contre l'assureur seul, dans les cas particuliers où la responsabilité de l'assuré était établie d'une manière incontestable, soit par une instruction préalable, soit par une décision de la juridiction répressive¹.

1. Cour de Paris, 5^e Chambre, 30 mai 1932.
Conclusions de M. l'Avocat général Lamothe.

b) *Des exceptions opposables par l'assureur à la victime, et notamment, des déchéances.* — Dès l'arrêt de la Cour de cassation du 14 juin 1926, les auteurs se posèrent la question de savoir dans quelle mesure l'assurance désormais débitrice directe de la victime, était fondée à opposer à cette dernière les exceptions qu'elle pouvait soulever à l'égard de l'assuré... Se rapportant à la jurisprudence relative à l'assurance-incendie, M. le professeur Paul Esmein¹ formulait (en s'appuyant d'ailleurs sur une analyse doctrinale à laquelle nous nous permettons de ne pas nous rallier quant à présent) la distinction suivante : opposabilité des exceptions nées avant l'accident, inopposabilité des exceptions postérieures à celui-ci. « Il s'ensuit que la victime ne peut rien réclamer à l'assureur qui établit que son engagement est entaché de nullité ou résoluble, soit en vertu de la loi, soit en conséquence d'une disposition du contrat... Tel est du moins le principe. En ce qui concerne les nullités, résolutions et déchéances encourues avant l'accident, il joue pleinement. Mais on peut se demander s'il n'en est pas autrement de celles qui ne sont encourues qu'après l'accident. » La Cour de cassation a consacré cette analyse par son arrêt du 29 juillet 1931 (Chambre civile²). « Attendu, — dit la Cour —, que la loi a créé au profit de la personne lésée par l'accident un droit propre sur l'indemnité dont en vertu du contrat d'assurance l'assureur est tenu envers l'assuré; que ce droit qui prend

1. Sirey, 1927.1.26, *op. cit.*

2. *G. P.* 28 octobre 1931.

naissance au jour de l'accident ne saurait à dater de *cel événement* être affecté dans son existence ni dans son objet par aucune cause de déchéance encourue personnellement par l'assuré pour inobservation des clauses de la police, d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué, loin de violer les textes de lois visés au moyen en a fait une exacte application... »

La Cour de cassation avait statué à propos de la déchéance invoquée à l'égard de l'assuré pour déclaration tardive de l'accident. Antérieurement, la Cour d'Alger¹, puis la Cour de Lyon² avaient déclaré non opposable à la victime la déchéance tirée de la non-transmission des pièces de procédure à l'assurance par l'assuré. Cette situation était commandée par la logique et remarquablement analysée par l'arrêt dont les considérants sont parfaitement étudiés. Elle entraînait cette conséquence pratique importante de maintenir l'assurance en face de la victime tout en conférant à cette assurance un recours pour paiement de l'indû contre son assuré reconnu déchu. Cette solution était justifiée par des arguments analogues à ceux présentés par M. le professeur Esmein (Stipulation pour autrui); pour l'instant, notons seulement le principe de ce raisonnement sur lequel nous reviendrons au cours de l'analyse doctrinale de l'action. La Cour d'Aix (31 mars

1. Alger, 12 nov. 1930, *Revue générale des Assurances terrestres*, mars, avril 1931, p. 334.

2. Lyon, 4 février 1932, *Revue générale des Assurances terrestres* 1932, p. 305.

1930¹⁾ avait précédé la Cour de cassation dans la thèse de la distinction des déchéances. La Cour de Paris (2 janvier 1930²⁾ avait eu à l'appliquer au cas de reconnaissance de responsabilité; sa solution avait obéi aux mêmes principes. Elle n'eut aucune difficulté à suivre la Cour suprême dans ses arrêts du 27 mai 1932³, le second consacrant la situation juridique admise par la Cour d'Aix : inopposabilité à la victime et déchéance simultanée de l'assuré.

c) *Etendue de la dette de l'assurance à l'égard de la victime.* — La jurisprudence a pris soin à plusieurs reprises de limiter la portée du droit direct aux accidents prévus par la police et au maximum de la somme garantie. Le tribunal de commerce de Lyon⁴ a décidé que la victime d'un accident ne saurait se prévaloir des dispositions de la loi du 28 mai 1913 lorsque cet accident ne rentre pas dans les limites de la police. La Cour de Paris (10 février 1932⁵) réformant une décision du tribunal de commerce a proclamé « que le principe en vertu duquel la Compagnie d'assurance ne peut être tenue vis-à-vis de la victime d'un accident au delà de ce à quoi son contrat l'engage vis-à-vis de son assuré qui en est l'auteur, apparaît certain ». — Mais elle déclare « que la victime de l'accident a un droit privi-

1. Aix, 31 mars 1930, *Rev. Dr. fr.*, 10 mai 1930.

2. Paris, 2 janvier 1930, *Rec. Som. Sirey*, 1930, n° 1669.

3. Paris, 27 mai 1932, *G. P.* 29 juillet 1932 et 14 déc. 1932 (1^{re} ch.) *G. P.* 1^{er} fév. 1933.

4. Trib. com., Lyon, 24 févr. 1930, *Gaz. com.*, Lyon, 16 juillet 1930.

5. Paris, 10 février 1932, *G. P.* 1932.1.791; cf. conclusions de M. le substitut général Lepelley-Fonteny.

légié sur l'intégralité de la somme assurée et que par la suite, la clause tendant à restreindre ce droit par toute retenue affectée aux créances diverses nées de l'accident ou de ses suites judiciaires, est pour le moins inopposable à la victime de l'accident en raison du caractère d'ordre public de ces dispositions. » La Cour d'Aix¹ dans des circonstances analogues avait rejeté la demande de la Compagnie tendant à voir l'indemnité prévue pour chaque accident comprendre les frais et honoraires.

Il a été jugé, ce qui est une solution de bon sens, que, si étendus que soient les effets qui découlent naturellement de la reconnaissance de l'action directe, ces effets demeurent toutefois limités par la portée et la fin même de cette action d'une part, par les principes généraux de droit d'autre part. Ainsi l'action de la victime contre l'auteur de l'accident et l'action directe sont alternatives en ce sens que si leur fin commune est unique, si le paiement est obtenu par l'exercice de l'une, l'exercice de l'autre n'est plus possible puisque le droit lui-même que devait sanctionner l'action se trouve éteint².

d) Prescription. — Un arrêt de Paris, du 7 mai 1931³ a déclaré que le droit direct de la victime (à laquelle en l'espèce son propre assureur était subrogé, ce qui ne change rien à la situation juridique) échappait à la prescription

1. Aix, 25 nov. 1930, *Rev. gén. des Ass. terrestres*, mai, juin 1931, p. 575.

2. Trib. civ. de Mâcon, 3 juin 1931, *Rev. gén. des ass. terrestres*, 1932, p. 508.

3. Paris, 7 mai 1931, *Chronique hebdomadaire du Recueil Sirey*, 1931, n° 29.

annale de l'article 640 Code d'instruction criminelle qui eut atteint l'action si elle avait eu une origine délictuelle, alors qu'elle y échappe puisque — dit l'arrêt — elle a sa source dans le contrat d'assurance. La même solution a été adoptée par la Cour de Nîmes¹ déclarant simplement que « la loi de 1913 n'ayant pas soumis la créance contre l'assureur à une prescription spéciale, c'est la prescription trentenaire de droit commun qui lui est applicable. »

II. — Les analyses doctrinales de l'action directe en matière de responsabilité civile

L'action directe apparaît comme une institution composite qui semble d'un côté se présenter comme une sûreté réelle, un privilège spécial sur meuble, de l'autre, comme une obligation personnelle sanctionnée par un moyen de procédure. Les théories doctrinales font prévaloir l'un ou l'autre de ces points de vue.

1. *Rappel de la doctrine de Labbé*. — On sait l'importance de la tentative doctrinale faite jadis par le grand juriste Labbé dans la domaine des privilèges sur créances².

Pour justifier un privilège sur créance dans les différentes situations ou « de pressantes considérations d'équité » paraissaient rendre une telle garantie nécessaire, Labbé avait posé les catégories suivantes qui semblaient inclure tous les cas particuliers :

1. Nîmes, 23 nov. 1931, D. H. 1932, p. 78.

2. Labbé, *Revue critique*, 1876, p. 571 et 665.

1^o Celui qui fournit, volontairement et à ses dépens, les éléments d'un contrat d'où est sorti au profit de l'autre partie une créance contre un tiers doit avoir privilège sur cette créance. (C'est par exemple, le privilège du vendeur non payé sur le prix de revente de la chose).

2^o Celui qui exerçant une action contre une personne fait naître au profit de cette personne une action contre un tiers doit avoir privilège sur le produit de cette dernière.

Ce second principe peut trouver à s'appliquer dans le cas d'éviction subie par le dernier acheteur d'un objet ayant donné lieu à plusieurs ventes successives¹.

Chaque acheteur a une créance d'indemnité contre son vendeur. La personne poursuivie n'a donc de recours contre son garant que parce qu'elle est elle-même actionnée : « C'est l'action dirigée contre elle qui est la condition d'existence de son recours contre un tiers. Il est donc naturel que celui qui fait naître ce recours soit appelé à en profiter à l'exclusion de tous autres². »

Mais la formule s'adapte admirablement au cas « d'action directe » en matière de responsabilité civile. C'est l'action de la victime qui déclenche le droit de l'assuré à l'égard de l'assureur, c'est la demande du propriétaire qui donne naissance à celui du locataire. Dans les deux espèces il est « juste » de reconnaître au demandeur initial un privilège sur la créance qui surgit dans le patrimoine de l'assuré.

1. Voir Planiol, Tr. él., éd. 1921, n° 2601.

2. *Ibid.*

Ainsi qu'on l'a remarqué, cette théorie n'a pas eu d'effet immédiat sur la jurisprudence; on ne trouverait pas de tribunal l'ayant adoptée pour motiver sa décision. Mais son importance considérable ne saurait néanmoins être déniée. Il est incontestable qu'en cherchant à établir une construction synthétique du privilège sur créance, Labbé a fait apparaître le lien juridique qui rattache le privilège à l'action et qu'il a montré dans le premier la véritable source de la seconde.

2. De nos jours, les conceptions de Labbé devaient trouver dans la jurisprudence une confirmation qui, pour être tardive, n'en est pas moins éclatante. L'arrêt de principe de 1926 rapporté plus haut¹ « a mis en lumière la relation étroite qui unit l'action directe au privilège. On a pu dire alors que « la preuve est faite que l'action directe a pour fondement un privilège¹ » même dans les cas (actions directes du premier groupe) où le droit de préférence ne figurait pas expressément dans les textes. On trouve une confirmation de cette thèse dans les conditions mêmes d'application de l'action directe. Alors que pour utiliser l'action oblique il faut posséder une créance exigible et justifier de la carence et de l'inaction du débiteur, pour exercer l'action directe, il suffit d'avoir une créance exigible. Le créancier n'a pas à discuter préalablement les biens de son débiteur ni à constater son inaction, il peut agir immédiate-

1. Debray, « Privilège sur les créances et actions directes », thèse 1928, p. 87.

ment sans avoir à satisfaire à aucune condition ni à observer aucune forme spéciale¹. N'est-ce pas exactement la situation du créancier privilégié dont l'exigibilité de la créance constitue la seule condition mise à l'exercice de son droit et qui n'a pas à se préoccuper, dans l'exécution de sa sûreté, des autres créanciers?

L'indisponibilité de la somme entre les mains du tiers débiteur (assurance) entraîne le dessaisissement du débiteur principal (auteur de l'accident)². Voilà donc ce dernier exactement dans la situation du débiteur ayant constitué un gage. Ce gage ayant pour objet une créance sera, par la force des choses, exécuté d'une manière différente qu'un nantissement portant sur un corps certain. « Si nous envisageons l'hypothèse où le créancier possède un privilège sur une créance, il n'est plus obligé de faire réaliser son gage qui consiste en une somme d'argent. Il exerce son privilège en poursuivant directement le débiteur de son débiteur ». L'action directe n'est donc bien que la mise en œuvre du privilège.

3. A l'opposé de la conception qui considère l'action directe comme la conséquence forcée d'un privilège réel, on doit ranger les différentes théories qui analysent l'action directe en partant des principes de l'obligation personnelle.

a) L'explication la plus solide fondée sur cette théorie est celle qui part des données essentielles du droit des obliga-

1. Debray, *op. cit.*, p. 96.

2. Debray, *op. cit.*, p. 130; *ibid.*, p. 163.

tions : l'action directe ne serait qu'une sorte de contraction de l'action classique issue de l'art. 1166, Code civil.

M. le professeur Paul Esmein¹ examine tout d'abord le but de la loi du 28 mai 1913. « Il faut, — dit-il — faire en sorte que la victime bénéficie, à l'exclusion de tout autre, de l'assurance qui a été contractée en vue de son indemnisation, ce qui n'a pas lieu si l'assuré touche l'indemnité d'assurance et n'indemnise pas la victime, ou si l'assuré étant en faillite ou en déconfiture, la victime voit l'indemnité tomber dans la masse et doit se contenter d'un dividende... on doit donc éviter le résultat regrettable qu'entraînerait l'application pure et simple des principes de l'assurance-responsabilité qui place la victime en dehors des conventions passées entre l'assuré et l'assurance. »

La loi de 1889 (assurance-incendie) a résolu la difficulté en décidant que l'indemnité d'assurance est « attribuée sans qu'il y ait besoin de délégation expresse » aux créanciers ayant privilège ou hypothèque sur le bien incendié, au propriétaire ou aux voisins victimes de l'incendie.

De plus, — et c'est là, a dit M. Esmein, « plus décisif qu'une interprétation d'expression plus ou moins bien pesée » — le propriétaire ou le voisin a seul qualité pour recevoir de l'assureur un paiement libératoire. Cela implique son droit au paiement direct, et partant, le droit d'exiger ce paiement, au besoin par voie judiciaire, et exécution forcée.

1. Note au Sirey, sous cass., 14 juin 1926.

Ces mêmes raisons se retrouvent dans la loi de 1913 et « peu importe que dans les travaux préparatoires de la loi il ait été affirmé qu'on n'entendait nullement changer la nature du contrat d'assurances de responsabilité et en faire une stipulation pour autrui... d'abord, il n'appartient pas au législateur de faire qu'il y ait stipulation pour autrui quand les parties ne l'ont pas voulu. D'autre part, il ne résulte pas de ces observations que la loi n'ait pu entraîner l'existence d'une action directe si cela est la conséquence naturelle de ses dispositions. »

M. le professeur Esmein paraît ainsi préoccupé tout d'abord par les nécessités pratiques qui ont rendu indispensable l'action directe, et cherche à déterminer les conséquences de cette action dans les situations juridiques les plus importantes qui pourront se présenter, situation que nous avons eu l'occasion d'examiner en jurisprudence (assignation de l'assureur en même temps que l'assuré, déchéance pour non-paiement de primes ou pour non-communication des pièces). Il ne présente pas d'analyse purement logique de l'action. Toutefois, il semble qu'il incline à y voir l'expression d'une obligation personnelle. « Il est clair, — dit-il —, que sauf le droit propre que lui attribue la loi, c'est l'action de l'assuré qu'exerce la victime, avec seulement dans sa situation par rapport à l'assureur, des différences possibles, mais qu'il ne convient d'admettre qu'après examen. »

L'action directe semble donc lui apparaître comme une sorte de contraction de l'action oblique (art. 1166 C. civ.),

et cela le conduit à se demander : « l'action d'autrui qu'on exerce à son profit exclusif et sans que le titulaire de l'action puisse l'exercer pour lui-même n'est-elle pas en un certain sens une action personnelle ? »

b) Tout en déclarant « qu'il faut reconnaître cependant avec les arrêts qu'elle (l'action directe) aboutit à une faveur pour son titulaire vis-à-vis des autres créanciers du débiteur immédiat », M. Solus concluait que « cette faveur dérive du caractère direct de son action et non point d'un privilège ».

Il cherchait successivement une analyse satisfaisante en recourant aux concepts de la novation par changement de débiteur, ou d'obligation avec modalité.

Laissons le second système dont l'intérêt a disparu en présence de la jurisprudence qui a suivi cet ouvrage déjà vieux de dix-neuf années. A la vérité, *la notion de novation* (que M. Solus¹ repoussait d'ailleurs) correspond à l'explication qui vient la première à l'esprit, parce que la plus facile, à celle que provoque le raisonnement d'analogie, la comparaison de l'apparence extérieure de l'action directe avec certaines formes de conventions de paiement.

La novation par changement de débiteur qui constitue la présentation la plus simpliste de ce type d'explication, ne résiste pas à l'examen puisque dans tous les cas (action directe du 1^{er} ou du 2^e Groupe) le débiteur initial (auteur

1. Solus, « L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du Code civil », Thèse Paris, 1914, p. 105 et suiv.

de l'accident, locataire, etc.) reste tenu de ses obligations à côté du tiers débiteur (assurance) et qu'en conséquence, on ne saurait parler de novation.

L'explication tirée de la *stipulation pour autrui* suppose que l'assuré a passé sa police dans le seul intérêt des victimes éventuelles et lui prête ainsi, pour les besoins de la construction juridique, une intention libérale. Une fois cette idée admise, l'analyse se développe tout naturellement en vertu de la théorie même de la stipulation pour autrui. On admet que le droit s'étant fixé instantanément sur la tête de la victime, celle-ci est fondée à agir directement contre le promettant, ici contre la compagnie d'assurance.

Ce concept « toujours complaisant, secourable¹ » ne saurait pourtant être invoqué dans le cas de l'action directe, car, comme la juste remarque en a été faite, il est par trop contraire à la réalité d'imaginer que l'assureur et l'assuré ont contracté dans l'intérêt éventuel de la victime. « L'assureur? Ce n'est certainement pas exact. Les Compagnies d'assurance ne nourrissent pas pour les victimes d'accidents, qui auront un jour barre sur elles, une sympathie innée, fondamentale. L'assuré? C'est lui prêter très gratuitement une intention bien généreuse. Et certains auteurs n'hésitent pas à déclarer que l'automobiliste qui s'adresse à l'assureur n'a d'autre but que de se protéger lui-même contre une action en responsabilité². »

1. Conclusions de M. le substitut général Lamote, sous Paris, 30 mai 1932. G. P. 1932.1.158 citant lui-même M. le Prof. Josserand.

2. *Ibid.*, p. 159.

La notion de la « *délégation tacite* » ou de la « *délégation légale* » a eu un vif succès en jurisprudence. Les tribunaux ont été séduits par l'apparence précise d'une formule qui n'explique pas grand'chose.

Ainsi, dès 1928 le Tribunal de Nantes¹ jugeait que « ce droit (l'action directe) qui prend naissance au moment même de l'accident a son fondement dans une *véritable délégation légale et tacite* de la créance de l'assuré contre l'assureur ». La Cour de Paris² déclare que la victime « pouvait, par une instance séparée, comme *délégataire légale* de la créance de l'assuré contre la compagnie, réclamer directement le paiement de l'indemnité telle qu'elle a été fixée à son profit... »

Mais à la vérité, quel peut être le sens de cette expression « *délégation légale* » ? La délégation constitue dans notre droit un mode de règlement des obligations qui a un contour bien précis³, et qui, à l'inverse de la compensation, ne peut être que conventionnel, mais ne peut jamais être légal. Effectivement, on conçoit fort bien que, lorsque certaines conditions se trouvent réunies⁴ la loi puisse imposer la compensation entre obligations réciproques. La logique exige que le droit fasse sienne une théorie qui n'est que l'application d'une arithmétique élémentaire.

Mais, comment imaginer une « *délégation légale* » ? La délégation est une opération qui ne peut être que conven-

1. Trib. Nantes, 22 fév. 1928, S. 1930.2.121.

2. Paris, 6 mars 1930, G. P. 1930.2.510.

3. Planiol et Ripert, vol. 7, n° 1271.

4. *Ibid.*, n° 1283.

tionnelle puisqu'elle suppose l'adhésion d'un tiers qui, libre de refuser ou d'accepter, peut motiver sa décision par telles considérations psychologiques ou morales qui lui conviennent. A quel titre la loi pourrait-elle le contraindre à une solution déterminée? D'ailleurs, ou bien la délégation n'est pas acceptée par le créancier, elle demeure imparfaite — dans ce cas le délégué n'est pas lié envers le délégataire —, ou bien la délégation devient parfaite à la suite de l'acceptation du délégataire, mais alors la délégation est novatoire et libère le délégant.

Dans notre espèce, comment comprendre que l'assuré, prenant le rôle de délégant a délégué l'assurance (débitéur délégué) à la victime ? (délégataire?)

Les objections qui se pressent en foule sous la plume des auteurs démontrent aisément l'impossibilité d'appliquer l'idée de délégation¹.

Telles sont, brièvement passées en revue, les analyses qui, comme nous l'avons indiqué, se fixent autour de deux pôles : notion de privilège d'une part, notion d'obligation personnelle de l'autre.

A la vérité, ces deux idées n'apparaissent pas si éloignées l'un de l'autre. Nous sommes dans un domaine où le fond du droit se sépare difficilement des formes de son utilisation. La difficulté de cette distinction s'explique si l'on se réfère aux principes généraux.

1. Mazeaud, *Traité de la responsabilité civile*, t. II, n° 2696 et la note. Note de M. le Professeur Paul Guyot sous Nantes, 22 fév. 1928, S. 1930.2.121 et Réf. citées.

L'obligation pure est sanctionnée dans notre législation positive par le droit de gage général des créanciers consacré par l'article 2092 Code civil. C'est le principe essentiel du droit des obligations et de la responsabilité contractuelle ou délictuelle de l'individu. Mais dès que l'on quitte l'étude des moyens par lesquels se noue ou se résout cette obligation pour passer à celle des modes d'exécution de celle-ci sur des biens concrètement déterminés, on franchit la ligne idéale qui sépare le droit civil de la procédure. Or, il est deux chapitres des traités de droit civil où bon gré, mal gré, on effectue ce passage : c'est lors de l'examen du titre XVIII du Code civil (privilèges et hypothèques) et lors des pages relatives à l'article 1166 du même Code. Les privilèges et hypothèques ne sont autre chose que l'affectation de biens dits sûretés mobilières ou immobilières à un créancier déterminé auquel ils sont réservés pour que celui-ci, le cas échéant, exerce l'action destinée à les exécuter. L'article 1166 prévoit exactement la situation en ordre inverse : il permet au créancier d'exercer une action destinée à faire revenir un bien sous sa coupe. Logiquement — et c'est là l'opinion de la doctrine¹ — le créancier poursuivant devrait avoir seul le bénéfice de son instance. Il devrait pouvoir exécuter à son seul profit personnel le bien rentré dans le patrimoine. Ce serait la conséquence normale du principe de la relativité des décisions civiles qui demeurent sans effet à l'égard de ceux qui n'y ont pas

1. Planiol et Ripert, *op. cit.*, vol. 7, al. 923.

été parties. On chercherait vainement un motif juridique à la solution traditionnellement admise qui veut que les poursuites du créancier ne lui confèrent aucun privilège et n'aient pour résultat que de faire rentrer dans le patrimoine du débiteur une valeur qui devient le gage comme de tous les créanciers¹... L'opinion contraire est de tradition.

Mais, quoiqu'il en soit, dans les deux cas, action oblique ou privilège, on passe du droit de gage général au droit de gage appliqué à un objet déterminé. Le processus intellectuel demeure semblable et cela explique l'identité de nature entre l'action oblique et le privilège. Cette correspondance entre les deux institutions apparaît encore plus formelle lorsque l'action oblique est débarrassée des restrictions qui l'entravent, lorsque le créancier diligent profite seul du résultat de ses efforts, bref, lorsque l'action oblique devient l'action directe.

Ainsi, les théories de l'action directe nous paraissent toutes refléter une face de la vérité puisqu'il n'est pas contradictoire de recourir ici à la fois au concept de droit pur et à la règle de procédure. Mais si elles donnent une idée exacte de la nature de l'institution, elles ne paraissent pas fournir en termes généraux l'idée directrice qui l'anime et dont les praticiens ne sauraient se passer.

Il faut, semble-t-il, pour la saisir, abandonner l'espoir de la retrouver en la déduisant mécaniquement d'une analyse

1. Aubry et Rau, t. IV, § 312.

partant d'une notion juridique quelle qu'elle soit — stipulation pour autrui, ou même action oblique ou privilège. On évitera ainsi la construction logique abstraite qui perd tout contact avec la réalité et qui a été justement condamnée par Gény¹.

Ce n'est pas de l'intérieur qu'il faut examiner une institution composite comme la nôtre, mais de l'extérieur, comme l'a admirablement marqué M. le professeur Esmein, qui, dans la deuxième partie de la note au Sirey, examine l'action dans ses conséquences plutôt que dans son principe.

Rappelons-nous les solutions de fait que la jurisprudence a données à la série des cas que soulevait l'application de l'action nouvelle : mise en cause de l'assuré — déchéances, — communications de la police, — compétence... etc. Elles résolvent chacune — et la plupart du temps fort heureusement — les épineux problèmes qui se posaient. Mais avec la meilleure volonté, on ne saurait les rattacher à aucun principe général de droit admis jusqu'à présent. On doit même reconnaître qu'elles paraissent en négliger certains, dont le fameux axiome *res inter alios acta*.

C'est que la jurisprudence obéit non pas comme elle le croit parfois elle-même aux conséquences logiques d'une idée juridique interne qui animerait l'action directe, mais tout au contraire à des préoccupations tirées de la finalité de l'institution.

1. Gény, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, vol. 1, chap. 3 et suivants, notamment p. 129.

Cette finalité, on en a, depuis Labbé, maintes fois donné l'expression profonde : l'effort indispensable pour donner satisfaction à d'impérieuses exigences d'équité. Permettons-nous de dire que si on a ainsi mis admirablement en relief le besoin social auquel correspondait l'action, on a parlé le langage de la morale, non du droit. Or, c'est dans le droit positif que les tribunaux doivent trouver le critérium qui les guide et en fait, il semble que l'on puisse traduire par la formule suivante un problème moral qui ne doit plus être dans les ouvrages de droit qu'une question de technique juridique : *l'action directe de la loi de 1913 doit être le moyen pratique d'ajuster, dans des circonstances déterminées une situation contractuelle (assureur assuré) à une situation délictuelle (victime-assuré).*

La force de l'impératif social qui commande cette solution se mesure aux efforts que font les tribunaux pour assurer en même temps à l'action directe un fondement juridique solide et une portée aussi étendue que possible. L'idée à laquelle il correspond transparaît dans les résultats déjà acquis par la jurisprudence.

Quel fut, en effet l'objet des premières préoccupations de celle-ci ? Incontestablement assurer à la victime le maximum de certitude d'une réparation sûre, indépendante, autant que faire se peut, des conditions particulières du contrat existant entre l'assurance et l'auteur de l'accident.

Il n'appartenait pas aux tribunaux d'intervenir dans les rapports de l'assuré et de l'assurance antérieurs à la date de l'accident. Ils ne pouvaient le faire qu'après ce

moment. Ils n'ont pas manqué d'utiliser au mieux cette possibilité en tranchant dans le sens le plus favorable à la victime la question de l'inopposabilité des déchéances à la victime¹, celle de l'inopposabilité des clauses restrictives de la police², celle de la prescription³. Dans la solution du problème de la mise en cause de l'assuré et de l'indépendance des actions, ils ont accusé la même tendance, allant même trop loin parfois au gré de la Cour de cassation devant laquelle les arrêts trop audacieux de la Cour de Paris n'ont pas trouvé grâce⁴.

Cet ensemble caractéristique de décisions montre clairement que les tribunaux civils ont cherché à parer à l'absence d'une réglementation générale de l'assurance accident en tirant le parti maximum des éléments de droit civil à leur disposition. Par tous les moyens possibles ils essayent de parvenir à des solutions se rapprochant de celles qui résulteraient de l'application d'un système généralisé d'assurance obligatoire.

Ces efforts ne sont pas sans exemple en jurisprudence. Il est des cas fréquents dans lesquels on peut observer cette tentative des tribunaux civils de suppléer dans la mesure du possible à l'absence regrettable d'une législation générale. C'est notamment à l'occasion des situations inédites créées par le développement du machinisme. Ainsi, l'usage sans cesse plus répandu de la radiophonie

1. Cf. p. 53.

2. Cf. p. 56.

3. Cf. p. 56.

4. P. 47 et 51.

a soulevé, parmi cent problèmes nouveaux, la question des dommages causés aux auditeurs de T. S. F. du fait des « parasites » émis par les appareils électriques les plus divers. En l'absence d'une réglementation administrative générale difficile à établir, les tribunaux ont dû faire servir le droit civil des articles 1382 et suivants à la construction d'un véritable statut de la T. S. F., créant de toutes pièces un système de protection de l'auditeur de T. S. F. contre les usagers d'appareils émetteurs de « parasites¹ ».

Dans le cas de la loi de 1913 il est incontestable que le développement du machinisme justifie ici une fois de plus les tentatives jurisprudentielles. La multiplication des machines — et surtout des moyens de transport mécaniques — rend celles-ci, par leur nombre même, sans cesse plus dangereuses. L'accident de la circulation tend à ne plus être le résultat de la faute d'un homme, pour devenir un risque inhérent à la vie en société. La responsabilité en doit être désormais assumée par celle-ci davantage que par l'individu. Or, au fond, qu'est-ce que l'assurance de responsabilité civile, sinon le moyen de faire supporter par tous les conséquences du fait d'un seul? A la vérité, la marche vers l'assurance obligatoire est irrésistible. Elle répond à des besoins auxquels les tribunaux cherchent déjà à donner satisfaction. Nous voilà ramenés aux consi-

1. Voir sur la question, *Revue juridique internationale de la Radio-électricité*, Sirey édit. et de nombreux jugements, Douai, 1^{er} déc. 1930, *G. P.* 24 janvier 1931 et décisions citées.

dérations auxquelles nous faisons allusion dans l'introduction de ce petit travail¹.

Ce sont ces raisons qui expliquent l'obligation devant laquelle se sont trouvés les tribunaux de résoudre le problème de droit qui leur était posé. Ils le font dans l'unique souci de satisfaire à des nécessités pratiques : il serait paradoxal de leur demander en même temps de se plier à une construction juridique harmonieuse.

Il s'agit entre les trois parties, victime, auteur et assurance, de deux rapports juridiques étrangers quant à leur nature et à leur source (contrat et délit). Il serait vain de vouloir les unir par une institution homogène obéissant à une conception logique unifiée².

Le malheur n'est pas grand puisque le problème d'adaptation posé par la loi comporte en lui-même le mot d'ordre et l'expression du but à atteindre. La jurisprudence, on l'a vu, est, dans la grande majorité des espèces, parvenue aux résultats conformes au principe; il n'importe que certaines juridictions aient cru devoir justifier ces décisions par des motifs dépourvus de valeur juridique.

Il nous reste maintenant à examiner ce que donnent dans le droit international privé — qui n'est à la vérité qu'un reflet du droit civil — les solutions et les analyses observées dans le domaine du droit interne.

1. Cf. p. 3.

2. Un grand philosophe a encore récemment noté la tendance des hommes à identifier le droit et la logique. Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion*, p. 67 et 69.

TITRE II

L'action directe de la loi de 1913 exercée
contre l'assureur étranger.

C'est une situation particulièrement délicate que celle où se sont trouvés les tribunaux français lorsqu'il s'est agi pour eux de savoir si l'action directe dont, comme nous l'avons vu, ils avaient été les véritables créateurs, était applicable à un assureur étranger. La question était de grande importance pratique. On sait que beaucoup de compagnies étrangères — anglaises notamment — exercent leur commerce en France par l'intermédiaire de courtiers, sans avoir elles-mêmes dans notre pays une véritable succursale. Une personne est victime d'un accident d'automobile dont l'auteur est assuré à une compagnie étrangère, sans domicile sur notre territoire. Va-t-elle pouvoir faire valoir devant le tribunal français saisi du litige son droit direct à l'égard de cette compagnie étrangère ?

C'est une affirmation classique de déclarer qu'une solution d'un problème de droit international privé est la conséquence automatique du raisonnement admis en droit civil interne. Mais, si ce principe peut conduire à des résultats indiscutables lorsqu'il s'agit d'institutions très anciennes analysées par les auteurs et les juges d'une façon invariable, il n'en est hélas ! pas de même dès lors qu'il s'agit d'une situation juridique à peu près inédite et qui, déjà sur le plan du seul droit interne, donne lieu à des expli-

cations diverses, à des constructions dissemblables. On peut dire alors qu'en choisissant une théorie de droit civil, on prend parti, *ipso facto*, pour une solution de droit international privé. Mais tant qu'une seule doctrine n'a pas rallié les suffrages des tribunaux, on demeure libre d'embarrasser vivement ces derniers en conservant la faculté de la détermination initiale. Comme nous le faisons remarquer à l'origine de cette étude, les décisions contradictoires se multiplient, le doute et la perplexité apparaissent dans un domaine où, cependant, le droit devrait montrer sa plus grande rigueur. Les Compagnies d'assurance, d'une part, les victimes de l'autre, savent que dans ces étranges litiges, le hasard devient leur seul espoir. Ce scepticisme est en partie fondé lorsque, comme nous aurons l'occasion de le rapporter plus loin, on constate que certains arrêts rendus en matière de droit international privé sont exactement à l'opposé des jugements statuant sur des difficultés de droit interne.

La jurisprudence, — encore clairsemée d'ailleurs puisqu'à notre connaissance il n'existe jusqu'ici que six décisions dont deux au moins frappées d'appel — est moins ici une jurisprudence de *résultats* que de *raisonnements*. Autrement dit, les tribunaux, dans le domaine du droit interne, se sont trouvés devant une multitude de cas où l'équité — qui était sans doute qu'un impératif social — paraissait commander des solutions déterminées. On a vu que les tribunaux ont donné satisfaction à cette exigence en formulant des jugements très nets relativement

à la mise en cause de l'assuré, aux déchéances, etc., en ne se préoccupant que peu de justifier ces décisions par de longs développements juridiques. Nous ne pouvons, pour les motifs sus-rapportés¹ qu'approuver cette manière de procéder. Dans le domaine du droit international privé, il semble que les juges se soient sentis moins pressés par la nécessité de consacrer un moyen énergique conféré à la victime, et il est exact que la situation vue sous l'angle particulier du droit international privé se présente davantage comme un problème de droit pur, libéré des contingences de fait. De plus, il faut noter que la première cour saisie² semble avoir été extrêmement impressionnée par la consultation vraiment admirable donnée par M. le professeur Martin à la Compagnie d'assurances défenderesse, consultation que nous avons eu la chance singulière d'avoir sous les yeux et sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir³. La question s'est donc trouvée *ab initio* placée en jurisprudence sur le terrain de la discussion juridique classique, dominée en conséquence par le souci d'analyser la situation par une explication du mécanisme logique intérieur de l'institution.

Ces circonstances de fait nous obligent à suivre un plan inverse de celui observé dans la première partie de cette étude.

1. Pages 70 et suiv.

2. Rouen, 8 janvier 1930, D. P. 1930.2.86. Nous aurons naturellement l'occasion de revenir plus loin sur cet arrêt.

3. Cette consultation est, avec l'autorisation de M. le Professeur Martin publiée en annexe au présent ouvrage.

Nous examinerons successivement les conséquences en droit international privé des deux séries de théories essentielles — système de l'obligation personnelle, ou système du privilège — émises en droit interne. Nous chercherons à en déduire les effets sur le terrain du conflit de lois et à en dégager les conséquences en matière de conflit de juridictions. Nous étudierons ensuite seulement, les solutions judiciaires de droit international privé et c'est alors que nous serons amenés, en les comparant avec les résultats acquis par les tribunaux en droit interne, à nous demander si ces dernières ne devraient pas, à la vérité, entraîner en droit international privé des décisions parfois contraire à celles qui, jusqu'à présent, ont obtenu la faveur de certains tribunaux.

CHAPITRE PREMIER

CONFLIT DE LOIS. — LES SOLUTIONS THÉORIQUES DU PROBLÈME DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Deux théories différentes, avons-nous rapporté, recherchent la clef de l'action directe dans l'analyse de l'obligation personnelle : celles qui font dériver l'action directe de l'art. 1166 Code civil, et celles qui s'attachent à l'analogie apparente entre l'action directe et certaines formes de l'obligation personnelle (délégation, stipulation pour autrui etc.). Que donnent-elles sur le plan du droit international privé ?

A) Analyses tirées de l'idée d'obligation personnelle.

a) Admettons que l'action directe n'est au fond qu'une simplification de l'action oblique, que c'est « l'action de l'assuré qu'exerce la victime » (Esmein). Quelle est alors la nature du droit de la victime ?

Une jurisprudence ancienne a édifié le système dont le texte insuffisant de l'art. 1166 ne pose que les grandes lignes. Elle considère¹ que l'action oblique, comportant

1. Cf. Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. n° 898 et Lyon-Caen, sous S. 1902.1.113.

l'exercice d'un droit, se distingue de la mesure d'exécution : analyse que nous venons de critiquer (cf. *supra*, p. 68), mais qu'il faut ici prendre comme une donnée. Ce droit a un contenu limité : le créancier pourra, en principe tirer les conséquences d'un acte déjà accompli par le débiteur, mais ne pourra, au nom de ce dernier, prendre une initiative juridique. Il a été ainsi jugé qu'étaient soumis au créancier agissant en vertu de l'article 1166 du Code civil : le recouvrement d'une créance — la revendication d'un bien, — la demande de rapport à succession ou la demande en réduction, — la demande en indemnité en réparation d'un préjudice subi, etc.¹. Au contraire, échappent au créancier toute immixtion dans l'administration des biens du débiteur², l'exercice de facultés ou la levée d'option et naturellement tous les droits extra-patrimoniaux.

L'action oblique apparaît³ donc nettement comme la

1. Dans la mesure où il s'agit d'un préjudice matériel et non corporel. Lyon, 17 juin 1864, S. 65.2.239; Trib. Seine, 27 juillet 1892 et 4 juillet 1901, G. T. 4 août 1892 et Colin et Capitant, II, p. 46. Nous sommes ici à la limite des droits patrimoniaux et des droits attachés à la personne.

2. Cassation, 26 janvier 1928, D. H. 1928, p. 216. L'arrêt ne permet pas au créancier de contester au nom de son débiteur le droit à la prorogation (législation spéciale des loyers du 1^{er} avril 1926) invoqué par un locataire de ce dernier.

3. Nous disons « apparaît » parce qu'il existe une décision judiciaire qui, au lieu de considérer l'action de 116 comme la mise en œuvre d'un droit, va jusqu'à considérer que le texte permet au créancier d'emprunter véritablement la personnalité de son débiteur et de se confondre avec elle. L'exercice de l'action oblique n'est plus soumis à la loi du contrat mais devient du ressort de la loi personnelle du débiteur, puisqu'il y a emprunt de la personnalité juridique elle-même et donc, *ipso facto*, du statut personnel qui régit les actes de cette personnalité, et notamment, en matière de contrat, les manifestations de volonté (Cf. Trib. de Sousse, 10 octobre 1889, Clunet, 1892, p. 665).

Cette théorie nous paraît reposer sur une conception tout à fait inexacte

mise en œuvre par un tiers de droits déjà nés, issus d'une convention passée antérieurement par le débiteur ou déjà, fixés sur sa tête, soit en raison de sa qualité héréditaire soit en raison d'un délit déjà consommé. Elle est donc, dans tous les cas, le développement d'une obligation pré-existante et se réalise en même temps que les effets de cette obligation.

Le régime légal sous lequel elle se classera en droit international privé paraît devoir se fixer d'emblée. C'est celui auquel sont assujettis les effets de l'obligation à laquelle elle se rattache¹.

S'il s'agit d'une obligation de source contractuelle, c'est la loi qui gouverne l'obligation qui en régit les conséquences. De la loi à laquelle est soumise la créance de la personne usant de l'action oblique dépendraient ainsi les conditions d'exercice de cette action. Cette loi sera la « loi présumptivement choisie par les parties », celle que l'on déterminera en s'appuyant sur le principe de la liberté des conventions et sur les éléments de faits qui peuvent servir d'indices².

Mais n'oublions pas que, dans notre espèce particulière, l'action directe identifiée par définition à l'action oblique, s'applique à une obligation d'origine délictuelle,

de l'action oblique. On a vu que l'analyse de la jurisprudence et le soin pris par elle à distinguer les droits dont l'exercice est permis au créancier, de ceux qui ne le sont pas, doivent faire écarter absolument l'idée de cet emprunt absolu de personnalité.

1. Cf. Surville et Arthuys, *Cours de droit international privé*, éd. 1916, n° 241; Bartin, *Principes de droit international privé*, éd. 1930, vol. 1, p. 177 *in fine*.

2. Cf. Niboyet, *Manuel de Droit international privé*, 2^e éd., n° 692 et suiv.

et se confond avec les effets issus de cette dernière. Or l'art. 1382, Code civil, principe dernier de toute obligation délictuelle « est une mesure de police au sens de l'article 3, alinéa premier Code civil¹ »; « la loi du lieu où se produit le fait dommageable ou plutôt le dommage, a seule qualité pour en déterminer les caractères et les conséquences; c'est le sens le plus direct et le plus clair de la première disposition de l'article 3² ».

Ce sera donc la loi française qui s'appliquera si l'accident s'est produit en France, — seule hypothèse qui nous intéresse ici.

On aboutira à la même solution en prenant pour point de départ une remarque d'ordre pratique : Primus, par hypothèse, exerce les actions de Secundus à l'égard de Tertius. « Tertius est totalement désintéressé dans la question puisqu'on ne lui demande jamais autre chose que ce qui est dû.³ » Pour cette raison essentielle on considère que l'action de Primus est régie par la loi s'appliquant à la créance de Primus contre Secundus. « En conséquence l'art. 1166 Code civil, s'applique à toute créance régie par la loi française en ce qui concerne le créancier qui demande agir. Si la dette du tiers est régie par une loi étrangère ignorant l'action oblique, il suffit que la loi française, applicable à la créance de celui qui agit, l'admette pour qu'elle puisse être intentée⁴. » En matière

1. Cf. Niboyet, *op. cit.*, n° 490.

2. Cf. Bartin, *op. cit.*, p. 184.

3. *Répertoire de Droit international privé*, vol. 10, v° action oblique.

4. *Ibid.*, *edd.* v° n° 4.

délictuelle (pour délit commis en France) ce sera la loi du lieu du délit, donc la loi française qui régira la créance.

Ainsi l'action introduite contre la compagnie d'assurance étrangère non domiciliée en France par une victime, française ou étrangère, sera toujours recevable par le simple jeu des règles de droit international privé français et sans qu'il y ait lieu de faire appel à des notions confuses et inutiles de l'ordre public.

*
* *

b) Acceptons maintenant, pour un instant, l'analyse de l'action directe déduite d'une association d'idées avec la « stipulation pour autrui¹ ». Supposons, comme paraissent le croire certains tribunaux, que « l'assureur et l'assuré sont à considérer comme ayant traité dans l'intérêt éventuel de la victime possible² ». Que devient la recevabilité de l'action contre l'assureur s'il est étranger?

Cette fois, l'action directe se rattacherait non aux effets d'une obligation délictuelle, mais aux conséquences d'un contrat portant stipulation pour autrui. Identifiée avec l'action qui appartient au bénéficiaire contre le promettant, elle serait censée être née du contrat passé entre ce dernier et le stipulant³. Elle devra donc être assujettie à la loi qui règle ce contrat.

1. Cf. *supra*, p. 65.

2. Cf. Jossierand au Dalloz sous Cass. 14 juin 1926, cité *supra*.

3. Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VI, n° 363 et jurisprudence citée; « Cette action (du bénéficiaire contre le promettant) étant née du contrat passé par ce dernier (le promettant) avec le stipulant, le promettant peut opposer aux tiers les exceptions qu'il pourrait opposer au stipulant... »

Ce sera donc cette fois la loi régissant la police d'assurance qui dominera l'action de la victime contre l'assureur. L'action sera donc recevable ou non selon la position prise par la loi du contrat à l'égard de la stipulation pour autrui. Quant à la nationalité de cette loi, elle sera fixée dans chaque espèce par les moyens employés à la détermination de la loi applicable aux conventions en droit international privé¹.

Nous avons dit que la thèse de la stipulation pour autrui² se heurtait en droit interne à d'insurmontables obstacles qui démontrent à quel point elle demeure une fiction éloignée de la réalité. Demeurerait-on néanmoins attaché à cette explication de l'action directe que l'on devrait constater le caractère paradoxal des solutions qu'elle entraînerait sur le plan du droit international privé. Selon la loi adoptée par l'auteur de l'accident pour contracter avec la compagnie d'assurance, la victime aurait ou non une action directe contre celle-ci. Ce serait là véritablement un résultat d'une irrégularité peu souhaitable et un système juridique qui ferait au hasard une part fort considérable.

B. Analyses fondées sur l'idée de privilège

Passons maintenant à l'examen, sur le plan du droit international privé des conséquences de l'idée de « privilège » ou tout au moins de la conception qui voit dans le privilège

1. Cf. Niboyet, *op. cit.*, références citées *supra*.

2. Cf. *supra*, p. 65 et suiv.

et dans l'indisponibilité de la créance entre les mains de l'assurance les deux faces d'une même institution.

La loi de 1913 consacre « un privilège contre l'assuré auteur de l'accident, privilège portant sur cet élément du patrimoine de l'assuré qu'est sa créance contre l'assureur¹ ». « L'innovation capitale de la loi (de 1913) pose en même temps le principe théorique du système; c'est l'établissement d'un privilège, d'un privilège proprement dit sur une créance, la créance de l'assuré contre l'assureur². »

Privilège qui, d'ailleurs, d'après M. le professeur Bartin, appellerait les remarques suivantes :

Les privilèges mobiliers de l'art. 2102 — dans lequel est insérée la disposition de 1913 — constitution de gage, droit de rétention, enrichissement du débiteur par la créance privilégiée, présentent un caractère commun. « Ils ont pour objet de sanctionner plus énergiquement au profit du créancier le droit qui résulte pour lui de ses conventions antérieures avec le débiteur. Le privilège s'appuie sur un contrat dont il augmente les effets et dont il assure l'exécution. Le privilège de la loi de 1913 présente un caractère tout différent. Il n'a pas pour objet d'assurer plus énergiquement l'exécution d'une convention : l'origine du droit du créancier privilégié n'est pas une convention, mais une cause légale de responsabilité civile. Le privilège qui frappe la créance de l'assuré contre l'assureur n'a

1. Rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin, s. Cass. 14 juin 1926, D. P. Réf. citée.

2. Consultation de M. le Prof. Bartin dans l'affaire Motor Union. Cf. annexe.

d'autre titre à la frapper que la volonté impérative de la loi. Non seulement la loi consacre le privilège, comme il faut que tout privilège soit textuellement consacré, mais elle le consacre sans l'emprunter, en quoi que ce soit, aux relations conventionnelles antérieures du créancier privilégié et du propriétaire du meuble incorporel et sur celui qui en répond, l'assureur. Dans ce système, par conséquent, le privilège nous apparaît comme une création artificielle de la loi, qui ne se comprend que par l'empire de la loi sur le droit de créance affecté de ce privilège et, plus généralement, sur les relations juridiques de l'assureur et de l'assuré qui lui obéissent l'un et l'autre.

L'action directe se rattache au privilège parce qu'elle est née de lui : elle en est à la fois distincte et dépendante. La loi de 1913 en frappant d'indisponibilité dans les mains de l'assureur, la somme due à l'assuré, confère au créancier privilégié l'équivalent d'un droit de suite sur le meuble incorporel affecté du privilège. Les privilèges mobiliers ne comportent pas, en général, le droit de suite (Planiol, II, n° 2584). La loi de 1913 remplace le droit de suite par l'intangibilité de la créance de l'assuré au bénéfice de la victime et la jurisprudence n'a fait qu'obéir à l'esprit de cette innovation et en matérialiser les conséquences, lorsqu'elle a sanctionné la solution si hardie de l'inopposabilité à la victime des causes de déchéance dont l'assureur pourrait se prévaloir, aux termes de son contrat, vis-à-vis de l'assuré et par conséquent vis-à-vis de la victime, ayant cause de l'assuré, tout au moins des causes de déchéances

postérieures à l'accident, c'est-à-dire à la naissance de l'obligation de réparation et par conséquent du privilège (voy. sur ce point la note de M. Paul Esmein sous l'arrêt du 14 juin 1926). »

Les caractères de l'action directe étant ainsi définis comme la « mise en œuvre et la garantie du privilège dont elle n'est que le complément », la question de droit international privé se pose, dit M. le professeur Bartin, de la façon suivante : « Quelle est la loi applicable au privilège ? Cette loi sera nécessairement aussi la loi applicable à la concession de l'action directe ».

Elle n'est pas facile à résoudre. Certes, on est d'accord pour appliquer au privilège grevant un bien corporel la *lex rei sitæ*¹. C'est cette loi qui « détermine quels sont les droits réels, comment ils naissent, se publient, s'éteignent, les effets qu'ils produisent (droit de préférence et droit de suite)² ».

Mais on manque déjà de repères lorsqu'il s'agit de fixer la loi applicable à certains meubles comme les navires, les aéronefs, etc... La *lex rei sitæ* varierait à chaque passage d'un pays dans l'autre³. L'utilisation de la loi du pavillon ne va pas non plus sans difficultés, puisqu'il est pratiquement impossible de concilier les dispositions de cette loi avec celles de la procédure d'exécution qui constituent les

1. *Revue de droit international privé*, 1931, p. 294, note de M. le Professeur Niboyet.

2. Niboyet, *op. cit.*, n° 506.

3. *Ibid.*, p. 645. *Répertoire de droit international*, v° meubles corporels et v° créance (cession de), n° 2°.

règles en vigueur dans le port où la poursuite est réalisée. On retrouve ici sur le plan du droit maritime international cette identité foncière entre le privilège et la règle de procédure, identité que nous avons eu l'occasion de souligner à propos des théories de l'action directe¹. Et on ne manquera pas de noter que la pratique a sanctionné à ce point cette idée qu'« actuellement dans beaucoup de pays on suit en cette matière la *lex fori*, parce qu'on rattache les privilèges aux règles de procédure² ».

On en est ainsi déjà à diviser les lois applicables lorsqu'il s'agit de meubles corporels. Comment résoudre ce problème, plus difficile encore, de la loi applicable à un privilège grevant un meuble incorporel, la créance de l'assuré contre l'assurance?

M. le professeur Niboyet³ déduit la loi applicable de l'analyse suivante : « En fait, cette créance n'est située nulle part, en raison de ce qu'un bien incorporel ne peut pas, en général, avoir de situation (sauf évidemment un fonds de commerce, un office). Mais il ne faut pas moins déterminer un lieu où pourra se dérouler la procédure d'exécution et qui sera destiné à jouer le rôle imparti à la *lex rei sitæ* pour les biens corporels. Pour cela, il n'est pas d'autre solution que de s'en prendre à l'élément patrimonial où il est possible de le saisir. Or, à défaut de situation matérielle, c'est là où on pourra se l'*approprier*. Pratiquement,

1. Cf. *supra*, p. 68.

2. Cf. Niboyet, *op. cit.*, n° 251.

3. Note à la *Revue de Droit international privé*, citée *supra*.

c'est à la caisse de l'assureur. On ne peut guère songer à suivre une autre loi que celle-ci puisque si on peut saisir sous forme de saisie-arrêt bien entendu, l'interdiction ne peut être faite que là où le paiement est susceptible d'intervenir. On ferme un robinet pour que le liquide ne s'échappe pas, on tourne un commutateur pour fermer le courant. On empêche l'argent de sortir de la caisse, en mettant, juridiquement parlant, un verrou au guichet. Et dès lors, c'est la loi du lieu du paiement (*lêx loci solutionis*) qui nous semble compétente, sauf à la déterminer dans chaque cas d'une manière concrète. Nous ne dirons pas que c'est toujours le domicile du débiteur. Cela dépend. Ce sera parfois le cas, mais pas nécessairement. Pour une grande société, le lieu de paiement sera soit celui de son siège, soit de telle autre de ses caisses qui avait été déterminée au contrat. »

La *lex loci solutionis* intervient donc pour des raisons pratiques analogues à celles qui conduisent à choisir la *lex fori* dans l'espèce de droit maritime citée ci-dessus. Le privilège n'est qu'une voie d'exécution à l'état virtuel; quand il se réalise il prend la forme du moyen de procédure. On se heurte donc à une difficulté impossible à résoudre si l'on veut coïncider par exemple, un privilège régi par la loi française avec une voie de procédure allemande. Il faut donc soumettre ce privilège à la loi du lieu où il est susceptible d'être utilisé.

M. le professeur Bartin¹ insiste sur la nécessité d'assurer

1. Bartin, *Principes de droit international privé*, p. 180.

la sécurité des transactions en recourant à un système juridique qui « permette aux intéressés, à l'acquéreur ou au créancier hypothécaire de connaître facilement et sûrement cette loi dont les dispositions contiennent tous les renseignements dont ils ont besoin sur la réalité du droit réel qu'ils se proposent d'acquérir. Et rien ne vaut à cet égard la désignation qui résulte du fait matériel et physique de la situation de l'immeuble... la même argumentation vaut à peu de chose près pour les meubles dont la situation physique dans l'espace est également le signe matériel de la loi qui fixe pour eux le régime de la propriété »,

« J'écarterai, ajoute-t-il, de même une autre difficulté plus grave, que soulève, en matières de meubles, la formule proposée : le signe matériel auquel la sécurité des tiers nous invite à recourir pour fixer la loi dont dépend le régime de la propriété des immeubles ou même des meubles corporels, va nous faire entièrement défaut pour les meubles incorporels. Par définition même, ils n'occupent aucun lieu dans l'espace, et pourtant la sécurité des tiers qui se proposent de traiter sur eux n'exige pas moins, pour la solution des difficultés qui dépendent du régime de la propriété de ces meubles, un signe certain, auquel ces tiers puissent reconnaître la loi applicable. Cette situation quelque embarrassante qu'elle paraisse, n'est pas de nature à entraîner le rejet de la formule proposée. On montrera, en effet, plus loin, en reprenant l'étude du régime de la propriété, que si la localisation physique des meubles de ce

genre est impossible, on peut substituer à cette localisation physique une localisation fictive, résultant de l'analyse de ce droit mobilier dans le droit interne français, qui peut rendre aux tiers, en matière de régime de la propriété, dans le droit international privé français, les mêmes services que nous avons demandés, tout à l'heure pour les immeubles et pour les meubles corporels, au fait matériel de leur localisation physique dans un Etat déterminé pour les soumettre à la loi de cet Etat. »

« Ce lieu, dit M. le professeur Bertin dans la consultation évoquée plus haut, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, c'est le domicile du débiteur; le domicile du débiteur, c'est le lieu de la situation *fictive* de la créance. Il correspond, autant qu'il est possible, vu l'immatérialité du meuble, aux conditions que remplit le lieu de la situation réelle pour les immeubles et pour les meubles corporels; il présente pour les tiers qui se proposeraient de traiter sur lui, les mêmes avantages. »

On doit ajouter que l'opinion de la doctrine, ci-dessus rapportée, se trouve encore consacrée par certains textes de lois et par la jurisprudence. Le fait que ces dispositions et ces décisions ont été promulguées et rendues à propos de questions ficales, ne doit pas les faire écarter. Le droit fiscal — exactement comme le droit international privé — a besoin de repères matériels précis par lesquels il puisse fixer exactement la situation des biens et, en conséquence, les soumettre à l'impôt.

C'est pour cette raison que la loi du 30 septembre 1903¹ assujettit aux droits de mutation par décès le montant d'une assurance-vie contractée par un étranger auprès d'une compagnie française, même lorsque cet étranger n'était pas domicilié en France de son vivant. La créance, bien corporelle, est réputée être fixée au domicile du débiteur. Cette solution était admise longtemps avant la loi par la jurisprudence pour toutes les créances sur débiteurs situées en France, dues à des étrangers même non domiciliés². Les héritiers d'un étranger qui n'avait même pas de résidence en France, sont ainsi tenus de l'impôt sur les biens incorporels dont l'assiette fictive (domicile du débiteur) est en France.

La jurisprudence purement civile a d'ailleurs eu également l'occasion de se référer au domicile du débiteur pour y fixer le siège fictif des créances, et cela, dans les matières touchant la saisie-arrêt ou la cession de créance³.

Enfin, quoique cette remarque n'ait qu'un intérêt documentaire puisque nous n'avons à tenir compte que du système français de droit international, notons que le Code civil allemand a adopté le même critérium de localisation dans son paragraphe 2369.

1. Sumien, *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*, 2^e éd p. 322 et 323.

2. Cf. Av. Cons. d'Etat (1^{er} février 1829), Adm. Enregistrement 1282, § 6 et jurisprudence abondante au D. A., v^o Enregistrement, n^o 1750 et 1752.

Cf. également, Cass. 13 juillet 1869 (D. P. 70.1.30) formulant le principe d'« une créance due en France y a une situation fictive et y est passible des droits de mutation par décès ».

3. Cf. Paris, 16 février 1910, Clunet 1913, p. 555 et jurisprudence citée au Niboyet, *op. cit.*, n^o 703 et discussion alinéa 702. *Répertoire de droit international*, v^o Créance (cession de), n^o 29 et suiv.

Ainsi, la théorie dont nous avons présentement suivi les enseignements a le mérite d'aboutir à des conclusions formelles. C'est la loi applicable à la créance de l'assuré sur l'assurance qui régira le privilège accordé à un tiers sur cette créance considérée comme un bien incorporel. Pratiquement, la conception de l'action directe dépendra donc de la loi en vigueur au domicile du débiteur — ici l'assurance. Selon que la Compagnie sera domiciliée ou non dans un pays dont la législation rend possible l'action directe, cette dernière sera ou ne sera pas accordée à la victime.

Comme nous aurons l'occasion de le constater en examinant la jurisprudence, les tribunaux ayant admis cette analyse ont été logiquement amenés à refuser l'action directe contre une compagnie d'assurance domiciliée en Angleterre, en déclarant, à tort ou à raison, que la loi anglaise ne la permettait pas¹.

*
* *

En terminant cette revue des conséquences en droit international privé des différentes théories de l'action directe, rappelons pour mémoire le système qui ferait de la loi de 1913 une conséquence du principe de la responsabilité civile. On sait que cette thèse est contraire à toute

¹ Il semble résulter du *The Third Parties Act* (Droit contre les assurances 1930.20.31, Georges V. chap. 25) que le droit de recours contre la compagnie d'assurance, qui appartient en général à l'assuré seul, ne peut revenir à une tierce personne (victime) que dans le cas où l'assuré devient insolvable, avant ou après la réalisation du risque. Une tierce partie blessée n'a donc d'action directe contre l'assurance que si l'assuré a fait faillite ou obtient un concordat.

la jurisprudence qui refuse de voir dans l'assurance le civilement responsable et que la Cour de cassation l'a rejetée expressément en cassant un arrêt de Lyon qui s'en était inspiré¹.

Cette position très nette de la jurisprudence donne un renseignement précieux sur la nature de la loi de 1913 : elle ne ressort pas des dispositions sur la responsabilité civile, et on ne saurait donc, en droit international privé, tirer argument du caractère d'« ordre public » que l'on reconnaît en général à la législation concernant la réparation des délits.

Or, cette objection de l'« ordre public » s'est présentée tout naturellement devant les tribunaux. Certains, nous le verrons, se sont inclinés devant elle.

Avant de passer à l'étude du conflit de juridiction, il paraît donc prudent d'en examiner la valeur dans notre espèce.

C. Du rôle éventuel de la notion d'ordre public dans le problème de l'action directe.

On connaît l'importance revêtue, en droit international privé, par la notion d'ordre public et l'impossibilité à peu près absolue d'en fixer avec précision la portée et l'étendue. Nous n'avons pas à revenir ici sur les études classiques auxquelles elle a donné lieu²; rappelons seulement

1. Cf. *supra*, Cass, 6 juin 1932.

2. Niboyet, *op. cit.*, nos 429 et suiv. Bartin, *Principe de droit international privé*, p. 239 et suiv. *Répertoire de Droit intern. privé*, v° Ordre public.

qu'elle apparaît toujours comme quelque chose d'irréductible, d'insaisissable pour l'analyse rationnelle et qu'elle interrompt d'une façon autoritaire et arbitraire le jeu normal des règles de droit international privé. On peut proposer des hypothèses qui font apparaître la nature de la tendance à laquelle correspond l'idée d'ordre public : ainsi peut-on noter que celle-ci est l'expression du défaut de communauté juridique entre les nations, de l'absence d'un minimum d'équivalence entre législations, ou encore qu'elle signifie les limites que la souveraineté nationale oppose à l'application de la loi étrangère. Mais aucun critérium ne permettra de fixer la disparité des législations ou le niveau du minimum d'équivalence, de tracer les limites de la tolérance d'une souveraineté à l'admission des lois étrangères. Nous nous trouvons en présence d'éléments sociologiques et psychologiques appartenant uniquement au domaine de la qualité et qui rendent inutiles toutes tentatives de mesure. L'impossibilité d'analyser et de définir, l'incohérence apparente des manifestations de l'« ordre public » est le signe évident que l'on touche aux conditions mêmes de la vie des sociétés. Comme en biologie, on doit se borner à constater sans chercher à expliquer.

Comment donc savoir si les tribunaux qui ont appliqué à l'action directe la notion d'ordre public (et nous verrons qu'ils sont relativement nombreux) ont eu tort ou raison ?

Il semble ici encore que les principes d'une réponse soient inclus dans la thèse que l'on adoptera pour expliquer l'action directe. Si l'on admet la doctrine qui, rappro-

chant l'action de 1913 de l'action oblique, y voit un effet de l'obligation liant la victime et l'assuré, et ayant ainsi le délit pour origine, il sera difficile de ne pas prendre la notion d'ordre public en considération. On se trouve en effet en présence de la législation relative à la sécurité des personnes, législation d'ordre public au premier chef, d'après Pillet¹. De plus, la notion de délit civil est une des conceptions juridiques qui varie le plus en fonction du lieu et du temps; caractère nécessaire, sinon suffisant, de la loi d'ordre public.

Si au contraire, on se range à la thèse ramenant l'action directe à l'expression d'un privilège, on doit écarter l'intervention de l'ordre public. Ici, nous sommes uniquement dans le domaine de la sûreté réelle affectée à une créance dont nous n'avons pas à vérifier l'origine, conventionnelle ou délictuelle. On ne saisit pas bien comment la loi française pourrait — même si elle le voulait — créer au nom de l'ordre public un privilège sur un meuble qui, en raison même de sa situation, échappe à son empire.

Enfin, une objection se présente à l'esprit qui pourrait permettre de discuter le caractère d'ordre public à la loi de 1913, et ce, quelle que soit la théorie interprétative adoptée. N'oublions pas que la raison initiale de la présence d'une compagnie d'assurance au litige est le contrat conclu par l'auteur de l'accident, de son plein gré. Aucune disposition légale ne lui faisait un devoir de s'assurer.

1. *Traité pratique de droit international privé*, t. I, n° 37.

Pour tenir compte de ce fait on est bien obligé d'admettre que la qualité « délictuelle » de l'action intentée par la victime à l'égard de l'assurance est assez discutable¹. On dissocie aussi dans la première thèse l'action de la notion de délit et partant de celle d'ordre public qui adhère à cette dernière. Dans le second système (mise en œuvre d'un privilège) on rencontre un argument de plus : c'est bénévolement, contractuellement, que l'assuré assortit d'une sûreté réelle la créance éventuelle dont il peut être un jour débiteur. Comment prétendre alors que ce privilège est exigé par l'ordre public?

1. Cf. Cass, 6 juin 1932, *supra*, p. 49.

CHAPITRE II

CONFLIT DE JURIDICTIONS. LES SOLUTIONS THEORIQUES DU PROBLEME DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE.

Supposons toujours que les données du problème sont identiques à celles dont l'hypothèse était émise au début de l'étude sur le conflit de loi¹. La compagnie d'assurance étrangère ne possède pas en France de filiale; elle est sans domicile de droit ni succursale de fait sur notre territoire².

Théoriquement, selon que l'on se ralliera à l'un ou l'autre des systèmes juridiques développés plus haut, on conclura à la recevabilité ou à l'irrecevabilité de l'action. Mais de plus, en adoptant un parti sur le plan du conflit de loi, on sera, *ipso facto*, amené par voie de conséquence à choisir une solution déterminée à la question de compétence. Pratiquement, les résultats de ces déductions devront être corrigés en considération des textes particuliers fixant la compétence en matière d'assurance.

1. Cf. *supra*, p. 75.

2. Nous verrons dans l'examen des décisions comment différents arrêts ont tiré de situations à peu près analogues des conséquences opposées quant à l'appréciation de fait du domicile de l'assurance en France.

Développons donc tout d'abord le contenu logique des principes, quitte à envisager ensuite les conséquences des textes particuliers.

On sait que les règles de compétence en matière de droit international privé se placent, chez nous, sous deux rubriques bien déterminées. D'un côté se rangent les cas où la compétence des tribunaux dépend de la nature du litige, (abstraction faite de la nationalité et de la qualité des plaideurs). De l'autre se trouvent les cas où la question de compétence est résolue par la nationalité française ou étrangère des plaideurs (abstraction faite de la nature du litige¹).

Examinons successivement à la lumière de ces deux séries de règles la situation particulière de l'action directe, issue de la loi de 1913.

*
* *

a) Tout d'abord quelle peut être dans les cas d'exercice de l'action directe l'influence de la nature du litige sur la compétence?

La nature du litige dépend elle-même des caractères juridiques de l'action utilisée en justice. Or on variera d'opinion sur la nature de l'action directe suivant le mode d'analyse choisi.

Admettons tout d'abord les systèmes qui voient dans

1: Cf. Niboyet, *op. cit.*, nos 746 et suiv. *Répertoire de droit international privé*, v° Compétence.

l'action de 1913 l'exercice d'un droit attaché à une obligation personnelle¹.

Par hypothèse, la victime utilise l'action de l'assuré en vertu du principe inclus dans l'article 1166 Code civil. Entre les mains de celle-ci l'action, intentée en raison et à l'occasion du délit, devient une action personnelle délictuelle.

La compétence du tribunal français du lieu de l'accident sera donc certaine par application de la loi du 26 novembre 1923 (art. 59 C. P. C. nouveau) qui précise que « la demande en réparation du dommage causé par un délit, une contravention ou un quasi-délit pourra être portée devant le juge du lieu où le fait dommageable s'est produit. »

Si par contre on fait sien le système de la stipulation pour autrui, on sera conduit à des conséquences différentes. L'action de la victime étant née du contrat de stipulation pour autrui² est une action personnelle ordinaire. Elle devra donc en principe être déférée au tribunal du défendeur (art. 59 C. P. C.) sous la double réserve suivante : pourront entrer en jeu les règles de compétence fixées par la nationalité du plaideur³ — ou bien la défenderesse, compagnie d'assurance — sera commerciale (ce qui est évidemment à peu près la règle). La victime pourra l'attraire devant le tribunal consulaire et elle aura à sa dis-

1. Cf. *supra*, p. 81 et suiv.

2. *Supra*, p. 84.

3. *Infra*, p. 103 et suiv.

position les différentes juridictions admises par l'article 420 du Code de procédure civile. On sait en effet que la jurisprudence considère que les règles de compétence *ratione personæ* élaborées par le droit interne conviennent également à la détermination de la compétence générale¹.

Que devient la compétence — eu égard à la nature du litige — dans la théorie fondée sur l'idée de « privilège » ?

L'action directe est ici la mise en œuvre du privilège, elle est de nature juridique analogue à l'action du créancier gagiste. La victime se trouve véritablement avoir un droit réel sur la créance contre l'assurance existant dans le patrimoine de l'assuré. La compétence législative — qui est, on l'a vu, celle de la *lex rei sitæ* — entraîne la compétence judiciaire puisque nous sommes en présence d'une action réelle mobilière². En bonne logique, les tribunaux saisis d'une action directe intentée contre la compagnie étrangère devraient se déclarer incompétents s'ils admettent la thèse du privilège³.

*
* * *

b) La compagnie d'assurance étant étrangère, par définition, sa nationalité ne saurait entrer en ligne de compte que dans le cas de traités particuliers, dérogeant à son égard aux principes de la compétence.

1. Niboyet, *op. cit.*, n^{os} 756 et 761.

2. *Ibid.* n^o 759 bis.

3. Et à la vérité il s'agirait d'une incompétence *ratione materiae*, puisqu'on n'imagine guère un tribunal français fixant les modalités de réalisation d'un privilège sur un meuble à l'étranger. Cf. les réflexions ci-dessus sur le rapprochement du privilège et de la voie d'exécution. Il ne semble toutefois pas que les tribunaux aient aperçu cette question préalable.

Si la victime est française elle bénéficiera dans la thèse de l'action personnelle d'une raison supplémentaire pour justifier la compétence des tribunaux français, fondée sur l'article 14 du Code civil. La jurisprudence considère en effet que ce texte s'applique même aux actions délictuelles¹.

On dira que la compétence étant déjà fixée au tribunal du lieu de l'accident, par application de la loi de 1923, la victime ne tirera pas d'avantage de l'article 14 du Code civil. Ce n'est pas tout à fait exact en ce sens que la compétence de la loi de 1923 est facultative et que logiquement la victime pourrait se servir de l'article 14 pour assigner devant le tribunal de son propre domicile².

De plus, étant donné que l'action est née du délit et non du contrat d'assurance, aucune clause d'attribution de compétence figurant dans la police ne pourra être opposée à la victime comme une renonciation au bénéfice de l'article 14. L'article 14 motivera enfin la compétence des tribunaux français dans la théorie de la stipulation pour autrui. L'action de la victime est née du contrat passé — par hypothèse à l'étranger — entre le promettant et le stipulant. Ce sera le cas de l'obligation contractée à l'étranger entre un Français et un étranger, et le Français sera ainsi autorisé à attirer le défendeur devant les tribunaux de son pays.

Par contre, il ne semble pas que l'article 14 suffirait à justifier la compétence des tribunaux français dans la

1. Niboyet, *op. cit.*, n° 778.

2. *Ibid.*, 779 al. B. *Répertoire*, v° Compétence, n° 5 à 149.

théorie du privilège. S'il s'applique aux actions mixtes, il ne saurait en effet être étendu aux actions réelles mobilières.

Si la victime est étrangère, les tribunaux français demeurent compétents dans l'hypothèse où l'action directe est considérée comme une action personnelle née d'un délit¹. On se trouve en effet alors dans le cas prévu par l'une des exceptions classiques au principe d'incompétence des tribunaux français pour litiges entre étrangers¹.

Si l'action directe est identifiée au droit de la stipulation pour autrui, l'incompétence disparaît s'il peut être fait application d'une règle interne de compétence *rationæ personæ* (420 C. P. C. par exemple).

Mais dans la théorie du privilège, la situation demeure la même, que la victime soit française ou étrangère. On n'aperçoit pas de raison de déroger au principe de l'incompétence.

*
* *

c) Dans quelle mesure ces différentes solutions peuvent-elles être modifiées par l'application des règles particulières au contrat d'assurance (lois du 2 janvier 1902 et 13 juillet 1930²).

La loi du 13 juillet 1930, qui a remplacé la loi de 1902 stipule que « toutefois s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature, l'assuré *pourra* assigner l'assu-

1. *Répertoire de Droit international privé*, v° Compétence, n° 236 1er et fur. citée.

2. D. P. 1902.4.26 et D. P. 1931.4.7.

reur devant le tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable ». Ce texte devrait être considéré comme l'application au cas particulier de l'assuré de la loi du 26 novembre 1923 citée plus haut.

C'est une loi de compétence interne mais qui doit être considérée comme un texte de compétence générale, en vertu du système jurisprudentiel qui identifie les règles de compétence spéciale à celles de la compétence générale lorsqu'elles conduisent à la compétence de nos tribunaux.

Quoiqu'elle établisse une faculté pour l'assuré (le texte dit : « pourra ») elle a été, on l'a vu, interprétée par la Cour de cassation comme ayant indirectement des conséquences impératives pour la victime (arrêts du 11 juillet 1932¹). Aux termes de la doctrine de la Cour suprême, la victime ne saurait, en assignant la compagnie d'assurance devant une juridiction autre que celle de l'accident, « soustraire la connaissance d'un litige aux juges que le législateur, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, a spécialement désignés à cet effet... »

Ainsi, dans les cas où la mise en cause de l'assuré serait obligatoire (créance non établie antérieurement) la victime n'aurait plus l'alternative entre différentes juridictions françaises dans les cas où ce choix lui est ouvert. C'est une des conséquences singulières de la théorie de la Cour de cassation et de la restriction considérable qu'elle apporte à l'idée de l'indépendance des deux actions. Elle est sur ce point, on l'a vu, en contradiction avec plusieurs Cours

1. *Supra*, p. 51.

d'appel, et il n'est pas dit, si aucune modification législative n'intervient, qu'elle maintiendra sa doctrine, si jamais elle a l'occasion de statuer toutes Chambres réunies.

Mais à l'exception de ce point particulier, il semble que ni la loi de 1930, ni l'arrêt du 11 juillet 1932 qui l'interprète, puissent justifier une dérogation aux principes de compétence déduits des différentes théories de l'action directe. A supposer même que l'obligation de la mise en cause de l'assuré s'établisse définitivement devant la Cour de cassation lorsque la créance d'accident n'est pas déterminée, il restera toujours les cas d'*action directe pure*, ceux où cette créance est établie, par exemple, par une décision antérieure. L'assuré disparaissant de la scène, la loi de 1930 n'a plus de raison de s'appliquer; celle de 1923 n'est pas, on l'a vu, impérative. Les principes généraux reprennent alors leur empire¹.

1. Pour ne pas dépasser les cadres de cette étude nous n'examinerons pas les conséquences des traités particuliers sur la solution du conflit de juridiction dans les différentes analyses de l'action directe. Mais il est évident que la question se poserait dans des cas particuliers, notamment s'il s'agit d'une assurance Suisse ou Belge non domiciliée en France. Cf. *Répertoire de Droit international privé*, v^o Compétence, n^o 573.

CHAPITRE III

LES QUELQUES CAS DE JURISPRUDENCE

A notre connaissance, il n'existe que huit décisions ayant eu l'occasion de statuer sur le problème de l'action directe à l'égard de la Compagnie étrangère : un arrêt de Rouen du 8 janvier 1930¹, — un jugement du Tribunal de la Seine 1931² déféré à la Cour d'appel et actuellement au rôle de cette dernière, — un jugement du Tribunal de Chinon³ du 27 juillet 1931 et sur appel, un arrêt de la Cour d'Orléans du 28 décembre 1932⁴ — un arrêt de la Cour de Nîmes du 23 novembre 1931⁵ enfin une décision du Trib. civil de Vienne⁶ et un jugement du Tribunal de Melun⁷.

Examinons-les successivement en tenant compte des analyses doctrinales précédemment rappelées.

a) L'arrêt de Rouen (8 janvier 1930) est le premier en date et le plus complet. Il est intervenu après plaidoirie

1. Sirey 1930.2.167; D. P. 1930.2.85. Aucun pourvoi en Cassation n'a été formé contre cet arrêt.

2. *Rev. gén. des ass. terrestres* 1932.

3. *Rev. de dr. int. privé*, 1931, p. 669 et note de M. le Prof. Niboyet et Sirey 1932.2.153 et note de M. Guyot.

4. Cet arrêt est encore inédit à l'heure où paraissent ces lignes. Le texte en est d'ailleurs reproduit plus loin, *in extenso*.

5. D. H. 1932, p. 79.

6. T. civ. Vienne 29 juin 1929 (Rec. pér. ass. 1931, p. 442).

7. T. civ. Melun, 3 juillet 1931 (Rec. pér. ass. 1932, p. 38).

d'un excellent avocat spécialiste de questions d'assurance, M^e Levacon, plaidoirie appuyée sur la magistrale consultation de M. le Professeur Bartin, dont nous avons eu l'occasion de parler longuement. Il fait catégoriquement sienne la thèse développée dans cette consultation et s'exprime en ces termes :

« Attendu que Chartier, ayant été victime le 14 juin 1927, entre Pont-de-l'Arche et Rouen, d'un accident causé par la voiture automobile de King, sujet anglais résidant à Paris, a directement assigné, pour s'entendre condamner conjointement avec King, la compagnie d'assurances anglaises la Motor-Union en tant qu'assureur de King. Attendu que l'action directe intentée par Chartier contre la Motor-Union est celle qui dérive du privilège de la loi du 28 mai 1913, complétant l'art. 2102 du Code civil, a institué au profit du tiers victime d'un accident sur l'indemnité d'assurance dont l'assureur de l'auteur de l'accident serait reconnu débiteur. Attendu que le privilège ainsi créé par la loi de 1913 grève l'indemnité d'assurance d'un droit réel au profit de la victime de l'accident. Attendu qu'il est de principe constant que le statut réel des meubles est régi par la loi de leur situation, par application de l'art. 3 du Code civil; qu'il est également et définitivement admis que, s'il s'agit d'un meuble incorporel, tel qu'une créance, sa situation doit être fictivement fixée au lieu où se trouvait le domicile du débiteur, lors du fait juridique qui a donné naissance à cette créance étant entendu que la *lex rei sitae*, en l'espèce la loi du domicile du débiteur, devrait s'appliquer alors, quelle que soit la nationalité du

propriétaire possesseur ou détenteur de ladite créance. Attendu que le tribunal, en constatant ces principes généraux a cependant considéré qu'ils ne pouvaient être un obstacle à l'emprise du privilège sur l'indemnité éventuellement due par la Motor-Union, motif pris de ce que celle-ci aurait, en fait, un domicile et des biens en France. Mais attendu que s'il appert des documents versés aux débats que la Motor-Union, qui a son siège à Londres possède une succursale à Paris, celle-ci n'a cependant jamais eu ni personnalité juridique, ni autonomie financière, toutes les opérations qu'elle traite étant comme pour les autres succursales de la société centralisées dans un compte unique dressé au siège social à Londres. Attendu que, d'autre part, la police garantissant des risques-accidents de King est du type des polices anglaises émises à Londres et différent de celles que la succursale de Paris est autorisée à émettre pour le compte de la société; que, notamment, elle ne contient pas l'art. 12 de ces dernières, aux termes duquel la compagnie déclare accepter la juridiction française et renoncer à toute faculté d'appel en Angleterre. Attendu que la créance sur l'indemnité d'assurance se trouvant donc située en Angleterre par la fiction de l'application doctrinale de l'art. 3, aussi bien lors de sa création éventuelle par l'émission de la police que lors de sa réalisation effective par suite de l'accident, le meuble incorporel qu'elle constitue échappe à l'empire de la loi française en ce qui concerne les modalités de son statut réel et que, plus particulièrement, les privilèges institués par cette loi ne sauraient

l'atteindre. Attendu que les premiers juges ont — à tort — cru pouvoir éluder ces conséquences en invoquant le paragraphe premier de l'article 3 susdit du Code civil, aux termes duquel les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire français; qu'en effet, la loi de 1913 n'a pas ce caractère d'ordre public; que si elle a eu pour but d'assurer une protection plus efficace aux droits appartenant aux victimes d'accidents, elle n'a trait cependant qu'à des intérêts privés auxquels il n'est pas interdit de renoncer et qui sont d'ailleurs fondés sur un contrat d'assurance resté lui-même, jusqu'à présent, facultatif. Attendu que c'est donc à tort et par une application inexacte à l'espèce actuelle des règles du conflit des lois que les premiers juges ont cru devoir admettre le fondement juridique de l'action directe dirigée par Chartier contre la compagnie d'assurances anglaise la Motor-Union; qu'il échet conséquemment de réformer leur décision, dont ils ont d'ailleurs *méconnu les effets logiques* en mettant la Motor-Union provisoirement hors de cause. Par ces motifs, infirmant le jugement dont est appel, met purement et simplement la Compagnie d'assurances Motor-Union hors de cause; condamne Chartier aux dépens de première instance et d'appel. »

Ainsi le Tribunal de première instance qui voyait sa décision infirmée, n'avait pas soulevé d'objection contre le raisonnement juridique lui-même, mais avait cru pouvoir l'écarter en invoquant l'ordre public. La Cour de Rouen a très sagement montré qu'on ne pouvait pas à la fois adop-

ter une thèse rattachant l'action directe au droit des obligations et invoquer l'ordre public ; que s'agissant d'un litige se rapportant purement et simplement au droit des conventions privées, ce litige demeurerait, comme nous l'avons toujours pensé, en dehors de l'ordre public. Pour pouvoir parler d'ordre public, il faudrait considérer l'action directe comme une conséquence de l'article 1382. Cela, nous l'avons dit, ne semble plus possible après l'arrêt de cassation du 6 juin 1932 auquel la Cour de Rouen semble avoir donné une heureuse préface.

b) Le jugement du Tribunal de la Seine du 2 juillet 1931 rendu comme l'arrêt de Rouen, en faveur de la « Motor-Union » a été manifestement inspiré par la première décision dont il reprend presque le texte :

« Attendu qu'il est constant et non dénié que le 19 mai 1925, la D^{lle} Mills, domiciliée à l'étranger, a contracté à Londres avec la Motor-Union une assurance accidents police 150403 unilatérale du type anglais, ne contenant pas l'article 12 inséré dans les contrats passés en France aux termes duquel pour leur exécution la Compagnie accepte la juridiction française. Attendu qu'il appert des documents versés aux débats que la Motor-Union a son siège à Londres, 10 St-James Street, qu'elle possède une succursale à Paris, mais que cette succursale n'a ni personnalité juridique ni autonomie financière, toutes les opérations par elle traitées étant comme pour les autres succursales de la Société centralisées dans un compte unique dressé au siège social à Londres. Attendu, ces faits exposés, qu'il

échet de rechercher si le contrat d'assurance dont s'agit, souscrit à Londres par une étrangère avec une compagnie anglaise, est régi par la loi française et soumis à son impé-rium. Attendu que le privilège institué par la loi de 1913 qui est à la base du litige présente un caractère mobilier; qu'il porte sur un meuble incorporel, la somme due par l'assureur; qu'il grève l'indemnité d'assurance d'un droit réel au profit de la victime de l'accident. Attendu qu'il est de principe certain que le statut réel des meubles est régi par la loi de leur situation; que s'il s'agit d'une créance, la situation de celle-ci doit être fixée au lieu où se trouvait le domicile du débiteur lors du fait juridique qui a donné naissance à cette créance, la loi de ce domicile devant s'appliquer quelle que soit la nationalité du propriétaire possesseur ou détenteur de la créance. Attendu que de ce qui précède, il ressort nettement que Londres étant tout à la fois le lieu de la passation du contrat et le domicile de la débitrice, la législation anglaise est applicable en l'espèce, que cette législation n'édicte en faveur de l'accidenté aucun privilège sur l'indemnité due à l'assuré, l'action de Gaud ne saurait à ce premier point de vue être accueillie. Mais attendu que le demandeur soutient en dernière analyse que la loi de 1913 est une loi de police et de sûreté obligeant tous ceux qui habitent le territoire, aux termes de l'article 3 du Code civil. Attendu que cette prétention est inexacte, que ladite loi a en vue exclusivement des intérêts privés, qu'elle crée seulement un huitième privilège analogue aux sept précédents, lesquels ne sont pas d'ordre

public; qu'elle a eu pour but de donner à la victime d'un accident une garantie effective; que ce n'est pas l'accident mais le contrat d'assurance qui crée le droit de celle-ci; que les parties peuvent renoncer à cette garantie; que l'assurance est facultative et la mise en cause de l'assureur non obligatoire; qu'à tous égard les textes sus-visés ne peuvent être considérés comme présentant un intérêt social. Attendu, par suite, que la *lex loci contractus* reste seule applicable au procès actuel et que la demande est par suite irrecevable. Attendu qu'il n'y a pas lieu de faire droit comme injustifiée à la demande reconventionnelle en dommages-intérêts de la Motor Union, déclare irrecevable la demande, la rejette. Déboute Gaud de toutes ses fins et conclusions. »

Les deux décisions ci-dessus ont donc adopté nettement la thèse qui analyse l'action en partant de l'idée de privilège, et en ont déduit les conséquences en respectant scrupuleusement les principes juridiques. Le droit conféré à la victime par la loi de 1913 constitue un privilège « à caractère mobilier » grevant un meuble incorporel qui est la créance de l'assuré contre l'assurance. La *lex rei sitae*, déterminée en espèce par le lieu du domicile de l'assurance débitrice, régit ce privilège. Par hypothèse, cette loi ne connaît pas de privilège frappant l'indemnité d'assurance; celui-ci doit donc être écartée; autrement dit, l'action directe est irrecevable. Rien n'est plus clair.

Une remarque doit pourtant être faite sur la façon dont les deux juridictions ont apprécié une situation de fait

qui commande la solution juridique; à savoir, la détermination du domicile de la Compagnie d'assurance.

Pour déclarer que celle-ci était sans siège en France, la Cour de Rouen et le Tribunal de la Seine ont relevé les points suivants : la « succursale » en France n'est à la vérité qu'un bureau « sans autonomie financière » et « sans personnalité juridique ». Les opérations traitées par son intermédiaire sont comptabilisées directement et seulement à Londres. La police, du type anglais, est signée à Londres dans la forme locale.

En fait, on se trouvait en présence des modalités habituelles aux assurances anglaises, et notamment aux groupes de Lloyd's. Celles-ci ont à Paris une sorte d'agence de courtage qui recueille simplement l'adhésion du client sur une formule de proposition libellée au nom et à l'adresse de la compagnie. La prime est transmise directement en Angleterre; la police confectionnée au siège, rédigée la plupart du temps en anglais, et datée de Londres, est retournée au client de Paris. Cette façon de procéder est d'ailleurs en fait rendue nécessaire en vertu du système bien connu des « Lloyd's ». Chaque risque est immédiatement divisé entre un grand nombre d'assureurs dont tous les noms figurent sur le contrat. Cette répartition, tenant naturellement compte de la somme des risques provenant des assurances conclues dans le monde entier, ne peut évidemment être réalisée que par l'organisme central.

L'argument fondé sur l'inexistence d'une autonomie financière et l'absence d'une personnalité juridique en

France paraît donc exact. Mais on pourrait se demander s'il en est de même de la remarque relative au lieu de passation du contrat relevé seulement par le Tribunal de la Seine.

La Cour de Rouen ne s'intéressait au texte de la police que pour marquer que celui-ci ne contenait aucune attribution de juridiction en France. Le Tribunal de la Seine a noté en outre que « Londres étant tout à la fois le lieu de la passation du contrat et le domicile de la débitrice, la législation anglaise est applicable. »

Du moment que l'on admettait la thèse du privilège, il suffisait de noter que le domicile de la débitrice était à Londres. La fixation du lieu de passation du contrat n'aurait, on l'a vu, d'intérêt que dans la doctrine inspirée de la stipulation pour autrui. Mais alors, il n'est pas dit que les éléments réunis par le tribunal fussent à établir que le contrat a été passé à Londres. On se trouve, à la vérité, en présence d'un contrat par correspondance¹. Il faut donc, pour déterminer le lieu de passation du contrat et la loi présomptivement choisie par les parties, se rapporter aux règles délicates régissant la matière².

c) La Cour de Nîmes, elle (23 nov. 1931) a retenu l'assurance en cause dans les termes suivants :

«... Attendu enfin, que l'action directe de la loi de 1913 doit être considérée comme intéressant au premier chef

1. *Répertoire de Droit international privé*, v° Assur., n° 17.

2. Planiol et Ripert, *op. cit.*, VI, p. 219, p. 649 et 650.

l'ordre public, qu'elle tend non seulement à garantir à la victime d'un accident la réparation du préjudice subi, mais à assurer à tous la protection de la circulation routière, et par suite la sécurité publique, que tout le mouvement législatif et jurisprudentiel moderne concourt à un même but de sauvegarde de l'intérêt général, que, de là, suivent ces conséquences : 1^o que les clauses de la police ne peuvent faire échec aux droits de la victime contrairement aux motifs des premiers juges ; 2^o que les assureurs de nationalité étrangère sont assujettis aux dispositions de l'art. 2102, paragraphe 8 Code civil considération qui rend sans valeur les précédentes conclusions de l'intimée. Attendu que la demande de Jouve doit être accueillie, le jugement réformé et que la Motor-Union succombant doit être condamnée aux entiers dépens... »

Les magistrats ont été logiques. Ils n'ont pas catégoriquement adopté la conception juridique qui fait de l'action directe une conséquence de l'article 1382 Code civil ; ils ont du moins mis en lumière le lien qui rattache la notion d'action directe à l'idée d'assurance obligatoire¹. Ils avaient dans ces conditions le droit de parler d'ordre public².

d) La situation de fait, telle qu'elle s'est présentée successivement devant le Tribunal de Chinon et la Cour d'Orléans était particulièrement intéressante.

L'auteur de l'accident, fils d'un ministre plénipotentiaire étranger à Paris, était couvert par l'immunité diplo-

1. Cf. *supra*, p. 3 et suiv.

2. Même raisonnement dans le jugement du Tribunal de Vienne du 29 juin 1929 (réf. *supra*).

matique. Les victimes ne l'avaient donc pas mis en cause, ou plutôt s'étaient désistées à son égard. Elles avaient assigné l'assurance seule, en utilisant l'action directe de la loi de 1913.

Le Tribunal de Chinon rendit le 27 juillet 1931 le jugement suivant :

«... Attendu que les défendeurs opposent tout d'abord à l'action un moyen d'irrecevabilité tirée de la nationalité anglaise des co-assureurs et qu'ils sont régis par la loi de la situation du contrat (loi anglaise) par application de l'article 3 du Code civil. Attendu que les époux Changeur exercent contre les assureurs l'action directe prévue par la loi du 28 mai 1913, que l'article 2102, paragraphe 8 dispose « sont privilégiées... les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ». Attendu qu'il est donc certain que la présente action naît de la loi française et non du contrat d'assurance. Attendu que par cette loi et par l'action qui en découle la victime de l'accident a un droit propre sur le montant de l'indemnité d'assurances, qu'aucun paiement ne peut être fait à l'assuré ou à ses créanciers à son détriment. Attendu que l'on peut comparer cette action à celle exercée par la victime d'un accident de travail contre la Compagnie d'assurances qui assure le patron, que celle-ci pour le paiement de la rente est substituée au patron. Attendu qu'il s'agit dans les deux cas d'une créance née de l'accident. Attendu que les deux lois ont le caractère de lois d'ordre public, qu'elles ont pour but un intérêt général, la réparation du préjudice éprouvé par toute per-

sonne du fait d'un accident survenu en France. Attendu que, en matière d'accidents de travail, bien qu'il s'agisse aussi d'une créance mobilière régie par la loi du contrat, l'application de la loi de 1898 n'a jamais été discutée par aucune compagnie d'assurances étrangères. Attendu que la loi de 1913 revêt bien les mêmes caractères, qu'il faut la considérer comme une loi d'ordre public absolu, sans qu'il y ait lieu de distinguer un ordre public interne et un ordre public international; qu'on se trouve en présence d'une loi de police et de sûreté, à laquelle les étrangers doivent obéissance. Attendu que si l'assurance n'est pas encore obligatoire, il n'en résulte pas moins que, si assurance il y a, la loi d'ordre public doit être appliquée. Attendu que le tribunal n'a pas à examiner si la loi anglaise prévoit ou non l'action directe; que sur l'exécution du jugement la question pourra se poser en Angleterre. Attendu en résumé que pour la réparation du quasi-délit, les époux Changeur en se fondant sur l'article 1382 du Code civil peuvent agir en vertu de la loi de 1913, loi d'ordre public général contre les assureurs de Pani; que le moyen d'irrecevabilité doit être rejeté... » « Par ces motifs : Dit et juge que la loi du 28 mai 1913 est une loi d'ordre public applicable aux assureurs étrangers. »

Le premier moyen consistant à rapprocher l'action directe de la loi de 1913 et l'action issue de la loi sur les accidents du travail ne mérite pas d'être retenue. Nous avons montré qu'en ce qui concerne la loi de 1898, il n'existe pas réellement une action directe, distincte de celle qui lie l'ouvrier au patron, mais une seule et même action dirigée

contre la personne juridique confondue du patron et de son assureur. Le second n'est constitué, à la vérité que par une affirmation dénuée de justification : la loi de 1913, dit le tribunal, est une loi « d'ordre public » absolu (?) sans qu'il y ait lieu de distinguer un ordre public « interne » et un ordre public « international ». On demeure perplexe sur la signification de cette distinction bizarre dont l'origine paraît correspondre à une méprise du tribunal à l'égard des notions les plus élémentaires de droit international privé.

La Cour d'Orléans devait, en confirmant le 28 décembre 1932 la décision ci-dessus, rendre un arrêt remarquable qui n'esquivant aucune des conclusions développées par M^e Roger Reau, l'avocat des assureurs, répondait en se plaçant sur leur propre terrain. La décision qui mérite d'être citée *in extenso*, est rapportée en annexe au présent ouvrage¹.

Tout d'abord, on constatera que les juges d'Orléans ont pris soin d'examiner successivement les théories essentielles de l'action directe en tenant à marquer que, quel que soit le système choisi, la recevabilité de l'action était certaine eu égard à des conditions de fait bien déterminées.

Admettons, dit la Cour, que l'action des époux Changeur (les victimes) exprime bien un privilège sur meuble incorporel et qu'ainsi la créance se trouve effectivement « domiciliée » en Angleterre. Il n'en est pas moins vrai que les assureurs² n'indiquent aucun domicile déterminé à l'étran-

1. Cf. *infra*, p. 152 et *siv*.

2. On sait que les polices sont signées par tous les assureurs individuels qui assurent en même temps *pro parte*, un risque déterminé.

ger, mais entretiennent en France au moins deux mandataires. Comme il s'agit en l'espèce d'une police conforme au type bien connu utilisé par les « Lloyd's », tout se passe comme si l'on se trouvait en face d'individus anglais ayant en France un mandataire chargé du règlement des sinistres dont ils assument les risques. La Cour en conclut que le lieu du paiement se trouvant en France, le « meuble incorporel » sur lequel s'exerce le privilège y est domicilié. Il est donc soumis à la loi du lieu, à la loi française¹.

Si l'appréciation des faits est entièrement conforme à la réalité², le raisonnement de la Cour est indiscutable. De toute façon, il semble devoir mettre, sur ce point, l'arrêt à l'abri de la censure de la Cour de cassation.

Mais si la théorie du privilège conduit à déclarer l'action directe recevable, ce n'est pourtant pas sur ce moyen que les magistrats ont entendu s'appuyer. Ainsi, après cette démonstration qui tend à prouver que les défendeurs perdraient leur procès, même si on admettait leur thèse, la Cour développe l'analyse de l'action directe qui lui paraît véritable et en tire les conclusions.

L'action directe dit-elle, ne dérive pas du privilège. La loi de 1913 a institué deux garanties : 1^o le privilège; 2^o l'indisponibilité de l'indemnité entre les mains de l'as-

1. Même raisonnement dans Trib. c. Melun, 3 juillet 1931, *réf. supra*.

2. Il ne semble pas que les constatations de fait relevées sur ce point par la Cour comportent une interprétation tout à fait exacte de la réalité. Les mandataires français des assurances anglaises n'ont souvent aucun pouvoir ni pour signer la police, ni pour payer l'indemnité qui est délivrée en un chèque sur Londres. Ne pourrait-il s'être glissé une confusion qui aurait étendu le sens du mot « règlement de sinistres » (apporter ses soins à la solution du litige) jusqu'à y comprendre un paiement en France vraisemblablement non prévu à l'origine.

surance. C'est de cette dernière que doit être déduite l'action directe; la loi accordant un droit devant automatiquement permettre d'en réclamer le bénéfice. Cette affirmation ne paraît pas pouvoir être acceptée sans réserve; une analyse juridique un peu plus approfondie paraît bien montrer qu'il ne s'agit pas du tout de deux sûretés spécifiquement distinctes, l'inopposabilité constituant une véritable forme du droit de suite¹.

Les considérations sur l'ordre public que l'arrêt reproduit ensuite ne sortent pas des formules déjà relevées par ailleurs. Beaucoup plus intéressante est la doctrine développée ensuite par la Cour, doctrine qui justifie la possibilité de statuer sur le résultat de l'action hors la présence de l'assuré.

On se souvient que la Cour de cassation² a eu l'occasion, au sujet de la compétence, d'apprécier défavorablement la mise en cause de l'assurance par la victime en dehors de la présence de l'assuré.

Le fait que l'auteur de l'accident était couvert par l'immunité diplomatique et que la victime, s'inclinant devant cette considération, s'était désistée à son égard, contraignait la Cour d'Orléans à statuer sur la question de principe dans des conditions particulièrement délicates.

Celle-ci n'a pas hésité à reprendre la théorie souvent admise par la Cour de Paris et concluant à l'indépendance

1. Cf. *supra*, p. 87.

2. Arrêts du 11 juillet 1932, *supra*, p. 49.

3. Par ailleurs ni l'existence ni le montant de la créance d'accident n'avaient été fixés et établis en dehors des débats.

absolue des deux actions, l'une dirigée contre l'assuré, l'autre contre l'assurance : « Il convient d'observer, dit-elle, que la loi du 28 mai 1913, en créant au profit de la victime d'un accident un droit d'exclusivité sur l'indemnité d'assurance a conféré, par voie de conséquence, à ladite victime une action directe contre l'assureur, action dont la victime peut saisir un tribunal autre que celui de l'assuré, action qui est *indépendante* de celle qui peut être intentée contre l'assuré... » Il en résulte que, s'il est exact que la responsabilité de l'assuré doit être établie, rien n'oblige à en rapporter la preuve en présence de cet assuré dont la mise en cause n'est nullement nécessaire.

Ce raisonnement paraît fort clair et dans la logique même de la loi de 1913; c'est pourtant sur ce point que la décision semblerait susceptible d'être cassée, eu égard à la jurisprudence de la Cour suprême rappelée plus haut.

Enfin, la Cour d'Orléans a d'ailleurs cru renforcer une affirmation qui se suffisait à elle-même par un moyen nouveau et tout à fait inattendu. Elle a considéré que la réclamation prévue par l'art. 50 de la loi du 13 juillet 1930¹ constituait la seule condition mise à l'exercice de l'action directe et que cette condition réalisée, il n'y avait plus à se préoccuper de la mise en cause de l'assuré. C'est là, semble-t-il, une interprétation tout à fait arbitraire de la loi

1. Loi du 13 juillet 1930, art. 50 (D. P. 1930.4.1) « Dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers cité. »

de 1930 dont l'article 50 (qui n'a rien à faire avec l'action directe) ne fait que poser les conditions élémentaires de l'intervention de l'assurance en cas de sinistre¹.

1. Voir D. P. *op. cit.*, et Hémard, *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*, II, p. 197.

Rapport Lafarge (annexe n° 3316, *J. O.* du 12 déc. 1926, p. 1159).

CHAPITRE IV

REFLEXIONS EN GUISE DE CONCLUSION

Tel est l'état de la jurisprudence encore peu abondante des tribunaux et des cours ayant statué sur l'action directe de la victime dans les espèces de droit international privé, c'est-à-dire lorsque la compagnie d'assurance est étrangère.

Il est bien évident que cette jurisprudence tient peu compte des décisions de droit interne. Et pourtant, il semble qu'en comparant les secondes à la première, d'utiles conclusions pourraient être déduites.

On ne peut guère — on l'a vu — prétendre déjà tirer de cette jurisprudence de droit interne encore incohérente, des principes certains. Toutefois des résultats semblent déjà acquis, où l'on peut trouver un point de départ et une direction à suivre. Tout d'abord se fait jour, dans la jurisprudence des Cours d'appel, une tendance très nette (contrariée il est vrai par la Cour de cassation) à individualiser chacune des deux actions, celle qui atteint l'auteur du délit, celle qui a l'assurance pour objectif¹. On écarte la

1. *Supra*, p. 44 et suiv.

solidarité entre l'assuré et l'assureur, et on finira peut-être un jour par donner à la victime tous les moyens qui lui sont nécessaires pour mener le débat hors la présence de l'assuré. Par ailleurs, l'inopposabilité à la victime des déchéances postérieures à l'accident est désormais presque de droit.

Il semble qu'en fixant ces deux caractéristiques importantes, la jurisprudence, consciemment ou non, admet l'idée de privilège. En effet, si, théoriquement, rien n'oblige le créancier agissant en vertu de l'article 1166 à mettre en cause son propre débiteur il n'en demeure pas moins qu'il est impossible, en pratique, d'éviter de le faire¹. Le résultat obtenu par application de l'article 1166 sera sans aucune utilité pour le créancier s'il n'est pas opposable au débiteur et il ne pourra l'être que s'il y a chose jugée à l'égard de ce dernier, c'est-à-dire s'il a été présent à l'instance. Au contraire, l'intangibilité des fonds entre les mains de l'assurance, et le privilège accordé à la victime, ont pour conséquence de rendre parfaitement inutile l'existence de la chose jugée à l'égard du débiteur qui est ici l'auteur de l'accident.

La notion de privilège anime donc déjà la première série de décisions judiciaires à laquelle nous faisons allusion. Elle n'est pas non plus étrangère à la seconde.

Qu'est-ce, en effet, que cette fameuse inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, sinon l'expression d'un véritable droit de suite accordé à la victime sur le

1. Planiol et Ripert, *op. cit.*, vol. 7, n° 916.

meuble auquel s'applique son privilège, à savoir la créance de l'assuré contre l'assureur ?

Certes, notre droit paraît ignorer ce droit de suite en matière de sûretés sur meubles. Mais cela résulte de la conception française de la propriété mobilière (art. 2279) bien davantage que de la nature même des privilèges mobiliers. On sait que l'article 2119 Code civil « les meubles n'ont pas de suite par hypothèque » ne concerne nullement les privilèges et ne tranche donc pas du tout la question. Il n'est donc pas absurde de considérer que le droit de suite, en matière mobilière, peut exister quand il est possible d'écarter l'application de l'article 2279. « Le droit de suite inhérent par nature aux privilèges cessera d'être paralysé et pourra s'exercer effectivement toutes les fois que l'article 2279 ne jouera pas, soit parce que le tiers acquéreur n'aura pas été mis en possession réelle, soit parce que sa mauvaise foi sera prouvée...¹ »

Or, l'intangibilité de la somme due par l'assurance entre les mains de cette dernière a précisément pour résultat d'empêcher que puisse intervenir une cession de créance de la part de l'assuré. Aucun tiers ne pourra donc être mis en possession de cette créance, ni *a fortiori* la détenir de bonne foi. L'article 2279 n'ayant pas de raison de jouer, il n'y a aucun inconvénient à laisser libre cours au droit de suite. Voilà pourquoi on peut dire que la jurisprudence de droit interne, en matière d'action directe, sanctionne implicitement l'idée de privilège.

1. Planiol et Ripert, t. XII, n° 234.

Il n'y a donc pas de contradiction entre les *résultats* fixés par la jurisprudence de droit privé interne et le *raisonnement* suivi par les décisions de droit international privé qui ont écarté la recevabilité de l'action à l'égard de la compagnie étrangère en s'appuyant sur l'idée de privilège (théorie de l'arrêt de Rouen du 8 janvier 1930).

On peut, par contre, relever dans les décisions qui ont admis la recevabilité de l'action — en invoquant plus ou moins l'ordre public — (thèse des Trib. de Chinon, de la Cour de Nîmes) non seulement une négation absolue du système du privilège, mais encore une opposition catégorique à l'analyse de l'action directe telle que les premiers éléments en sont fixés par la jurisprudence de droit interne. En effet, à supposer même que l'on puisse admettre que les explications adoptées par certaines décisions demeurent ambiguës et ne sanctionnent pas absolument telle ou telle théorie juridique — action oblique, privilège ou stipulation pour autrui, — on ne saurait toutefois nier que d'une façon ou d'une autre c'est vers le droit des obligations conventionnelles que se tourne la jurisprudence ci-dessus rappelée. On cherchera toujours à interpréter une convention, jamais à appliquer une règle impérative. Bref, l'action directe n'est jamais envisagée comme une conséquence des articles 1382 et suivants sur la responsabilité civile. Davantage cette thèse qui a été expressément soumise à la Cour de cassation a été formellement rejetée par elle¹. L'assu-

1. *Supra*, p. 49 et suiv., note.

reur — a dit la Cour — qui ne saurait être compris parmi les personnes énumérées dans les articles 1382 et 1386 du Code civil, ne peut être recherché en vertu du délit reproché au prévenu, mais seulement à raison des effets d'un contrat civil d'assurance dont l'action échappe à la juridiction répressive. » Ce sont là des motifs qui soulignent l'erreur dans laquelle sont tombés les tribunaux déclarant par exemple que « la présente action (l'action directe) naît de la loi française et non du contrat d'assurance. »

Voilà donc quelques indications qui pourraient être déduites de la comparaison des décisions ayant statué dans l'ordre interne de celles qui sont intervenues en droit international privé. Elles paraissent renforcer la théorie du « privilège » et, partant, la jurisprudence issue de l'arrêt de Rouen.

Mais il serait vain d'en vouloir tirer des conclusions formelles. Trop de caractéristiques essentielles de l'action directe demeurent encore dans l'ombre pour que l'on puisse nettement prendre parti sur la nature juridique de celle-ci, et partant sur les solutions qu'elle implique en droit international privé; ne serait-ce que la question embarrassante de la mise en cause de l'assuré sur laquelle les Cours d'appel (et notamment arrêt Orléans 28 déc. 1932) demeurent encore implicitement en opposition avec la Cour de cassation.

*
* *

Ainsi le problème n'est pas résolu et il n'est pas possible de dégager de la réalité complexe une notion abstraite qui

puisse désormais servir à analyser l'action directe, à conclure logiquement dans chacune des espèces qui se présenteront.

Les applications de l'action directe entraînent des nécessités qu'il n'est pas possible d'inclure entièrement dans un raisonnement juridique. La théorie du « privilège », si ingénieuse qu'elle soit, n'explique pas tout. Elle suppose que la victime connaît au moins dès le début du litige le meuble sur lequel portera son privilège, c'est-à-dire la créance de l'auteur du délit contre l'assurance. Or, aucun texte n'oblige l'assuré à donner le nom de son assurance; rien surtout, dans la loi, ne le contraint expressément à produire la police sans laquelle la victime sera dépourvue des renseignements indispensables. Quelle bizarre situation est donc celle de ce créancier privilégié sur un meuble déterminé auquel manquera tout simplement la connaissance de l'emplacement de ce meuble et de son importance — autrement dit, le nom de la compagnie d'assurance et le montant de la garantie stipulée.

On a vu¹ que certains tribunaux ont d'ores et déjà décidé « que la Compagnie est obligée, de par la loi, de révéler les rapports qui l'unissent à son assuré. » Décision singulièrement motivée mais excellente. Elle ne saurait s'appuyer sur aucun argument « juridique », mais elle répond certainement à la finalité de l'institution.

Nous nous sommes déjà expliqués sur l'importance que

1. *Supra* p. 46.

ce critérium nous semblait revêtir¹. L'action directe de la loi de 1913 se présente comme le moyen pratique d'adapter dans des circonstances déterminées une situation contractuelle (assureur-assuré) à une situation délictuelle (victime-assuré). *Il faut* que cet ajustement se réalise. Tant pis si aucune théorie juridique ne s'y plie, tant pis si la logique en subit quelque atteinte.

Or, les théories issues du droit des obligations permettent-elles cet ajustement dans les espèces de droit international privé ?

Certainement non. Et c'est ce qu'ont très bien senti les tribunaux qui ont accumulé les motifs juridiques douteux pour justifier la solution qui leur semblait s'imposer : la condamnation de la compagnie étrangère. Que l'assurance soit étrangère, c'est là non pas une raison d'écarter l'action directe (le bon sens et l'équité s'y opposent), mais c'est un obstacle supplémentaire à la réalisation de celle-ci. Il n'importe que cet obstacle ait la force d'un argument juridique solide. Une fois de plus, le droit devra plier devant le fait. Il n'est pas douteux que l'ajustement nécessaire sera réalisé dès que les tribunaux renonceront à se préoccuper seulement d'une analyse juridique, ou d'une construction logique abstraite pour garder les yeux fixés sur la finalité de l'institution née de 1913.

1. *Supra*, p. 71 et suiv.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHELEMY

Vu : *Le Président*,
J. P. NIBOYET

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

ANNEXES

I. Consultation donnée par M. Etienne BARTIN, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, dans l'affaire : Motor-Union contre Chartier (publiée avec l'autorisation de M. le professeur Bartin et de la Société Motor-Union).

II. Texté de l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Orléans le 28 décembre 1932 (aff. Hearnreaves et Changeur).

Le soussigné,

Professeur de droit international privé à la Faculté de Droit de Paris, consulté par *The Motor Union Insurance Company Ltd*, sur la recevabilité de l'action directe intentée contre la *Motor Union*, Compagnie anglaise d'assurance, par M. Leroy, victime de l'accident d'automobile survenu le 4 septembre 1924, considère ladite action comme irrecevable pour les raisons ci-après indiquées :

La question est de savoir si l'une quelconque des deux dispositions de la loi du 28 mai 1913, constitutives l'une d'un privilège expressément conféré à la victime d'un accident sur l'indemnité due par l'assureur de la responsabilité de l'auteur de l'accident, l'autre, d'une action directe de la victime contre ledit assureur, tirée, par voie d'interprétation jurisprudentielle, de la défense faite par le texte à l'assureur de payer l'assuré avant que les créanciers privilégiés ne soient désintéressés, s'applique à l'assureur étranger de l'auteur étranger de l'accident, survenu en

France, étant donné d'ailleurs que le contrat d'assurance qui lie l'assureur étranger à l'assuré étranger a été passé à l'étranger.

Il est essentiel de faire remarquer, avant tout, que la question ainsi posée, ne se ramène pas du tout à celle de savoir si la juridiction française, est compétente pour se prononcer sur l'action directe intentée par la victime de l'accident contre l'assureur anglais. La juridiction française est certainement compétente, par application de l'article 14, dont une jurisprudence établie étend la disposition à toutes les actions civiles généralement quelconques intentées par un Français contre un étranger. Tout cela, le sousigné est le premier à le reconnaître, la juridiction française est incontestablement compétente et il est bien entendu que sa compétence repose, au regard de la France, comme on vient de le dire, sur l'article 14 du Code civil. L'article 12 des conditions générales de la police, par lequel l'assureur s'engage à accepter, le cas échéant, la compétence des juridictions françaises, ne le liant, de ce chef, que vis-à-vis de l'assuré, avec lequel il a contracté, dans l'hypothèse de l'article des mêmes conditions générales.

Mais, si la compétence de la juridiction française est indiscutée, il ne s'ensuit nullement que l'assureur soit tenu de l'action directe, autrement dit, qu'il soit tenu, envers la victime de l'accident, de l'obligation que l'action directe a pour objet de sanctionner. Cette question n'est plus du tout une question de compétence, c'est la question de savoir si la loi française, dans l'espèce la loi de 1913, est applicable, au fond, à l'assureur étranger d'un assuré étranger, celui-ci étant responsable, au regard de la France, de l'accident par lui causé en France à un Français, ou si, au contraire, cet assureur étranger reste soumis, sous ce point de vue, à la loi anglaise sous l'empire de laquelle il fait, en Angleterre, ses opérations d'assurance. C'est une question de conflit de lois, ce n'est plus une question de compétence, où, si l'on préfère cette terminologie, exactement synonyme, c'est une question de compétence *législative*, ce n'est plus une question de compétence *juridictionnelle*. Tout le monde sait que ce sont-là

les deux questions, radicalement différentes l'une de l'autre, qui font tout le droit international privé, qu'on ne réunit sous cette dénomination commune que parce qu'elles mettent en jeu, l'une et l'autre, en matière de droit privé, dans un pays donné, la France, par exemple, la souveraineté de ce pays, la souveraineté française, par opposition à une souveraineté étrangère, dans l'espèce, la souveraineté anglaise; la première question, en ce qui concerne le pouvoir juridictionnel, et la détermination de sa juridiction compétente, la seconde en ce qui concerne la puissance législative et la détermination de la loi applicable.

L'article 14 est donc ici hors de cause; la juridiction française est compétente, mais le soussigné soutient qu'elle n'est compétente que pour écarter au fond l'action directe dirigée contre l'assureur. C'est ce qu'il s'agit maintenant de démontrer.

L'article 3 du Code civil, qui est le texte fondamental en matière de conflit des lois, ne tranche évidemment pas la question. Il n'est donc possible de la résoudre qu'à condition de faire appel aux principes généraux par lesquels les internationalistes français s'accordent aujourd'hui à compléter les dispositions insuffisantes de l'article 3, soit en ce qui concerne le régime des droits réels qui frappent les meubles incorporels, soit en ce qui concerne la détermination de l'étendue des obligations des débiteurs envers les créanciers de leurs créanciers.

Pour cela, il paraît nécessaire de prendre parti, avant tout, sur le caractère qu'attribue aujourd'hui, dans notre droit civil interne, la jurisprudence de la Cour de cassation, à la double disposition de la loi de 1913 à la double prérogative, sous ce point de vue, de la victime de l'accident.

L'arrêt fondamental de la Chambre civile, en date du 14 juin 1926, fournit sur ce point toutes les précisions désirables (Sirey, 1927.1.24 et la note de Esmein).

1^o Il distingue nettement les deux droits que la loi de 1913 confère à la victime de l'accident, le privilège sur la somme due par l'assureur, et la subordination de la libération de l'assureur au paiement préalable de l'indemnité à la victime ou aux victimes de l'accident.

2^o Il fait sortir du caractère de subordination susvisé l'action directe de la victime contre l'assureur, en permettant à la victime de mettre en cause l'assureur, en même temps que l'assuré, pour fixer contradictoirement entre eux et elle, tant l'existence et le montant de la créance de réparation que le chiffre de l'indemnité due par l'assureur.

3^o Il fonde l'action directe ainsi qualifiée sur l'autorité de la loi, supérieure à la convention des parties, qui interdirait à l'assuré de mettre en cause l'assureur et enfin,

4^o Il rattache expressément l'action directe, par son dernier considérant, à la qualité de créancier privilégié de la victime de l'accident.

L'esprit de cette jurisprudence de la Cour de cassation, dont la solution est la position même de la question de droit international privé qu'elle soulève, dépend, se rattache, étroitement aux précédents législatifs, jurisprudentiels ou doctrinaux dont la loi de 1913 est certainement issue.

Bien avant qu'aucun texte législatif eût consacré pour une hypothèse quelconque et sous une forme quelconque le droit exclusif de la victime d'un quasi-délit civil à la somme due par l'assureur de la responsabilité civile de l'auteur de ce quasi-délit, des jurisconsultes considérables s'étaient efforcés de faire sortir cette solution équitable d'un meilleur aménagement, comme on dit aujourd'hui, des principes traditionnels de la nature des obligations.

M. Labbé, en 1876, soutenait que lorsqu'une personne, à ses dépens, fait naître, ou plutôt contribue à faire naître au profit d'une autre, une créance contre un tiers, soit qu'il s'agisse d'une chose qu'elle a transmise à titre onéreux à cette autre personne, qui l'a elle-même ultérieurement transmise au même titre au tiers sus-visé, soit qu'il s'agisse d'une action qu'elle dirige contre cette autre personne dans des conditions telles que celle-ci puisse agir en conséquence de ladite action contre le tiers sus-visé, la créance née, dans l'un et l'autre cas au profit de cet intermédiaire, à la charge du tiers sus-visé doit être considérée comme affectée, avant tout, au remboursement ou au dédommagement de la personne qui a mis ou contribué à mettre

ainsi dans le patrimoine de l'autre, la valeur à laquelle cette créance correspond. M. Labbé pensait pouvoir traduire cette affectation spéciale par l'établissement d'un privilège proprement dit sur cette créance. L'idée traditionnelle qui subordonne invariablement l'établissement d'un privilège à l'existence d'un texte empêcha seule le succès de cette tentative originale.

L'équité manifeste du résultat que M. Labbé avait espéré pouvoir obtenir par le raisonnement qu'on vient de rappeler pour toutes les hypothèses dans lesquelles la question peut se poser ne fut législativement consacrée, quelques années plus tard, que pour l'une d'elles seulement, pour l'hypothèse de l'assurance incendie du risque locatif et du recours des voisins souscrite par les locataires de l'immeuble, l'article 3 de la loi du 19 février 1889 subordonnant le paiement au locataire de l'indemnité à lui due par l'assureur au désintéressement du propriétaire et du voisin, ou même du tiers subrogé à leurs droits. C'était là, comme l'a très exactement dit M. Planiol (II, n° 1727) non pas précisément un privilège, mais tout au plus l'équivalent pratique d'un privilège, obtenu au moyen d'un texte, par l'établissement d'une double obligation légale, imposée, soit à l'assureur de ne pas payer au préjudice du propriétaire et du voisin, soit à l'assuré de les désintéresser pour pouvoir toucher lui-même. Le texte n'allait pas plus loin : il ne consacrait pas d'action directe au profit du propriétaire et du voisin et la jurisprudence immédiatement postérieure à la loi leur refusait cette action (Paris, 23 mai 1893, D.1895.2.241. Paris, 23 juin 1898, D.1899.2.256. Cass., 5 déc. 1899. D.01.1.437).

La question du droit de préférence des victimes de l'accident restait donc posée sur le terrain de la théorie des obligations et c'est pour cela que toutes les tentatives doctrinales de généralisation de la solution nouvelle aux hypothèses en vue desquelles avait raisonné M. Labbé, et que le texte nouveau ne visait pas, continuèrent à se produire sur le terrain du droit des obligations, soit qu'on proposât d'envisager l'obligation de l'assureur comme une obligation conditionnelle de somme d'argent, de l'assureur

envers l'assuré, la poursuite de l'assuré par la victime étant considérée comme la condition suspensive de l'obligation de l'assureur, soit qu'on proposât d'envisager l'obligation de l'assureur comme une obligation de faire de l'assureur envers la victime, considérée comme le tiers bénéficiaire d'une stipulation pour autrui que l'assuré avait implicitement faite à son profit, en s'assurant lui-même. Dans ces différentes conceptions, dont on ne parle ici que pour dégager, par le contraste, le vrai caractère de la loi de 1913, c'est toujours à l'analyse de l'obligation de l'assureur envers l'assuré qu'on s'attache, pour en faire sortir au profit de la victime de l'accident, un droit de préférence, que la loi seule pourrait transformer en privilège.

Le système de la loi de 1913 se dessine maintenant avec une netteté parfaite. L'innovation capitale de la loi pose en même temps le principe théorique du système, c'est l'établissement d'un privilège, d'un privilège proprement dit, sur une créance, la créance de l'assuré contre l'assureur. Et ce privilège répond, par la place qui lui a été assignée dans l'article 2102, par l'opposition saisissante qu'il y a entre lui et les privilèges mobiliers plus anciens que ce texte consacré à une idée précise qu'on ne doit pas négliger ici.

Tous ces privilèges mobiliers de l'article 2102 quel que soit le principe auquel on les rattache, constitution de gage, droit de rétention, enrichissement du débiteur par la créance privilégiée présentent un caractère commun. Ils ont pour objet de sanctionner plus énergiquement au profit du créancier le droit qui résulte pour lui de ses conventions antérieures avec le débiteur. Le privilège s'appuie sur un contrat dont il augmente les effets et dont il assure l'exécution. Le privilège de la loi de 1913 présente un caractère tout différent. Il n'a pas pour objet d'assurer plus énergiquement l'exécution d'une convention : l'origine du droit du créancier privilégié, n'est pas une convention, mais une cause légale de responsabilité civile. Le privilège qui frappe la créance de l'assuré contre l'assureur n'a d'autre titre à la frapper que la volonté impérative de la loi. Non seulement la loi con-

sacre le privilège, comme il faut que tout privilège soit textuellement consacré, mais elle le consacre sans l'emprunter en quoi que ce soit, aux relations conventionnelles antérieures du créancier privilégié et du propriétaire du meuble incorporel qu'affecte le privilège. Elle crée ce privilège de toutes pièces, par la maîtrise qu'elle a sur ce meuble incorporel et sur celui qui en répond, l'assureur. Dans ce système, par conséquent, le privilège nous apparaît comme une création artificielle de la loi, qui ne se comprend que par l'empire de la loi sur le droit de créance affecté de ce privilège et, plus généralement, sur les relations juridiques de l'assureur et de l'assuré qui lui obéissent l'un et l'autre.

L'action directe se rattache au privilège parce qu'elle est née de lui : elle en est à la fois distincte et dépendante. La loi de 1913 en frappant d'indisponibilité, dans les mains de l'assureur, la somme due à l'assuré, confère au créancier privilégié l'équivalent d'un droit de suite sur le meuble incorporel affecté du privilège. Les privilèges mobiliers ne comportent pas, en général, le droit de suite (Planiol II, n° 2584). La loi de 1913 remplace le droit de suite par l'intangibilité de la créance de l'assuré au préjudice de la victime et la jurisprudence n'a fait qu'obéir à l'esprit de cette innovation et en matérialiser les conséquences, lorsqu'elle a sanctionné la solution si hardie, de l'inopposabilité à la victime des causes de déchéance dont l'assureur pourrait se prévaloir, aux termes de son contrat, vis-à-vis de l'assuré et par conséquent vis-à-vis de la victime ayant cause de l'assuré tout au moins des causes de déchéances postérieures à l'accident, c'est-à-dire à la naissance de l'obligation de réparation et par conséquent du privilège (voy. sur ce point la note de M. Eismein sous l'arrêt précité du 14 juin 1926). Tout se tient dans cette législation; le privilège, l'indisponibilité de la créance, l'inopposabilité des déchéances postérieures, ne sont que le support et les états de l'action directe, qui ne se concevrait pas sans eux.

II

Le caractère du droit conféré à la victime de l'accident étant ainsi établi en droit interne, l'action directe nous apparaissant comme sa mise en œuvre et la garantie du privilège, dont elle n'est que le complément, la question de droit international privé se pose de la façon suivante : Quelle est la loi applicable au privilège ? Cette loi sera nécessairement aussi la loi applicable à la concession de l'action directe.

Le privilège porte sur la créance de l'assuré contre l'assureur. C'est un privilège mobilier qui affecte un meuble incorporel. L'article 3 du Code civil ne dit rien, ni du régime de la propriété des meubles, ni de la constitution des droits réels en général, tant sur les immeubles que sur les meubles. Mais il n'y a guère de doute, aujourd'hui, pour les internationalistes français sur les solutions qui peuvent légitimement compléter la rédaction insuffisante de l'article 3 sur ce point. L'interprète a, sur ce point, la plus grande liberté (Pillet, *Traité pratique du droit international privé*, I, 701).

La vieille règle *mobilia sequuntur personam*, dont l'application d'ailleurs conduirait ici à appliquer la loi anglaise, autrement dit à écarter le privilège de la loi française de 1913 puisque l'assureur et l'assuré sont anglais l'un et l'autre, n'a rien à faire dans la discussion. La raison est que cette règle a été imaginée et reste faite pour la détermination de la loi applicable aux universalités de meubles, autrement dit et plus précisément, pour la détermination de la loi applicable à la dévolution de la succession mobilière ? C'est, par application de cette règle entendue d'ailleurs dans un sens qu'il est inutile de préciser ici, que la jurisprudence française soumet la dévolution de la succession mobilière à la loi du domicile de droit du défunt (voy. sur tous ces points Pillet, *Traité pratique*, I.694, n° 345).

Comme il s'agit ici d'un meuble isolé, envisagé comme tel, abstraction faite de toute universalité mobilière dont il ferait

partie, la loi applicable est déterminée pour les internationalistes français, par le même procédé auquel on a eu recours pour les immeubles. Le régime de la propriété des immeubles envisagés *ut singuli* (conditions et effets de l'aliénation volontaire et de la prescription acquisitive, modes de constitution et publicité de droits réels et principaux et accessoires) est déterminé par la loi du lieu de la situation de ces immeubles. L'intérêt des tiers qui traitent sur ces immeubles comme acquéreurs ou comme créanciers hypothécaires le veut ainsi. Pareillement, pour les meubles et nous ne raisonnons d'abord que sur les meubles corporels, on s'en tient à la loi du lieu de leur situation, en y ajoutant toutefois cette précision que la possibilité permanente de déplacement des meubles exige et suppose, que la loi du lieu de leur situation, c'est la loi du lieu de leur situation à la date à laquelle est intervenue l'opération juridique sur laquelle on raisonne et dont ils ont été l'objet (aliénation, constitution de gage). L'intérêt de la sécurité des tiers qui traitent sur ces meubles n'étant satisfait que si ces tiers ont la certitude que la détermination du propriétaire du meuble sur lequel ils traitent, dépend de la loi en vigueur au lieu où se trouve le meuble sur lequel ils traitent au moment où ils traitent.

La difficulté est plus grande pour les meubles incorporels, qu'il semble qu'on ne puisse, à cause de leur immatérialité même, rattacher à aucun territoire déterminé et soumettre à ce titre à une loi déterminée. La question est cependant résolue depuis longtemps et d'une façon aussi simple que juste. De quoi s'agit-il en effet, et que cherche-t-on, quand on se demande à quelle loi est soumis le régime de la propriété d'un bien en général? On se préoccupe d'assurer aux tiers qui veulent traiter avec le propriétaire de la chose pris en cette qualité, le bénéfice d'une loi qu'un signe sur lequel ils ne peuvent se tromper, la situation matérielle de cette chose, leur indique, et cette loi les renseignera sans risque d'erreur sur l'état de la propriété, c'est-à-dire sur la détermination du propriétaire, sur la détermination des tiers qui ont déjà traité sur cette chose et qui ont acquis des droits réels

sur elle. Voilà la raison d'être, admise aujourd'hui et reconnue par tout le monde, de l'application de la loi du lieu de la situation réelle au régime de la propriété aussi bien des meubles corporels que des immeubles. Pour les meubles incorporels, par conséquent, le problème se pose de même. Il s'agit de les localiser, eux aussi, de les rattacher à un lieu déterminé, qu'un signe aussi sûr pour eux que la situation matérielle pour les immeubles et pour les meubles corporels, indiquera aux tiers qui voudront traiter sur eux (cession de créance, mise en gage de la créance). Ce lieu, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, c'est le domicile du débiteur, le domicile du débiteur, c'est le lieu de la situation *ficitive* de la créance. Il correspond autant qu'il est possible, vu l'immatérialité du meuble, aux conditions que remplit le lieu de la situation réelle pour les immeubles et pour les meubles corporels, il présente pour les tiers qui se proposeraient de traiter sur lui les mêmes avantages.

Aussi bien, c'est la solution consacrée, en France comme ailleurs, par une jurisprudence établie, tant en matière civile et commerciale en matière de droit privé, qu'en matière fiscale.

C'est en matière fiscale que cette jurisprudence s'est affirmée d'abord, en soumettant au droit de mutation en France la créance comprise dans une succession mobilière à la dévolution de laquelle ne s'appliquait pas la loi française, pour la raison que le débiteur était domicilié en France, et que la créance était réputée à ce titre, située en France (Req. 20 janvier 1858, Sirey 1858.1.310) étant bien entendu, d'ailleurs, que l'appréciation du degré de parenté qui unissait l'héritier au défunt relevait pour le calcul du droit de mutation, de la loi étrangère qui régissait la dévolution de la succession (Civ. 13 juillet 1869; Sirey 1869.1.431). Jurisprudence dégagée de tout reproche de fiscalité abusive puisqu'elle applique les mêmes principes aux créances dont le débiteur est domicilié à l'étranger afin de les soustraire au droit de mutation français, malgré l'existence en France d'une succursale proprement dite de la société débitrice (Trib. de la Seine, 5 juin 1883, Clunet 1886, 600). Solutions d'ensemble si justes, que l'administration de l'enregistrement s'y est théo-

riquement et pratiquement ralliée (solution de la régie, 2 mai 1894, Clunet 1895, 150).

Si nous passons du droit fiscal, qui n'est, de l'avis unanime, qu'une application fiscale de principes du droit civil, aussi bien du droit international privé qu'en droit interne, si nous passons dis-je du droit fiscal au droit civil lui-même, c'est-à-dire aux applications civiles des mêmes principes, nous avons la bonne fortune de relever, sur les trois points sur lesquels peut s'affirmer le caractère de la créance envisagée comme un meuble incorporel susceptible de propriété, à savoir l'exécution forcée, la transmissibilité et les exceptions qui en limitent l'effet, trois décisions semblables, d'une homogénéité parfaite. Le Tribunal de la Seine (24 nov. 1908) et la Cour de Paris après lui (16 février 1910 mêmes parties Clunet 1913, 355), soumettent à la loi du domicile du débiteur les effets de la cession de la créance à l'égard des tiers : la Cour de Paris (24 février 1874, Clunet 1876, 185) limite, par application de la même loi, les effets de la cession, en matière de retrait de droits litigieux ; le Tribunal de la Seine, enfin (10 décembre 1896, Clunet 1897, 343) sanctionne, par application de la même loi, l'exécution forcée sur la créance.

On peut donc affirmer, sans risque d'erreur, que pour la jurisprudence française, le meuble incorporel que la créance constitue à l'égard des tiers, est fictivement localisé, par une série concordante de décisions, au domicile du débiteur. C'est là qu'il faut chercher la loi applicable au régime de la propriété de ce meuble.

La loi applicable au régime de la propriété de ce meuble, c'est-à-dire l'ensemble des règles en vertu desquelles abstraction faite de toute question de capacité personnelle, de toute question d'insuffisance du consentement, de toute prohibition d'opérations juridiques interdites à tout le monde, par la loi normalement compétente à cet effet, des droits réels quelconques peuvent être acquis à des tiers tant vis-à-vis du propriétaire que vis-à-vis des tiers qui auraient traité ou qui traiteraient avec le propriétaire.

Si nous appliquons ces principes, incontestés aujourd'hui à l'examen du caractère international du privilège mobilier de la loi de 1913, la solution ne semble pas faire de doute, sous la condition d'une démonstration qui sera indiquée et qui viendra à son heure.

La créance de l'assuré contre l'assureur se trouve réglée vis-à-vis des tiers qui prétendraient acquérir ou avoir acquis sur elle des droits réels, de quelque nature qu'ils soient, et en ce qui concerne la constitution même de l'établissement de ces droits réels, par la loi du lieu de la situation fictive de cette créance, autrement dit, par la loi du domicile du débiteur, par la loi du domicile de l'assureur. A première vue, cet assureur anglais, cette société anglaise d'assurance, est domiciliée en Angleterre. Le privilège de la loi de 1913, ne saurait donc frapper ce meuble incorporel fictivement situé en Angleterre, la créance de l'assuré contre l'assureur.

Il n'est pas contesté que la *Motor Union* a son siège social en Angleterre, précision qui est indiquée tant par l'en-tête de sa correspondance que par le titre officiel des brochures annuelles qui présentent le compte-rendu des opérations de la Société, et sur lesquelles on reviendra dans un instant.

Il n'est pas contesté non plus que les opérations financières de la *Motor Union* en quelque pays qu'aient été souscrites les polices qui les alimentent, en quelque lieu que ce soient produits les accidents couverts par l'assurance, font l'objet d'un compte rendu unique.

La *Direction pour la France* n'ayant, pas plus que les autres directions établies dans d'autres pays, aucune autonomie financière, de nature à permettre de la considérer comme la débitrice française des indemnités correspondant à des accidents survenus en France, ou garantis par des polices souscrites en France, et il n'est d'ailleurs pas inutile, à cet égard, de faire remarquer, en passant, que la police qui donne lieu au présent procès est une police souscrite en Angleterre.

Nous sommes donc incontestablement en présence d'un débi-

teur anglais domicilié en Angleterre. Un détail de rédaction de la police y ajoute une preuve de plus. L'article 12 des *Conditions générales* dispose en effet que « pour l'exécution de la police, la compagnie accepte la juridiction française, et renonce à toute faculté d'appeler en Angleterre ». Le texte fait visiblement allusion à la disposition bien connue de l'article 14 pour le cas où le demandeur à l'action dirigée contre elle, c'est-à-dire, dans le cas prévu par l'article 2/3 des conditions générales, l'assuré envers lequel elle s'est obligée serait français, la compagnie renonçant par cet article 12 à se prévaloir en Angleterre, où pourrait être demandé l'*exequatur* du jugement rendu contre elle, au profit de l'assuré, en France, sur le fondement de la règle exceptionnelle de compétence de l'article 14 de l'incompétence au regard de l'Angleterre des tribunaux français vis-à-vis d'un débiteur anglais domicilié en Angleterre. Le même article 12 des conditions générales implique, pour le cas où l'assuré serait lui-même étranger et le poursuivrait en France, renonciation de la compagnie, non seulement à invoquer, devant les tribunaux français, dans le cas où l'accident se serait produit à l'étranger, la vieille règle de l'incompétence des tribunaux français entre étrangers, mais encore, à se prévaloir de leur incompétence en Angleterre, dans l'instance en *exequatur* éventuellement dirigée contre elle après sa condamnation en France. Toutes acceptations ou prorogations de juridiction qui ne se comprennent que si on part de l'idée que la compagnie est une compagnie anglaise, domiciliée en Angleterre et qui entend le rester, à tous autres points de vue que l'exercice des actions en justice dirigées contre elle, par ses assurés sur le fondement et dans les termes de la police.

On ne peut même pas relever contre elle, à titre de présomption ou de procédé de *francisation*, si l'on peut ainsi parler, l'obligation à laquelle la loi française la soumet en ce qui concerne la constitution en France des réserves mathématiques. Cette obligation ne la frappe qu'en ce qui concerne les polices d'assurance en matière d'accidents du travail. C'est une obligation limitée à une catégorie très particulière des opérations qu'elle

fait, et dont l'extension hypothétique ne suffirait même pas, à raison du caractère de pure garantie d'une obligation accessoire de ce genre, à entraîner sa francisation.

La *Motor-Union* nous apparaît donc, à tous égards jusqu'à présent, comme un débiteur anglais domicilié en Angleterre. Par la détermination du siège social, par l'unité des opérations financières, par la prorogation de juridiction de l'article 12 des conditions générales, par l'absence, enfin, de toute prise de la loi française sur la garantie du droit des assurés, elle échappe totalement à l'empire de la loi française.

On ne s'arrête pas à une objection que les développements qui précèdent ont déjà rejetés. La *Motor-Union* a une *Direction pour la France* elle a une succursale en France. Il y a donc, pourrait-on dire autant de raison pour localiser en France la créance de l'assuré, qu'il y en a pour la localiser en Angleterre.

On écartera sans peine cette conclusion un peu rapide. Il est incontestable que, si la *Direction pour la France* comportait, sous une forme plus ou moins accentuée, une autonomie financière et que la police sur laquelle nous raisonnons eût été passée en France, la question mériterait au moins d'être discutée. Mais il a déjà été dit, non seulement qu'il s'agit d'une police souscrite en Angleterre mais encore et surtout que l'existence d'une *Direction pour la France* ne porte aucune atteinte à l'unité des opérations financières de la compagnie. Le rôle de la *Direction pour la France* est un rôle de transmission et d'exécution, pour les polices souscrites hors de France. Les directeurs pour la France de *Motor-Union* l'affirment dans une lettre du 10 mars, jointe au dossier en se fondant sur la formule des pouvoirs qui leur ont été conférés par décision du Conseil d'administration en date du 2 septembre 1924, lesquels pouvoirs ont été déposés en l'étude de M^e Legay, notaire à Paris. Les opérations financières auxquelles ils procèdent sont par eux faites en vertu soit d'un mandat de paiement, soit d'un mandat de gestion. C'est au siège de la compagnie que sont faites, s'il y a lieu, les réserves utiles aux règlements non encore effectués en fin d'exercice. Il est difficile

de considérer des pouvoirs aussi limités comme constitutifs d'une succursale dont la personnalité juridique serait suffisamment accusée, pour entraîner la localisation en France même des polices souscrites en France.

III

Ayant ainsi déterminé, conformément à des principes généraux qu'acceptent aujourd'hui tous les internationalistes français, la loi applicable au privilège mobilier de la loi de 1913, il suffirait au soussigné, semble-t-il, d'en tirer cette conséquence, que l'action directe est régie elle-même par la même loi, puisqu'elle n'est, dans notre droit civil interne, qu'un prolongement et une garantie du privilège. Le privilège de la loi de 1913 ne pouvant s'appliquer à un meuble incorporel territorialement rattaché à la souveraineté anglaise, l'action directe ne pourrait pas davantage être exercée en France contre l'assureur anglais. La question, comme on l'a dit, dès le début de ce travail, n'est pas une question de compétence juridictionnelle c'est une question de conflit de lois. Il s'agit non pas de savoir si la juridiction française est compétente, il n'y a là-dessus aucun doute, il s'agit de savoir si la loi française a qualité pour investir la victime de l'accident d'une action directe contre l'assureur, en conséquence de la dette dont il est tenu envers l'assuré, auteur responsable de l'accident. Le tribunal français est juridictionnellement «compétent, mais seulement pour écarter la prétention de la victime, que la loi française de 1913 est législativement incompétente pour établir. Ce sont-là autant de propositions qui résultent nécessairement du caractère et de l'origine de l'action directe dans le droit interne français.

Mais il n'est pas interdit au soussigné, de chercher par une autre voie, indépendante de celle qu'il a suivie en rattachant l'action directe au privilège à démontrer que la loi française n'a pas qualité pour créer cette action directe contre l'assureur anglais.

Il y a dans notre droit civil interne, une action bien connue dont il n'est pas inutile de fixer ici le caractère international pour l'opposer, sous ce point de vue, à l'action directe sur laquelle nous raisonnons.

Il s'agit de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil. Si nous supposons que le débiteur n'est pas régi par la loi française, soit que nous raisonnions sur une obligation conventionnelle née à sa charge d'un contrat dont les parties ont voulu que les effets dépendissent d'une loi étrangère, soit que nous raisonnions sur une obligation légale, délictuelle ou quasi-délictuelle, que nous supposons légitimement fixée par une loi étrangère, si nous supposons que le créancier, dans l'une ou l'autre hypothèse soit français, ce créancier pourra-t-il agir contre les débiteurs de son débiteur, sur le fondement de l'article 1166 ? En sens inverse si nous supposons que ce créancier est un étranger dont la loi personnelle ne connaît pas l'action oblique, alors au contraire que le débiteur soit conventionnellement obligé sous l'empire de la loi française, ou est délictuellement tenu par application de la loi française, l'action oblique de l'article 1166 est-elle possible ?

Il ne semble pas qu'on puisse hésiter beaucoup sur la question. Elle revient à se demander si l'obligation qui pèse sur le débiteur confère au créancier le droit de prendre son lieu et place pour agir contre les tiers. C'est la question de l'étendue de l'obligation, de l'étendue des droits du créancier. Visiblement elle ne peut dépendre que de la loi qui a qualité pour déterminer l'étendue de l'obligation, c'est-à-dire de la loi présomptivement acceptée par les parties dans l'hypothèse d'une obligation conventionnelle et de la loi du lieu où se sont produites les conséquences dommageables du délit civil, dans l'hypothèse d'une obligation délictuelle. Ce sera donc la loi étrangère, malgré la nationalité française du créancier, dans le cas, soit où les parties ont choisi la loi étrangère, soit où le délit civil s'est produit à l'étranger. Ce sera la loi française dans l'hypothèse inverse, malgré la nationalité étrangère du créancier.

Sans qu'on puisse invoquer, à l'appui de la solution qu'on

vient d'indiquer, une jurisprudence concordante, on signalera tout au moins un jugement du Tribunal de Sousse du 10 octobre 1889, Clunet 1892, 223, qui va plus loin encore que ne le propose le soussigné, le créancier dans l'hypothèse de l'article 1166 emprunte si bien la personnalité du débiteur pour agir en ses lieux et place, que son droit de le faire dépend, pour les juges de Sousse non pas même de la loi qui détermine l'étendue de son obligation, c'est-à-dire soit de la loi qu'il est présumé avoir choisi en s'obligeant conventionnellement soit de la loi du lieu où s'est produit le délit civil, dans l'hypothèse d'une obligation délictuelle, mais dans tous les cas, de la loi nationale du débiteur qui n'a pu s'obliger conventionnellement ou être obligé délictuellement quant à cette concession si grave de l'exercice de ses droits par son créancier, que dans la mesure où sa loi nationale, la loi protectrice de sa personnalité le lui permettait. L'emprunt par le créancier de la personnalité du débiteur, c'est le principe commun de la solution du Tribunal de Sousse comme de la solution, plus avantageuse pour le créancier, que le soussigné défendait tout à l'heure. On peut différer d'avis sur les conséquences du principe mais le principe lui-même paraît hors de doute.

Si nous appliquions cette analyse à l'action directe de la loi de 1913, en prenant des deux interprétations auxquelles elle conduit, l'interprétation la plus favorable au créancier, nous disons que, l'accident qui donne naissance à l'action civile en réparation s'étant produit en France, le dommage s'étant produit en France, c'est la loi française qui fixe les droits du créancier, victime de l'accident quelles que soient les dispositions de la loi étrangère dont relèvent l'assuré et l'assureur.

Mais, raisonner ainsi, ce serait méconnaître totalement les rapports de l'action oblique de l'article 1166 et de l'action directe de l'art. 2102 ces rapports qui se résument dans le contraste et même l'opposition tranchée de l'une et de l'autre.

L'action oblique est une dépendance de l'obligation. Elle n'est que l'extension du droit de poursuite du créancier sur le patrimoine entier du débiteur, elle n'est, au fond, que ce droit

de poursuite lui-même. Et la preuve en est qu'elle ne confère au créancier qui l'exerce aucun avantage sur les autres, aucun droit de préférence résultant de son initiative opposée à leur non-chalance.

L'action directe présente des caractères tout différents. Le créancier n'y emprunte pas la personnalité du débiteur pour agir contre tous ceux contre qui son débiteur n'agit pas. Il attaque le débiteur de son débiteur en passant par-dessus la tête de celui-ci. Ce qu'il invoque, c'est un droit propre sur certain bien, un droit propre qui lui a été conféré par la loi qui est le souverain de ce bien.

Si ces observations sont justes, il en résulte que l'action directe ne peut dépendre que de la loi qui a qualité pour grever le droit réel auquel l'action directe correspond, le bien que l'action directe a pour objet. Précisément parce que l'action oblique dépend de la loi qui régit l'obligation, l'action directe ne peut dépendre de la loi qui régit l'obligation. Nous sommes ici à la ligne séparative du droit réel et de l'obligation personnelle.

C'est au fond, pour cette raison de principe, qu'il n'est pas possible de soumettre à la loi française, considérée comme loi du lieu de l'accident, considérée, à ce titre, comme loi génératrice de l'obligation de réparation, les relations de la victime et de l'assureur de l'auteur responsable de l'accident. Encore une fois, cela se comprendrait s'il s'agissait de l'action oblique, où l'on suppose que le créancier (dans l'espèce, la victime) tient de la loi qui fait naître la créance le droit d'emprunter la personnalité du débiteur (dans l'espèce, l'auteur de l'accident) pour agir contre le débiteur de ce débiteur (dans l'espèce, l'assureur). Mais cela ne se comprend plus du tout, quand on raisonne sur une action qui suppose l'existence d'un droit propre du créancier (la victime) contre un tiers (l'assureur) étant donné qu'aucun lien de souveraineté ne rattache cet assureur à la France et à la loi française; que la France et la loi française prétendraient vainement, dès lors, le soumettre à des obligations aussi étrangères à ses engagements propres qu'elles sont exorbitantes de la législation à laquelle il

est personnellement soumis. Le titre que leur fournit le fait que l'accident s'est produit en France ne suffit pas.

C'est ici qu'il faut signaler une analogie saisissante que le soussigné invoquera en terminant. Il l'emprunte à la jurisprudence bien connue de la Cour de cassation sur la réparation civile des accidents du travail, traduisons sur la détermination de la loi applicable à cette responsabilité (Chambres réunies, 26 mai 1921, Sirey 1923. 1.33 et la note de M. le conseiller Sachet).

La victime de l'accident du travail, à qui la sollicitude de la législation contemporaine s'est étendue avec autant de force, au moins et d'esprit de suite, que la loi de 1913 a pu en montrer en faveur des tiers victimes d'un accident quelconque, ne bénéficie dans l'ordre des conflits de lois du système forfaitaire de la loi de 1898 et des lois complémentaires, qu'autant qu'elle peut se prévaloir d'un contrat de travail régi par la loi française. Peu importe le lieu où l'accident s'est produit; ce qui compte, pour la jurisprudence française, c'est l'application de la loi française au contrat de travail à l'exécution duquel se rattache l'accident. Le système forfaitaire de réparation civile de la loi de 1898, imposé par le législateur français, n'est imposé par lui qu'aux contrats régis par la loi française. Il y a là comme le dit la Cour de Paris, dans une formule un peu obscure, mais juste, des conséquences impératives d'un contrat (Paris, 16 mars 1923, Clunet, 1926, 346). Le législateur français ne peut appliquer son impératif qu'aux conséquences des contrats que la volonté des parties a entendu lui soumettre : son impératif appliqué à des opérations qui ne relèvent pas de lui, frapperait si l'on peut ainsi parler, dans le vide.

Revenons maintenant, à la question de la détermination de la loi applicable aux rapports de la victime de l'accident d'automobile et de l'assureur de l'auteur de l'accident. Comprendrait-on, en la rapprochant de la jurisprudence qu'on vient de rappeler, que le législateur français peut étendre l'impératif de la loi de 1913 aux obligations qui résultent, à la charge de l'assureur étranger, d'une police d'assurance souscrite à l'étranger par un

assuré étranger et régie, pour toutes ces raisons conjuguées, par la loi étrangère, alors que l'impératif de la loi de 1898, en matière d'accidents du travail, ne saurait dépasser le cercle des contrats de travail régis par la loi française aux obligations conventionnelles desquelles il vient ajouter par l'effet de la même souveraineté, la souveraineté française, des obligations légale?

Le soussigné conclura donc, de la série de raisons qui viennent se joindre, dans l'ordre du droit des obligations, à la série de celles que le système classique de la détermination de la loi applicable aux droits réels mobiliers lui a fournies, à l'impossibilité pour la victime de l'accident survenu en France, d'agir utilement par voie d'action directe, contre l'assureur étranger de l'auteur étranger de l'accident.

Paris, le 26 mars 1927.

BARTIN.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

AFFAIRE HARGREAVES ET AUTRES c. CHANGEUR

Arrêt du mercredi 28 décembre 1932.

Vu l'appel régulièrement interjeté par Hargreaves et autres du jugement rendu par le Tribunal civil de Chinon le 27 juin 1831 ;

Attendu que le vendredi 13 avril 1928, l'automobile conduite par Changeur et lui appartenant se trouvait sur la route nationale n° 10 entre Sainte-Maure et Tours, se dirigeant vers cette dernière ville lorsqu'elle fut violemment heurtée par la voiture automobile Rolls-Royce conduite par Pani fils du Ministre plénipotentiaire du Mexique à Paris qui venait en sens inverse et lui appartenant ;

Attendu que Changeur et la dame Changeur son épouse, ainsi que leur fils mineur furent plus ou moins grièvement blessés et que leur voiture fut sérieusement endommagée ;

Attendu que les époux Changeur, n'ayant pu obtenir par les voies amiables, le règlement du préjudice qui leur avait été causé par l'accident dont ils avaient été victimes ont, par exploit du 27 juin 1930, assigné devant le Tribunal civil de Chinon, dans le ressort duquel l'accident s'était produit, Pani auquel ils imputaient la responsabilité de l'accident; mais qu'ils se désistèrent de leur action dirigée contre Pani, en raison de l'immunité diplomatique dont il jouissait et qu'il avait invoquée;

Que par exploit du 16 février 1931, ils ont assigné devant le même tribunal Hargreaves et autres assureurs de Pani pour s'entendre condamner au paiement de la somme de un million deux cent quatre vingt quatorze mille huit cent trente-cinq francs cinquante-cinq centimes, à titre de dommages-intérêts;

Attendu que ceux-ci ayant conclu à l'irrecevabilité de l'action dirigée contre eux, le Tribunal a déclaré que la loi du 28 mai 1913, étant une loi d'ordre public, était applicable aux assureurs étrangers, qu'en conséquence l'action était recevable et que les époux Changeur étaient fondés à agir par la voie de l'action directe contre les assureurs, mais a ordonné avant de statuer au fond, une enquête dans le but d'établir la responsabilité de Pani, présumé auteur de l'accident;

Attendu qu'ils soutiennent en premier lieu que la créance dont excipent les époux Changeur en vertu du paragraphe huit de l'article 2102 du Code civil étant un meuble incorporel par essence est régie par la loi de sa situation par application de l'article 3 du Code civil; que la situation d'un meuble incorporel est fixée au lieu du domicile du débiteur; que les appelants étant tous étrangers et domiciliés en Angleterre, la prétendue créance sur l'indemnité se trouve domiciliée en Angleterre et ne peut donc être régie par la loi française; que la loi applicable en l'espèce, est la loi anglaise, laquelle ne crée aucun privilège de même nature que celui de l'article 2102, paragraphe 8 du Code civil;

Attendu qu'il convient tout d'abord d'observer que le contrat est rédigé en deux langues, en français et en anglais, que la police est contractée au profit de Pani habitant Paris, en francs

français, même dans le texte anglais, et pour une circulation en France et en plusieurs autres pays de l'Europe continentale, que si les débiteurs ont généralement des noms à consonnance anglaise leur domicile n'est indiqué ni au contrat, ni dans aucune des pièces de la procédure;

Attendu qu'il est, au contraire, certain que les assureurs ont en France, comme mandataires, Barrelet de Ricou demeurant à Paris, 18, place Vendôme, Toplis et Harding agents du Lloyd's de Londres, demeurant à Paris, 80, boulevard Haussmann;

Que le premier s'est présenté en cette qualité au référé du 9 juin 1928; qu'il écrivait à la date du 18 avril 1928, au mandataire de Changeur : « comme assureur de M. Alberto Pani, veuillez noter que c'est à moi qu'incombe le soin de régler cet accident »;

Puis à la date du 19 mars 1929 : « ce n'est pas à moi à régler cette affaire mais à MM. Toplis et Hardings à qui veuillez bien vous adresser »; que Toplis et Hardings écrivaient à Changeur le 13 mars 1929 : « nous avons l'honneur de vous informer que nous sommes chargés par les assureurs de M. Pani de faire toutes démarches utiles au sujet de l'affaire sus-mentionnée »;

Attendu qu'il est donc établi que les assureurs de Pani, qui ne constituent pas une société, mais qui sont des individualités non solidaires permanents, et qu'ils avaient pris conformément à l'esprit du contrat, des dispositions pour que le règlement, c'est-à-dire le paiement, soit effectué en France, à Paris, place Vendôme et boulevard Haussmann;

Attendu que le contrat ne contient donc aucune disposition susceptible de justifier le moyen d'irrecevabilité proposé par les assureurs; qu'il résulte au contraire des documents de la cause qu'en l'espèce, l'indemnité se trouve domiciliée (pour reprendre l'expression même des appelants) en France et qu'en conséquence elle est régie par la loi française;

Attendu que les assureurs soutiennent en second lieu que la loi française de 1913 n'autorise pas la victime d'un accident à exercer une action directe contre l'assureur de l'auteur de l'acci-

dent ; qu'en tous cas, cette action ne procédant que du contrat, c'est la loi anglaise en supposant comme établi que ce soit la loi anglaise qui régit ce contrat, qui est applicable, et que cette action n'existant pas dans la loi anglaise, ne saurait être valablement exercée contre eux ;

Mais attendu que l'action engagée contre les assureurs n'est point d'origine contractuelle mais qu'elle a été créée par la loi ; que le contrat n'est pas la source de l'action, qu'il en est seulement la base et la condition nécessaire, de même que le contrat de travail est la condition de l'action directe que possède la victime d'un accident contre le patron civilement responsable de son préposé ; qu'à bon droit les premiers juges ont dit que l'action dont il s'agissait naissait de la loi française et non du contrat ;

Attendu d'ailleurs qu'il n'est pas exact comme voudraient le faire admettre les assureurs, que l'action directe dont s'agit dérive du privilège né de la loi de 1913 ;

Attendu en effet que la dite loi a institué deux garanties pour le tiers lésé :

1^o le privilège ;

2^o l'obligation faite à l'assureur de retenir l'indemnité au profit de la victime ;

Attendu qu'en conférant au tiers l'exclusivité, en lui accordant ce droit qui lui est propre, la loi a voulu qu'il ait la possibilité d'en réclamer le bénéfice ;

Attendu aussi que, l'action directe contre l'assureur est le corollaire nécessaire, non point du privilège, mais de l'exclusivité, autrement dit de l'obligation imposée à l'assureur de retenir l'indemnité au profit de la victime, celui au profit de qui a été créé un droit recevant nécessairement en même temps le droit d'en réclamer l'application ;

Attendu qu'Hargreaves et autres soutiennent en troisième lieu que l'action directe, en tant qu'elle serait une conséquence de la loi du 28 mai 1913 n'est pas d'ordre public, qu'en effet, elle s'applique non pas à la collectivité, mais seulement aux pos-

sesseurs d'automobiles couverts par une assurance, c'est-à-dire à un groupement d'individus, et a pour but de sauvegarder des intérêts privés, qu'en tous cas elle n'est pas d'ordre public international, et qu'elle ne saurait être opposée à des étrangers;

Mais attendu que la loi du 28 mai 1913 a pour objet d'assurer dans des conditions de plus grande sécurité la circulation sur la route, de protéger les usagers de la route, de leur permettre d'obtenir plus efficacement la réparation des dommages qu'ils subissent du fait des conducteurs d'automobiles et qui sont les conséquences de délits ou de quasi-délits commis par eux, qu'on ne saurait refuser à une disposition légale comme celle du 28 mai 1913 qui vise des faits engendrant une responsabilité, délictuelle ou quasi-délictuelle à laquelle on ne peut se soustraire par des conventions particulières, c'est-à-dire des faits qui intéressent l'ordre public en même temps que des intérêts privés, et qui, en conséquence, entrent dans le cadre des lois de police et de sûreté, le caractère d'ordre public;

Attendu que s'agissant d'une loi rentrant dans le cadre des lois de police et de sûreté, la loi du 28 mai 1913 est applicable à tous ceux qui circulent sur la route avec une voiture automobile, et s'impose aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux;

Attendu qu'Hargraves et autres soutiennent en dernier lieu qu'en tous cas aucune condamnation ne peut être prononcée contre eux sans que la responsabilité de leur assuré ait été reconnue préalablement et contradictoirement avec lui; que leur assuré Pani, étant couvert par l'immunité diplomatique, il n'est pas possible de l'attirer au débat pour faire reconnaître contradictoirement avec lui sa responsabilité; que par suite, en l'absence de l'assuré, l'action des époux Changeur n'est pas recevable;

Attendu tout d'abord qu'il convient d'observer que la loi du 28 mai 1913 en créant au profit de la victime d'un accident un droit d'exclusivité sur l'indemnité d'assurance, a conféré par voie de conséquence à la dite victime, une action directe contre l'assureur, action dont la victime peut saisir un tribunal autre

que celui de l'assuré, action qui est indépendante de celle qui peut être intentée contre l'assuré, dans le cas, comme dans l'espèce actuelle, où le montant de l'assurance ne permettrait pas de réparer complètement le préjudice qui lui a été causé;

Attendu que la loi du 28 mai 1913 exige seulement, pour que l'assuré puisse triompher dans sa demande, que l'assureur se soit reconnu ou ait été judiciairement reconnu débiteur; qu'elle ne pose aucune autre condition; que sans doute, pour établir la responsabilité de l'assureur il est nécessaire d'établir la responsabilité de l'assuré, auteur de l'accident; mais qu'aucun texte de loi ne s'oppose à ce que cette preuve soit faite en dehors de sa présence; que c'est ainsi qu'il n'a jamais été discuté que la victime d'un accident a le droit de réclamer directement au patron la réparation du préjudice causé par le fait de son préposé et d'établir contradictoirement avec le patron seul la faute du préposé sans avoir l'obligation de mettre en cause celui-ci ou d'établir la faute du préposé contradictoirement avec lui dans une instance engagée préalablement contre lui;

Attendu d'ailleurs qu'en l'espèce la présence de Pani au débat serait sans intérêt et sans portée puisque les assureurs se sont réservés dans la police d'assurance le droit de se substituer à lui dans la direction de tous litiges tendant au paiement de dommages-intérêts et de lui enlever ainsi toute initiative;

Que l'absence de Pani ne présente aucun inconvénient sérieux, puisque les assureurs peuvent faire valoir contre la victime tous les moyens dont ils disposent contre l'assuré et aussi tous les moyens de défense dont dispose celui-ci;

Attendu que sous l'empire de la loi de 1913 on était donc autorisé à dire que l'action directe pouvait être exercée contre l'assureur sans qu'il soit nécessaire que préalablement la responsabilité de l'assuré soit reconnue ou établie dans une instance engagée contre lui ou que sa responsabilité soit établie contradictoirement avec lui dans les débats se déroulant entre la victime et l'assureur;

Mais attendu que la loi du 13 juillet 1930 qui a organisé la pro-

cédure à suivre dans les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités en matière d'accidents entre la victime et l'assureur, ou l'assuré, dispose dans son article 50 :

« L'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé ».

Attendu que la dite loi a pour la première fois, soumis à une condition l'exercice de l'action directe contre l'assureur; que cette condition consiste uniquement dans une réclamation amiable ou judiciaire faite préalablement à l'introduction de l'instance, et non point dans une reconnaissance amiable ou judiciaire de la responsabilité de l'assuré;

Attendu qu'il résulte des documents de la cause que les époux Changeur ont réclamé à Pani, par la voie amiable, la réparation du préjudice qu'ils avaient éprouvé de son fait, et ce à une époque antérieure à l'introduction de leur demande contre Hargreaves et autres; qu'en outre, ils l'ont assigné par exploit du 27 juin 1930, c'est-à-dire antérieurement à l'assignation délivrée à leur requête aux assureurs en date du 16 février 1931, à comparaître devant le Tribunal civil de Chinon, pour s'entendre condamner à la réparation du dit préjudice;

Qu'ainsi il a été satisfait aux exigences de l'article 50 de la loi du 13 juillet 1930;

Attendu d'ailleurs que cette disposition qui est une disposition de procédure est comme telle applicable à l'instance engagée par les époux Changeur à une époque et à l'occasion d'un accident intervenu antérieurement à la promulgation de la loi dont s'agit;

Attendu qu'on ne saurait au surplus faire résulter de l'article 80 de la dite loi, aux termes duquel les dispositions de la présente portant prohibition de certaines clauses ne régissant que les assurances souscrites ou renouvelées six mois après sa promulgation ainsi que les assurances d'une durée supérieure à dix ans dans la période décennale en cours est arrivée à expiration après

le dit délai de six mois, une exception à la règle que les lois de procédure ont un effet rétroactif;

Attendu en conséquence, qu'à quelque point de vue qu'on se place, l'action directe introduite contre Hargreaves et autres est recevable telle qu'elle a été engagée;

Attendu qu'à bon droit les premiers juges l'ont ainsi déclaré et qu'aussi ils ont, avant de statuer au fond, autorisé les époux Changeur à rapporter la preuve des faits qu'ils ont articulés en vue d'établir la faute et la responsabilité de Pani;

Attendu qu'il n'y a pas lieu en l'état actuel de la procédure d'ordonner que le dossier de l'information ouverte contre X... en suite de l'accident qui a donné lieu au présent litige, sera après le présent arrêt, communiqué aux parties et versé aux débats futurs devant le Tribunal civil de Chinon, ainsi que le demandent les époux Changeur sans justifier de l'agrément de la partie adverse.

Par les motifs : Déclare recevable mais mal fondé l'appel interjeté par Hargreaves et autres du jugement rendu par le Tribunal civil de Chinon le 27 juillet 1931 ;

Confirme le dit jugement ;

Commet toutefois M. Casse, juge au Tribunal civil de Chinon, en remplacement de M. Deschesnes, précédemment commis, mais actuellement juge au Tribunal civil de Tours, pour procéder aux enquête et contre-enquête ordonnées ;

Déclare Hargreaves et autres mal fondés en toutes leurs demandes fins et conclusions tant principales que subsidiaires, les en déboute ;

Donne acte aux époux Changeur de ce qu'ils limitent leur action contre les assureurs au montant de la garantie stipulée dans la police Pani ;

Leur donne acte de ce qu'ils se réservent toutefois de reprendre leur action contre Pani pour obtenir la réparation du dommage excédant les sommes qui leur seraient effectivement versées par les assureurs après la détermination du préjudice ;

Dit qu'il n'y a pas lieu en l'état actuel de la procédure d'ordonner que le dossier de l'information suivie contre X... en suite de l'accident du 13 avril 1929 sera communiqué aux parties et versé aux débats futurs devant le Tribunal civil de Chinon;

Condamne Hargreaves à l'amende et aux dépens d'appel dont distraction au profit de Me Giraut avoué qui affirme les avoir avancés.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTIN. — *Principes de droit international privé* (éd. 1930).
— Consultation (aff. Leroy c. Motor-Union, en annexe).
COLIN. — (Rapport de M. le Conseiller) D. P. 1927.1.60 sous Cass., 14 juin 1926.
CUQ. — *Institutions juridiques des Romains*, éd. 1917.
DEBRAY. — *Privilèges sur les créances et action directe*, thèse, Paris, 1928.
ESMEIN (Paul). — Note Sirey 1927.1.25 sous Cass., 14 juin 1926.
GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure*.
GIRARD. — *Manuel élémentaire de Droit romain*.
GLASSON et COLMET DAAGE. — *Traité de procédure civile*.
GÉNY. — *Méthodes d'interprétation et source en droit privé positif*, éd. 1919.
HÉMARD. — *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*.
JOSSEMAND. — Note D. P. 1927.1.57 sous Cass. 14 juin 1926.
LABBÉ. — *Revue critique*, 1876, p. 576 et sq.
— Des Privilèges spéciaux sur créance, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. V, 1876, p. 571 et sq.
LAMOTHE. — (M. l'avocat général) Conclusions sous Paris, 5^e Chambre, 30 mai 1932, *G. P.*, 18 juin 1932.
MAZEAUD. — *Traité de la responsabilité civile*, t. II, n^o 2696 et la note.
NIBOYET. — *Manuel de Droit international privé*, 2^e éd. 1928.
— Notes à la *Revue de Droit international privé*, 1931, p. 294 et 669.

- PERROUD. — L'action directe contre les Compagnies étrangères,
Revue des assurances terrestres, 1931, p. 21.
- PICARD. — Action directe de la victime d'un accident, *Revue des assurances terrestres*, 1930.
- PLANIOU. — *Traité de Droit civil*.
- PLANIOU et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*, 1925.
- SAVATIER. — Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels (D. H. 1931, *Chronique* p. 10).
- SOLUS. — *L'action directe*, p. 85 et sq., thèse, Paris, 1914.
- SUMIEN. — *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*.
- SURVILLE. — *Cours de Droit international privé*.
- TROTABAS. — *Chronique* au D. H. 1926, p. 23.
- Répertoire de Droit international privé* (Niboyet).
- Répertoire alphabétique* Dalloz.
- Code civil annoté* Dalloz.
- Revue de Droit international privé* (Darras).
- Journal de Droit international privé* (Clunet).
- Recueil général des lois et arrêts* (Sirey).
- Chronique hebdomadaire du recueil Sirey*.
- Recueil périodique de jurisprudence* (Dalloz).
- Recueil hebdomadaire de jurisprudence* (Dalloz).
- Revue générale des assurances terrestres*.
- Gazette du Palais*, etc.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
 TITRE PREMIER	
DROIT POSITIF FRANÇAIS. — LA NATURE DU RECOURS EXERCÉ PAR LA VICTIME, A L'EGARD DE L'ASSURANCE EN DROIT INTERNE. — ETUDE DE L'ACTION DIRECTE ISSUE DE LA LOI DU 28 MAI 1913. — LES DEUX GROUPES D' ACTIONS DIRECTES	15
Chapitre premier. — Premier groupe d'actions directes	18
A) Action directe issue de l'art. 1994, C. civ.	18
B) Action directe dans les rapports entre bailleur et cessionnaire ou entre bailleur et sous-locataire.	19
C) Action directe issue de l'art. 1798, C. civ.	24
D) Action directe issue de l'art. 133, C. proc. civ.	27
E) Réflexions sur les actions directes du premier groupe.	28
Chapitre II. — Deuxième groupe d'actions directes	32
A) Action directe issue de l'art. 1733, C. civ.	32
B) Action directe issue de la loi du 9 août 1898 (art. 16 nouv.) ...	36
C) Action directe issue de la loi du 28 mai 1913. — Indications générales	38
I. — L'origine et le développement de l'action directe issue de la loi du 28 mai 1913 (art. 2102, C. civ., al. 8 nouv.) dans la jurisprudence	39
Historique de l'action directe tirée du texte du 28 mai 1913	39
Les caractéristiques de l'action directe tirée du texte de 1913 dans la jurisprudence actuelle.	44
a) Du mode de mise en cause de l'assurance par la victime et de la question de solidarité entre l'auteur de l'accident et l'assurance. De la question de compétence.	44
b) Des exceptions opposables par l'assureur à la victime, et notamment, des déchéances.	53
c) Etendue de la dette de l'assurance à l'égard de la victime	55
d) Prescription	56

II. — Les analyses doctrinales de l'action directe en matière de responsabilité civile.....	57
1) Rappel de la doctrine de Labbé.....	57
2) L'action directe est une conséquence du privilège....	59
3) L'action directe est une forme de l'obligation personnelle	60
Explication déduite de la notion de stipulation pour autrui ou de délégation.....	60
Conclusions	63

TITRE II

**L'ACTION DIRECTE DE LA LOI DE 1913
EXERCÉE CONTRE L'ASSUREUR ETRANGER**

Considérations générales.....	77
Chapitre premier. — Conflit de lois. — Les solutions théoriques du problème de droit international privé.....	81
A) Analyse tirée de l'obligation personnelle.....	81
a) Action directe et action oblique.....	81
b) Action directe et stipulation pour autrui.....	85
B) Analyses fondées sur l'idée de privilège.....	86
C) Du rôle éventuel de la notion d'ordre public dans le problème de l'action directe.....	96
Chapitre II. — Conflit de juridictions. — Les solutions théoriques du problème de droit international privé.....	100
a) Influence de la nature du litige sur la compétence.....	101
b) Influence de la nationalité de la victime.....	103
c) Conséquences éventuelles de l'application des lois du 2 janvier 1902 et 13 juillet 1930.....	105
Chapitre III. — Les quelques cas de jurisprudence.....	108
a) Arrêt de la Cour de Rouen du 8 janvier 1930.....	108
b) Jugement du Tribunal de la Seine du 2 juillet 1931.....	112
c) Arrêt de la Cour de Nîmes du 23 novembre 1931.....	116
d) Jugement du Tribunal de Chinon du 24 juillet 1931 et arrêt de la Cour d'Orléans du 28 décembre 1932.....	117
Chapitre IV. — Réflexions en guise de conclusions.....	125
Annexes : Consultation donnée par Monsieur le Professeur Martin dans l'affaire Motor-Union contre Chartier.....	133
Texte in extenso de l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Orléans le 28 décembre 1932.....	152

